

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Cahiers
du
MONDE RUSSE
et
SOVIÉTIQUE
4

MOUTON & CO

Volume II

Octobre-décembre 1961

Cahiers
du
MONDE RUSSE
et
SOVIÉTIQUE

4

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

revue trimestrielle

Publiée par le Centre d'Études sur l'U.R.S.S. et les Pays Slaves
de l'École Pratique des Hautes Études.

avec le concours

de l'Institut d'Études Slaves de l'Université de Paris,
du Centre de Recherches d'Histoire Slave de la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines. Sorbonne,
du Centre d'Étude des Relations Internationales de la Fondation
Nationale des Sciences Politiques,
du Centre Français de Droit Comparé,
de l'Institut de Science Économique Appliquée.

Comité de rédaction :

Jacques BELLON - Alexandre BENNIGSEN
Henri CHAMBRE - René DAVID - Claude FRIoux
Basile KERBLAY - Paul LEMERLE
François de LIENCOURT - Roger PORTAL

Secrétariat de Rédaction : 20, rue de la Baume, Paris-8^e

MOUTON & CO, éditeur, Paris - La Haye .

CAHIERS DU MONDE RUSSE ET SOVIÉTIQUE

Vol. II - 4

Octobre-décembre 1961

ÉTUDES

- M. RAEFF. Le climat politique et les projets de réforme dans les premières années du règne d'Alexandre 1^{er}. 415
- A. FLAKER. A. Cesarec, témoin des transformations de l'art soviétique pendant les années vingt. 434
- I. SORLIN. Les traités de Byzance avec la Russie : le traité de 944. 447

DÉBATS

- M. LARAN. Le 2^e Colloque franco-soviétique d'histoire (Moscou, 1961). 476
- H. MIAKOTINE. Le Congrès d'Ohrid (études byzantines). 483

CHRONIQUES

- J. TRIVOUS. Enquêtes sur les niveaux de vie dans trois villes soviétiques. 487
- A. BESANÇON. *Iskusstvo et Arhitektura S.S.S.R.* : deux lignes divergentes. 504

BIBLIOGRAPHIE

- H. DE DIANOUS. La contribution récente de l'orientalisme soviétique à l'étude de l'histoire et du développement économique de l'Afghanistan. 512

CONDITIONS D'ABONNEMENT (4 numéros)

France et zone franc	33,00 NF
Autres Pays	40,00 NF //30.—
Le numéro	9,00 NF //8.—

Pour la France et la zone franc :

les ordres de paiement doivent être libellés au nom de l'ordre de :

Éditions MOUTON & Cie
45, rue de Lille, Paris-VII^e

Compte chèque postal : n° 50-6796, Paris.

Pour l'étranger :

Éditions MOUTON & CO, N.V.
Kerklaan 74, RIJSWIJK (Z.H.)
Hollande

Compte chèque postal : n° 473950, La Haye

Compte en banque : Twentsche Bank, N.V., La Haye.

Manuscripts

Les manuscrits non retenus restent pendant un an à la disposition de leurs auteurs qui peuvent, soit les reprendre aux bureaux de la revue, soit en demander le renvoi par la poste à leurs frais.

Passé le délai d'un an, les manuscrits non retenus ne sont pas conservés.

L'École Pratique des Hautes Études recommande aux auteurs de garder toujours un double de leurs manuscrits, et déclare dégager sa responsabilité au cas où l'un de ceux-ci viendrait à s'égarer.

Les opinions émises dans les articles publiés par les *Cahiers du Monde Russe et Soviétique* engagent la seule responsabilité de ceux qui les expriment. La Rédaction ne peut en aucun cas en être tenue responsable.

Tout auteur déposant un manuscrit est réputé avoir pris connaissance de ces dispositions et les accepter.

Toute la correspondance, manuscrits, livres et périodiques, doit être adressée aux *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, École Pratique des Hautes Études, Division des Aires Culturelles, 20, rue de la Baume, Paris-VIII^e.

Printed in France.

LE CLIMAT POLITIQUE ET LES PROJETS
DE RÉFORME
DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE
D'ALEXANDRE I^{er}

I

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la vie publique russe a été marquée par une modernisation et une rationalisation (Max Weber) progressives du cadre administratif. C'était Pierre le Grand qui avait créé ce cadre institutionnel moderne ; mais le premier empereur n'avait pas eu le temps d'aborder d'une façon systématique les problèmes posés par la nécessité de coordonner les actions des différents organismes — Sénat, collèges, procureurs, gouvernements des provinces — établis par lui. A vrai dire, il n'en avait pas encore eu un très grand besoin, car, en dépit de sa forme moderne, le mécanisme administratif était demeuré relativement simple. Toutefois, la modernisation progressive de tous les secteurs de la vie publique, la participation de plus en plus active de la Russie à la vie militaire, diplomatique, commerciale et culturelle de l'Europe compliquaient les tâches de l'administration et exigeaient la réforme et la réorganisation des institutions créées par Pierre le Grand. Aux organismes fondés par le Tsar Transformateur (*tsar' preobrazovatel'*) vinrent s'ajouter des bureaux, comités et collèges nouveaux, tandis que les questions à régler et les tâches à remplir augmentaient de jour en jour. Enfin, la nécessité d'une meilleure coordination entre le gouvernement central et les autorités locales se faisait sentir d'une façon pressante. Avant tout, il manquait un organisme capable de donner direction à la politique du gouvernement impérial et, en même temps, de contrôler l'exécution des décisions prises à Saint-Petersbourg. Pierre le Grand avait pensé confier cette mission au Sénat. Après sa mort, le Conseil Secret Suprême s'arrogea cette fonction et s'en acquitta tant bien que mal. L'impératrice Anne

se servit du Cabinet des Ministres, tandis qu'Élisabeth restaura le Sénat dans son rôle originel. Mais aucun des changements ne pouvait satisfaire, car les fonctions de coordination et de contrôle sont mal remplies par un comité ; il y faut une seule tête et une seule volonté. Sous Catherine II, souverain énergique et capable, le procureur général du Sénat s'acquitta de cette tâche sous l'œil vigilant de l'impératrice, tandis que dans les provinces le gouverneur général (ou le *namestnik*) fut chargé d'une mission semblable sous la direction personnelle de la souveraine.

Nous observons aussi au cours du XVIII^e siècle un effort constant fait par le gouvernement de Saint-Petersbourg pour établir une répartition plus logique et plus efficace des affaires. Le principe de la division du travail administratif selon des critères fonctionnels et rationnels s'imposait de plus en plus dans la pratique du gouvernement russe¹. Mais le progrès était non seulement très lent, mais aussi peu satisfaisant. Plusieurs facteurs y contribuaient. En premier lieu, l'obstacle physique des distances russes : un courrier spécial de l'empereur, brûlant toutes les étapes et crevant les chevaux qu'il obtenait sans délai à toutes les postes, mettait à peu près trois semaines pour aller de Saint-Petersbourg à Tobol'sk, capitale de la Sibérie Occidentale ! Il était donc très malaisé de surveiller de près l'exécution d'une décision dans une province éloignée. Par contre, il était d'autant plus facile de cacher les abus de pouvoir et les malversations des fonctionnaires locaux ; des années se passaient avant que le gouvernement central ne se rende compte des conditions réelles d'une région lointaine². Cet état de choses développait chez le souverain et ses hauts fonctionnaires à Saint-Petersbourg une méfiance instinctive de toutes les initiatives des autorités locales et de l'interprétation par les fonctionnaires de province de décrets impériaux. Cette méfiance empêchait une rationalisation véritable du travail administratif, car tout devait être concentré à Saint-Petersbourg. C'était aussi l'une des raisons — pas la seule, bien entendu — de l'élimination rapide des privilèges, autonomies et régimes particuliers dont jouissaient certaines régions frontières de l'Empire. Les pratiques des régions centrales furent appliquées presque sans modification aux provinces éloignées ou nouvellement acquises, même quand elles allaient à l'encontre de la justice (introduction du servage en Ukraine, par exemple) ou du bon sens (création de maréchaux de la noblesse parmi les Jakouts).

1. En cela la Russie suivait, avec un siècle de retard, l'évolution administrative et politique des monarchies absolues occidentales. Voir là-dessus les admirables études de Otto Hintze recueillies dans *Staat und Verfassung*, Leipzig, 1941 et *Geist und Epochen der preussischen Geschichte*, Leipzig, 1943.

2. Le cas le plus célèbre fut le régime d'Ivan B. Pestel (le père du Décembriste) en Sibérie dans la première moitié du règne d'Alexandre I^{er}.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les germes d'une organisation corporative de la noblesse et d'un « self government » local — germes plantés par les actes de 1775 et 1785 — n'aient pas pu se développer librement et pleinement. En définitive, tout Russe, quels que fussent sa condition, sa classe ou son mérite et sa fortune, demeurerait à la merci de l'arbitraire autocratique du souverain et de la brutalité de ses agents. Le règne de Paul I^{er} en fut une confirmation éclatante pour la société russe cultivée. Malgré les défauts essentiels du système, le règne de Catherine II avait été assez « libéral », la tyrannie des fonctionnaires et l'arbitraire capricieux de l'autocrate ne s'étaient pas manifestés d'une manière trop gênante et brutale. Il est vrai que les choses se gâtèrent quelque peu après 1789, quand la Révolution française sema la panique parmi les monarques de l'Europe. Catherine II, elle aussi, se tourna contre l'opinion publique éclairée et persécuta avec une sévérité excessive ses meilleurs représentants, Novikov et Radiščev. Toutefois cela n'était rien en comparaison avec Paul I^{er}.

Assurément, le fils de Catherine II n'était pas tout à fait normal psychiquement et son état ne cessa d'empirer durant son règne. Quelles qu'aient été les bonnes graines semées par son précepteur, le comte Nikita Panin, elles ne purent germer par suite du caractère instable de Paul, son tempérament capricieux et soupçonneux. Le mépris avec lequel il traitait son entourage ne connaissait pas de bornes. Il s'efforçait d'enrégimenter toute la vie publique de la même façon qu'il avait enrégimenté ses soldats à Gačina, et il voulait asservir la noblesse complètement en la soumettant à une discipline militaire, prussienne. Cela n'allait pas toujours sans quelques compensations, surtout pour le bas peuple. Mais dans son ensemble, le régime ne pouvait manquer de produire beaucoup de confusion et un profond mécontentement³. Comme le remarquait très justement le jeune fonctionnaire du Sénat, M. M. Speranskij : « Les provinces étaient administrées à l'européenne, tandis que l'administration centrale était tout à fait asiatique. Le peuple souffrait moins de l'oppression, mais il n'y en avait pas moins en Russie. Dans le règne précédent, [l'autocratie] avait été dispersée sur une grande superficie, on ne la remarquait et on ne la mesurait pas. Mais ramassée en un seul centre, elle constituait une masse monstrueuse dont chacun put mesurer le poids oppressif ; et en le mesurant dans son ensemble, on le sentait peser sur soi-même. C'est ainsi que le gouvernement précédent [de Catherine II] sembla avoir été doux et bienveillant, tandis que le suivant devint haïssable, quoique la somme

3. Les *Mémoires de l'Amiral Tchitchagoff 1767-1849* (Leipzig, 1862) rapportent de nombreuses anecdotes sur la conduite de Paul I^{er} envers les membres de son entourage. M. V. Kločkov a tenté de réhabiliter le règne, sans toutefois nous convaincre entièrement, M. V. Kločkov, *Očerki pravitel'stvennoj dejatel'nosti vremeni Pavla I*, Petrograd, 1916.

des maux dans l'un comme dans l'autre ait été peut-être la même »⁴.

Ce retour aux mœurs politiques du temps de Pierre le Grand et de l'impératrice Anne consterna l'élite cultivée de la société russe, au premier chef les hauts fonctionnaires et officiers à Saint-Petersbourg qui avaient été les plus exposés aux caprices de Paul et ses plus fréquentes victimes. La consternation fut d'autant plus profonde que cette élite avait acquis, au cours du XVIII^e siècle, des idées et des sentiments « européens », tout autant que des habits et des manières « civilisés ». Déjà en 1772 le Ministre de France pouvait écrire : « Nous nous étions représenté les Russes comme des barbares, nous les voyons aussi maniérés et aussi bien élevés que les hommes les plus policés »⁵. A plus forte raison c'était bien vrai des nobles cultivés de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e. Leur sentiment d'honneur, de dignité personnelle qu'ils avaient eu tant de mal à développer, tout autant que leurs intérêts matériels, étaient brutalement mis en cause par la tyrannie capricieuse de Paul I^{er}. Ce qu'un rude homme de service du début du XVIII^e siècle avait supporté avec, seulement, un faible murmure, n'était plus du tout supportable au noble, officier et fonctionnaire, de la fin du siècle. Le règne de Paul I^{er} se termina par son meurtre parce que l'empereur n'avait pas voulu admettre l'évolution morale, intellectuelle et psychologique de l'élite russe depuis le règne du Tsar Transformateur. Pour empêcher le retour de la tyrannie capricieuse du monarque et de la brutalité arrogante des « caporaux de Gačina » (comme on appelait les officiers favoris de la garnison de Gačina, résidence de Paul I^{er}), pour préserver leurs biens et leur personne, les membres de l'élite cultivée, l'opinion publique, se mirent à la recherche des moyens qui donneraient à l'administration impériale des règles fixes et inaltérables de procédure, sans toutefois s'attaquer au principe de l'autocratie lui-même.

Entre-temps, l'influence anglaise était venue concurrencer la suprématie française dans le domaine des idées politiques et sociales. Cette influence grandissante de l'Angleterre se faisait remarquer particulièrement parmi les dignitaires et la haute noblesse de la cour et des capitales, Moscou et Saint-Petersbourg ; elle n'avait pas encore profondément pénétré dans les couches inférieures des fonctionnaires et nobles de province. Plusieurs causes expliquent ce changement d'orientation. Tout d'abord, la popularité des choses anglaises qui avait l'Europe continentale dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. En Russie s'y

4. « O duhe pravitel'stva » (13 septembre 1804), in *M. M. Speranskij — Proekty i zapiski*, S. N. Valk ed., Akademija Nauk S.S.S.R., Moscou-Leningrad, 1961, p. 141. Dans la suite, cette édition sera citée *Proekty i zapiski*.

5. Sabatier de Cabre, Mémoire du 31 juillet 1772, Archives du Ministère des Affaires Étrangères, *Mémoires et Documents*, Russie, volume 85, 6^e Supplément 1769-1772, feuille 227 r^o.

ajoutait l'effet produit sur la vie de la noblesse par la législation de 1762 (« émancipation de la noblesse » du service obligatoire), de 1775 (gouvernement des provinces) et de 1785 (charte à la noblesse). Une partie de la noblesse, une partie de la haute noblesse riche et des dignitaires, du moins, avait maintenant la possibilité de vivre plus longuement sur ses terres et de participer à la vie des institutions « corporatives » créées en 1775 et 1785. Pour ce groupe de nobles il semblait maintenant possible de mener une vie « civilisée » à la campagne et d'y cultiver des liens d'amitié et solidarité avec ses voisins. Ces nobles formés par les idées anglaises et vivant eux-mêmes à la campagne aimaient à s'identifier à la « gentry » anglaise. Ainsi donc, dans beaucoup d'esprits, l'Angleterre avec ses institutions corporatives, ses traditions de « self government » local, son respect du droit des individus, apparaissait un modèle véritablement applicable aux conditions russes.

La renaissance de préoccupations religieuses et morales était un autre facteur de l'anglomanie. Le renouveau de la vie spirituelle en Angleterre (le méthodisme) avait eu des répercussions un peu partout en Europe, un rôle non négligeable dans la dissémination de cette renaissance spirituelle ayant été joué par la franc-maçonnerie d'obédience anglaise (rite écossais). Les idées morales anglaises, colportées par les romans et la littérature sentimentale, ainsi que par les jeunes étudiants étrangers de Hutchison, Adam Smith et Hume, s'étaient fermement ancrées dans la vie intellectuelle de l'Europe. Ainsi s'était répandue une morale bourgeoise, un peu romantique, sentimentale et philanthropique. En France elle trouva son expression dans les œuvres de Greuze et Chardin, les jardins à l'anglaise, la comédie larmoyante et bourgeoise. En Russie, ces idées anglaises attiraient facilement la noblesse qui, en un certain sens, était plus proche de l'éthique bourgeoise (notions de devoir et de service, de responsabilité sociale, respect pour l'éducation et le progrès) que de celle de l'aristocratie chevaleresque occidentale. Enfin, et peut-être c'est le facteur le plus important, l'Angleterre présentait un modèle pratique et modéré de l'application des principes fondamentaux du siècle des lumières. Les philosophes français étaient allés trop loin, pensait-on ; leur critique avait détruit la religion, ébranlé les fondements de la morale — les violences et crimes de la Révolution en avaient été les fruits inévitables. L'Angleterre, par contre, avait évité ces effets néfastes et elle avait réussi, sans secousses (on oubliait alors, comme on le fait encore aujourd'hui, les désordres et révolutions du xvii^e siècle), à allier la liberté, la sécurité des personnes et de leurs biens, l'activité indépendante des individus et des groupes, à un régime politique stable et une structure sociale différenciée. Cette image de la vie politique et des libertés de l'Angleterre aristocratique des « whigs » fut popularisée en

Russie par des « aristocrates » qui avaient séjourné en Angleterre, tels les frères Voroncov et leur sœur, la princesse Daškov. Les idées religieuses et morales furent introduites en Russie par des fonctionnaires qui avaient fait leurs études à Glasgow et Edinbourg (par exemple Desnickij) et par l'aumônier de la cour, A. Samborskij, qui avait longuement servi auprès de l'ambassade russe à Londres avant d'être le précepteur et aumônier des grands-ducs Alexandre et Constantin.

Par réaction à la tyrannie et aux manies militaires de Paul I^{er}, sous l'influence des idées et de l'exemple anglais, les tendances intellectuelles et idéologiques, amorcées dans les dernières années du règne de Catherine II, s'épanouissent à la faveur de l'optimisme engendré par la liberté relative des premières années du règne d'Alexandre I^{er}. Les courants de pensée politique qui se firent jour à l'aube du XIX^e siècle ont fait l'objet de nombreuses descriptions et études. Mais trop souvent ces études sont ou bien par trop superficielles ou bien prisonnières de prédilections et préjugés politiques qui les empêchent de donner leur « valence » véritable aux tendances idéologiques des premières années du XIX^e siècle. La publication récente en Union Soviétique des premiers plans, projets et mémoires de M. M. Speranskij — mettant en circulation pour la première fois plusieurs textes connus jusqu'à présent seulement d'après des résumés et extraits — nous offre l'occasion de revenir à cette question, afin d'évaluer plus précisément l'importance de cette période dans l'histoire de la pensée politique russe⁶.

II

En Russie, en l'absence d'une opinion publique véritable et bien développée, d'une classe sociale capable de présenter des revendications politiques et morales concrètes (comme le Tiers État en France ou la bourgeoisie en Allemagne), seule la noblesse était capable d'élaborer et d'exprimer des idées et projets politiques. Comme la noblesse russe était, avant toute chose, une classe de service, ce fut dans le milieu des hauts dignitaires et des membres de la cour et de l'administration qui avaient fait leurs premiers pas sous Catherine II, que naquirent les idées que nous devons examiner en premier lieu. En simplifiant un peu, pour ne pas entrer dans des détails de structure administrative qui nous mèneraient trop loin, on peut appeler ce groupement de personnages politiquement actifs le « parti sénatorial ». En effet, ses membres préconisaient, sous une forme ou une autre,

6. S. N. Valk, ed., *M. M. Speranskij — Proekty i zapiski*, Akademija Nauk S.S.S.R., Institut Istorii, Leningradskoe otdelenie, Moscou-Leningrad, 1961.

l'ascendance du Sénat et une extension de son rôle et de ses fonctions, afin de mettre un frein à l'arbitraire tyrannique des agents du souverain.

Rappelant par certains de ses côtés les idées du prince Dmitrij M. Goličyn en 1730⁷, le programme du parti sénatorial se ramenait à ceci : des droits spécifiques, bien précisément définis, doivent garantir la sécurité personnelle et économique des membres de la classe dirigeante. Ces droits devraient être formulés dans une « charte au peuple russe » ou une loi fondamentale (*osnovnoj zakon*), promulguée par le souverain, mais qu'il serait moralement tenu de respecter. Le Sénat serait l'organisme chargé d'en surveiller l'application et, en tant que corps judiciaire, il serait aussi le défenseur de ces droits « civils » de l'élite russe. Dans la pensée de certains, le Sénat serait une espèce de Chambre des Lords ou de Parlement d'Ancien Régime, avec droit de remontrance et d'enregistrement. A cette fin, le Sénat russe devrait aussi comprendre des représentants élus, à côté de sénateurs nommés par le monarque, et peut-être aussi serait-il divisé en plusieurs « branches » selon des principes fonctionnels et géographiques. Le parti sénatorial exigeait aussi que les privilèges sociaux et juridiques de la noblesse et des citadins, énumérés dans les chartes de 1785, soient respectés et appliqués honnêtement par les agents du pouvoir central. Enfin, pour que ces privilèges et la nouvelle garantie de sécurité ne demeurent pas lettre morte, on demande une plus grande liberté pour la presse et la vie intellectuelle (*glasnost'*) et aussi une participation plus large et autonome des organismes locaux à la vie administrative et corporative.

Ces droits et privilèges, d'abord garantis aux membres de la classe dirigeante de l'élite russe, seraient éventuellement acquis pour tous ceux qui le mériteraient par leurs services à l'État et par leur rôle social. Les auteurs de ce « programme » espéraient sincèrement qu'au fur et à mesure que la culture et l'éducation modernes se répandraient en Russie, le cercle de ceux admis à jouir de ces privilèges et droits s'élargirait de plus en plus. D'ailleurs, fait assez remarquable, tout au début ces droits et privilèges ne seraient pas nécessairement donnés à tous les nobles. Seuls y seraient admis les nobles éduqués, ceux qui auraient fait preuve de leur culture et de leurs qualités morales (il est vrai qu'on était très vague quant à la forme de cette preuve). On voit très clairement que les hauts dignitaires et « aristocrates » avaient une opinion assez médiocre de leurs compagnons de classe. A leur avis, la petite noblesse pauvre dans les provinces ne valait pas mieux que les classes inférieures. Et cela n'est pas pour nous étonner si nous nous

7. Un résumé commode, quoique un peu tendancieux, chez P. N. Milioukov, « Les hommes d'en haut et la noblesse », in *Le mouvement intellectuel russe*, Paris, 1918, pp. 5-86.

rappelons que le système des partages ravalait beaucoup de familles nobles au niveau de leurs propres paysans ; l'image de ces hobereaux-paysans que nous a donnée Narežnyj dans son roman *Le Gil Blas russe* n'est pas moins vraie pour être quelque peu outrée. Il semblerait que dans la pensée de certains membres du parti sénatorial, l'éducation et la participation active à la vie culturelle et économique du pays donnaient droit à cette situation privilégiée. Le service d'état demeurerait, comme auparavant, la forme la plus courante de cette participation active ; mais l'initiative et l'activité privées n'étaient pas exclues non plus. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, tout autant que les arts, les lettres et les sciences (c'est-à-dire les professions libérales) pouvaient aussi servir de voies d'accès aux privilèges et droits de l'élite. Par contre, les nobles qui ne contribuaient pas d'une façon active et valable à la vie publique du pays pouvaient être « déchus » de ces privilèges. Notons là une idée bien nouvelle dans la pensée politique russe : le rôle exclusif du service d'état dans l'acquisition d'une situation privilégiée, trait marquant de la vie sociale et politique russe depuis le xv^e siècle, commence à s'émousser⁸.

Il est bien évident que pour les membres du parti sénatorial il s'agit de pousser la Russie sur le même chemin qu'avait suivi l'Angleterre. On commence par octroyer et garantir des privilèges à une élite, quitte à les étendre ensuite à un cercle plus large. Ce qui importe avant toute chose, c'est de faire admettre le principe même des garanties, juridique et morale, de la sécurité des personnes et de leurs biens. Ainsi une autocratie arbitraire et la tyrannie du caprice impérial seraient transformées en un *Rechtsstaat*. Mais cela se ferait avec l'assentiment du monarque, par sa volonté même, et par suite d'une évolution lente, progressive et « organique », comme l'aimeraient à l'appeler les penseurs romantiques de la génération suivante. Ainsi donc le parti sénatorial

8. L'analyse que l'on vient de lire est une tentative de faire une synthèse-résumé des nombreux plans, projets et autres expressions d'opinions politiques mis en circulation dans les dernières années du xviii^e et les premières du xix^e siècle, dans les milieux de la haute noblesse. Pour ne citer que les ouvrages les plus intéressants et importants :

N. Kalačov, *Materialy dlja istorii russkogo dvorjanstva*, Saint-Petersbourg, 1885 ; E. S. Šumigorskij, *Imperator Pavel I — Žizn' i carstvovanie*, Saint-Petersbourg, 1907 (Appendix) ; les mémoires présentés par A. R. Voroncov et son frère S. R. Voroncov sont dans *Arhiv Voroncovykh*, vol. 15 et 29 ; l'opinion de P. V. Zavadovskij dans *Čtenija Moskovskogo obščestva istorii i drevnostej rossijskikh*, vol. 48, 1864. Voir aussi M. V. Dovnar-Zapol'skij, « Zaroždenie ministerstv v Rossii i ukaz o pravah Senata 8 sent. 1802 g. », *Iz istorii obščestvennykh tečenij v Rossii*, Kiev, 1905, pp. 1-76 ; A. N. Fateev, « Političeskie napravlenija pervogo desjatiletija XIX veka v bor'be za Senat », *Sbornik russkogo instituta v Prage*, I, 1929, pp. 205-260 ; Grand-Duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Le Comte Paul Stroganov*, Paris, 1905 ; V. G. Ščeglov, *Gosudarstvennyj sovet v Rossii*, Jaroslavl', 1892-1896 ; G. G. Tel'berg, « Senat i pravo predstavljenija na vysočajšie ukazy », *Žurnal Ministerstva Narodnogo Prosvěščeniya*, XXV, janvier 1910, pp. 1-56.

demandait qu'une part plus grande soit faite à l'initiative et à l'action individuelles de personnes et de groupes et, en même temps, que les organismes et institutions « corporatifs » de l'élite soient libérés du contrôle paralysant de l'administration centrale. Malgré son caractère « aristocratique » indéniable, le programme du parti sénatorial retrouvait les principes du libéralisme modéré européen (de l'école de Montesquieu). Nous ne serons donc guère étonnés de voir les noms de Radiščev, Speranskij et de l'amiral Mordvinov associés à cette tentative de réforme sociale et politique préconisée par les hauts dignitaires et « aristocrates » du temps de Catherine II.

Radiščev et Speranskij collaborèrent à ce programme dans une position subalterne, dans l'entourage du comte A. R. Voroncov. Dans le cas de la participation de Speranskij, cependant, nous notons l'introduction de quelques éléments nouveaux. Ce ne sont que des détails, à première vue peu importants en eux-mêmes par rapport à l'ensemble du programme sénatorial. Mais ils montrent des préoccupations et surtout une méthode différentes. Cette conception méthodologique différente finira par l'emporter sur les propositions du parti sénatorial, et, ce faisant, contribuera à donner une force dynamique et une orientation différentes aux réformes du jeune Alexandre I^{er}.

III

Nous possédons maintenant la preuve matérielle des liens qui reliaient Speranskij à certains membres du groupe sénatorial et aristocratique. Le manuscrit original des « Remarques concernant le Sénat », découvert récemment, prouve que le texte de ce mémoire présenté par le comte A. R. Voroncov en son propre nom, avait été rédigé par Speranskij⁹. Ainsi donc, tout comme son ami et collègue aîné, A. Radiščev, Speranskij avait été l'assistant de Voroncov dans les premières années du règne d'Alexandre I^{er}, lorsque les discussions concernant la réorganisation du « bâtiment chaotique de l'Empire » (selon l'expression de l'empereur) battaient leur plein.

Il sera, sans doute, à jamais impossible de déterminer d'une façon absolument certaine dans quelle mesure Speranskij exprimait alors ses idées propres ou ne faisait que donner une forme littéraire aux points de vue de ses patrons. Toutefois, les mémoires et les projets qu'il rédigea en 1802-1803 sont une source importante d'une meilleure compréhension des éléments dynamiques de la pensée politique de Speranskij, tout autant que de celle de ses supérieurs du parti sénatorial. Nous allons analyser ces mémoires et projets, dont certains sont publiés

9. *Proekty i zapiski*, introd. de S. N. Valk, p. 14.

pour la première fois en leur totalité, pour en déterminer les principes essentiels. Nos documents étant presque de la même époque, nous pouvons en examiner les éléments théoriques et méthodologiques constitutifs sans tenir compte de leur ordre chronologique.

Que Speranskij les ait adoptées pour plaire à ses maîtres, ou qu'elles aient été aussi les siennes propres, nous relevons tout d'abord plusieurs notions communes à lui et au parti sénatorial. En premier lieu, Speranskij lui aussi, est persuadé que les apparences extérieures, l'aspect purement formel des institutions, des lois ou des droits et privilèges, ne sont pas une expression adéquate de leur rôle et caractère réels. Tant que les formes institutionnelles ne refléteront pas des attitudes et un état d'esprit profonds, résultant du développement historique de la société, les garanties juridiques et les droits formels demeureront un leurre ; ce ne sont que des structures bâties sur du sable mouvant. « D'où il suit que les formes extérieures de l'administration ne déterminent nullement son essence, que cette dernière peut être parfaitement différente de sa forme véritable et même lui être contraire »¹⁰. Ce ne sont pas les formes extérieures, mais la réalité sociale et culturelle qui déterminent la vraie nature du gouvernement. Dans le cas concret de la Russie, les droits et privilèges de la noblesse, fondés sur les actes de 1775, 1785, n'ont pas de signification véritable, car, essentiellement, il n'y a pas de noblesse russe. Le noble est une création et une créature de la volonté du souverain, et, en tant que tel, complètement à la merci des caprices de ce dernier. Ainsi, la première tâche dans tout programme de réforme, politique et sociale, est de permettre le développement d'une classe de gens assurés de leurs droits, dignité, propriété. Faisant sienne la remarque de Montesquieu, Speranskij affirme : « point de noblesse, point de monarchie ». Il faut donc donner une base solide à la noblesse, voire la créer enfin. C'est cette classe héréditaire d'individus assurés dans la pleine jouissance de leurs biens qui peut le mieux servir comme gardienne et protectrice des droits de tous les sujets de l'empereur, et à laquelle on peut aussi déléguer certaines responsabilités de surveillance et contrôle des actions des fonctionnaires et organismes administratifs¹¹.

Aussi, une noblesse fondée sur des principes solides et durables, ayant une base matérielle assuée (et pour empêcher l'émiettement des domaines nobles, Speranskij préconise l'introduction du majorat), pouvant avoir une vie « corporative » autonome, devra et pourra servir d'« intermédiaire » entre l'autocrate et son peuple¹². Ces conclusions de Speranskij sont tout à fait en harmonie avec les idées du parti sénatorial. Elles ont pour but de créer en Russie une élite héréditaire natu-

10. « O korennyh zakonah gosudarstva — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 33.

11. *Ibid.*, pp. 38, 40.

12. *Ibid.*, pp. 37-38.

relle, le premier pas vers la stratification d'une société qui, jusqu'à présent, avait été constituée de membres également dépourvus de droits par rapport au souverain. Nous croyons entendre un écho des revendications avancées par les *verhovniki* en 1730. Seule la mise en application d'un tel programme, soit dit entre parenthèses, aurait créé les conditions nécessaires à cette fameuse « réaction aristocratique » dont R. R. Palmer, parmi tant d'autres, a faussement cru voir la manifestation dans la charte à la noblesse de 1785¹³.

En second lieu, dans les mémoires qu'il rédigea dans les premières années du XIX^e siècle, Speranskij exprime la préoccupation croissante de ses contemporains concernant la notion d'évolution historique, de développement organique. En effet, il y voit la garantie la plus sûre d'une structure institutionnelle solide et le moyen le plus efficace de sa transformation. La vie politique d'une nation — tout autant que sa vie sociale et spirituelle — doit être l'expression du système des valeurs et des principes fondamentaux qui ont germé dans l'esprit du peuple au cours de générations successives. « Chaque siècle, écrit Speranskij, a son visage particulier. L'esprit d'une nation est un ensemble entier, le caractère national en est la partie dominante »¹⁴. La vie publique doit être, elle aussi, le miroir véritable et véridique des traits particuliers et essentiels de l'expérience historique et spirituelle de la nation.

C'est pourquoi, toutes les transformations, tous les changements fondamentaux des structures et des institutions de la vie publique, doivent mûrir et doivent se développer naturellement. « Les améliorations forcées ne sont pas durables, car elles violent la Nature. La Nature prépare toujours ses plans en silence, c'est pourquoi ses produits sont vrais », remarque Speranskij¹⁵. Aussi, toute structure sociale et politique qui vient à son heure joue un rôle positif. Par exemple, le système féodal de l'Europe Occidentale, venant au moment historique approprié et accomplissant un travail organique, a pu servir de fondation et de palier au développement de la liberté¹⁶. Ce pénétrant jugement historique n'était pas seulement signe de l'influence grandissante des notions de l'historicisme romantique, il était aussi un élément cardinal de la théorie politique des membres du parti sénatorial qui s'inspiraient de l'exemple anglais¹⁷. Là aussi on peut trouver des

13. R. R. Palmer, *The Age of Democratic Revolution — I. The Challenge*, Princeton University, 1959.

14. « O sile obščego mnenija — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 78.

15. « O postepennosti usoveršenija obščestvennogo », *Proekty i zapiski*, p. 75. Cf. aussi *ibid.*, p. 76.

16. « Ešče nešto o svobode i rabstva — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 84.

17. « O postepennosti usoveršenija obščestvennogo », *loc. cit.*, p. 76. Le nom de Edmund Burke et sa notion du « right of prescription » vient tout naturellement à l'esprit. Pour une excellente discussion de la genèse de cette orientation

précurseurs en 1730 et parmi les hauts dignitaires qui rédigèrent des projets de charte à la noblesse en 1762-1763¹⁸.

Continuant son analyse des conditions russes, Speranskij remarque qu'il n'y a pas encore de véritable opinion publique capable d'assister l'autocrate et de tenir en bride les fonctionnaires. Une fois solidement établie, la noblesse sera en état d'évoluer en une classe possédant les qualités nécessaires à un porte-parole de l'opinion publique. En attendant, l'histoire russe a préparé un organisme qui est tout indiqué pour servir d'expression à cette opinion publique *in statu nascendi*. Le Sénat, doté de droits et privilèges nouveaux (comme ceux proposés par Deržavin, Voroncov, Zavadovskij), aidera le souverain autocrate dans sa tâche, car il sera un organe d'information sur les conditions et besoins véritables du pays, et il veillera à la bonne tenue des organismes exécutifs et judiciaires.

Jusqu'à présent nous avons vu que les intentions et le raisonnement de Speranskij, qui ont trouvé leur expression dans ses écrits des années 1802-1803, étaient les mêmes que ceux du parti sénatorial. Mais si nous analysons la pensée de Speranskij de plus près, nous remarquons des éléments nouveaux qui, non seulement avaient été absents du « programme sénatorial », mais qui avaient une fonction dynamique diamétralement opposée aux aspirations et espoirs des Voroncov, Panin, Zavadovskij et autres. Nous discernons ces éléments nouveaux non seulement là où il est question du rôle des institutions réformées, mais aussi dans la méthode préconisée par Speranskij pour obtenir ces transformations de structure.

Pour commencer, Speranskij souligne le rôle que doivent jouer les mécanismes institutionnels dans une réforme de l'appareil administratif et judiciaire. « Mais pourquoi, se demande-t-il, est-ce que les défauts des lois ne sont pas aussi sensibles dans les autres États que chez nous ? » Et de répondre : « La raison en est que dans ces pays les lois, quoique aussi imparfaites [qu'en Russie], sont assurées d'une exécution précise ; parce qu'il y a dans ces pays des exécutants éclairés ; parce que les juges là-bas sont formés et non pas créés ; parce que les autres branches de l'administration facilitent, au lieu d'empêcher, l'application des lois ; enfin, parce qu'une bonne constitution monarchique corrige bon nombre de défauts particuliers »¹⁹.

Les institutions, cependant, ont une double fonction dans la créa-

en Angleterre et en France au XVIII^e siècle, voir John G. A. Pocock, *The Ancient Constitution and the Feudal Law ; a Study of English Historical Thought in the Seventeenth Century*, Cambridge University, 1957.

18. A. N. Kulomzin, « Pervyj pristup v carstvovanie Ekateriny II k sostavleniju vysočajšej gramoty dvorjanstvu rossijskomu », in Kalačov, *Materialy po istorii russkogo dvorjanstva*, II (Saint-Petersbourg, 1885), pp. 13-71.

19. « Zapiska ob ustrojstve sudebnyh i pravitel'stvennyh učreždenij v Rossii — 1803 », *Proekty i zapiski*, p. 125.

tion d'une opinion publique qui puisse servir de fondation à une constitution. Tout d'abord, elles offrent un cadre qui permet une évolution organique réglée et sans encombre²⁰. Mais en outre, les institutions doivent aussi avoir une fonction didactique et positivement formative. C'est ici qu'apparaît la profonde différence de méthode et d'esprit entre la pensée de Speranskij et le point de vue du parti sénatorial. Speranskij va jusqu'à dire, en contradiction flagrante avec ses autres déclarations de principe, que l'action directe du gouvernement peut créer, du moins pousser plus rapidement, l'esprit national²¹. Mais cela veut aussi dire qu'une réforme des institutions ne peut pas être partielle, elle doit être faite en vue d'un but ultérieur bien défini²². Une réforme institutionnelle doit faire partie intégrante d'un plan général qui se révélera comme la nouvelle base et le principe nouveau permanent de la vie publique. En d'autres termes, tout acte de réforme doit s'incruster dans un plan d'ensemble, une constitution générale ou loi fondamentale, qui sera promulguée d'un seul coup, après avoir été préparée en secret. Bien entendu, une telle constitution ou loi fondamentale reflétera les principes directeurs de ses auteurs et elle sera élaborée en vue d'un système social et politique conçu comme le meilleur pour l'avenir du pays. Le gouvernement, donc, sait où il va. Le parti sénatorial avait une vue de l'avenir beaucoup moins précise et escomptait une évolution naturelle dans une direction généralement acceptable, une fois posée la base de cette évolution²³.

La méthode que Speranskij propose de suivre est, par conséquent, l'antithèse des traditions intellectuelles et politiques dont s'inspiraient les membres du parti sénatorial. En effet, selon Speranskij, il ne suffit pas de faire un premier pas en posant quelques principes généraux de justice et de sécurité personnelle, principes qui serviraient d'inspiration et de guide dans la création d'un climat politique qui, à son tour, permettrait la solution de problèmes pressants d'une façon empirique. Non, au contraire, Speranskij est convaincu que toute réforme doit être déterminée par un plan d'ensemble élaboré d'avance. C'est ce plan, plutôt que des besoins particuliers ou des problèmes à résoudre immédiatement et empiriquement, qui devrait déterminer le contenu de chaque acte de réforme, alors même qu'il s'agirait d'élaborer un document aussi pragmatique qu'un digeste de lois en vigueur²⁴. Toutes les erreurs et tous les défauts des réformes (ou tentatives de

20. « Otryvok o komissii uloženiia — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 21.

21. « O sile obščego mneniia — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 80.

22. « Razmyšleniia o gosudarstvennom ustrojstve imperii — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 66.

23. « Zapiska ob ustrojstve sudebnyh i pravitel'stvennyh učreždenij v Rossii — 1803 », *Proekty i zapiski*, p. 135.

24. « Otryvok o komissii uloženiia — 1802 », *Proekty i zapiski*, p. 26.

réforme) passées ont été dus à l'absence d'un tel plan général²⁵. Les améliorations et ajustements faits au petit bonheur ne peuvent jamais servir de base à un développement historique harmonieux et désirable. Bien sûr, Speranskij n'ignore pas que le plan général doit être assez flexible pour permettre des variations de détail adaptées à des conditions spéciales et particulières. Toutefois, cette restriction semble avoir été ajoutée après coup ; la note dominante met l'accent sur la priorité du plan général et des principes fondamentaux²⁶.

Il est évident qu'une telle orientation méthodologique exige un corps de fonctionnaires proprement choisis et formés. Conscient de l'importance de cet aspect du problème, Speranskij lui consacre une attention toute particulière. C'est ici, il nous semble, qu'il s'éloigne le plus radicalement du point de vue et des principes méthodologiques préconisés par ses supérieurs. Ces derniers avaient voulu, nous l'avons vu, confier l'application des réformes et une bonne part des affaires courantes, dont le « flot » contribuerait à définir l'évolution générale du pays, à la noblesse, ou à une élite héréditaire, jouant le rôle d'intermédiaires entre le peuple et le souverain. Speranskij, au contraire, ne fait pas de place à l'initiative et au « self government » de corporations. Il se refuse à admettre la valeur de fonctionnaires dont la compétence professionnelle a été formée d'une façon purement empirique, par la routine pratique²⁷. Pour pouvoir prendre un point de départ nouveau et pour inaugurer un système différent par ses principes, il faut des hommes nouveaux, un corps de fonctionnaires rénové. Ces hommes nouveaux doivent avoir une idée claire des principes généraux et ne doivent pas être liés par des traditions et des pratiques d'autrefois. S'il leur faut des maîtres et guides, qu'ils aillent les chercher parmi les philosophes et juristes du Droit naturel, tels qu'Aristote, Grotius, Pufendorff, et non parmi les empiristes Montesquieu et Blackstone²⁸. Il faut en Russie des penseurs inspirés dont la vivacité d'esprit et l'imagination pétillante seraient seulement tempérées par la réflexion et l'expérience²⁹. Ces hommes nouveaux doivent aussi être au courant des idées et exemples étrangers, et à cette fin on doit les envoyer faire un voyage d'études en Europe Occidentale³⁰. Un tel voyage servirait à les mettre en garde contre les erreurs commises dans le passé à l'étranger et, en même temps, les mettrait en contact direct avec tout ce qu'il y a de plus neuf et de plus important du point de vue théorique. Évidemment, pour toutes ces raisons il faut choisir des hommes jeunes.

25. « Zapiska ob ustrojstve sudebnyh i pravitel'stvennyh učreždenij v Rossii — 1803 », *Proekty i zapiski*, p. III.

26. *Ibid.*, p. 112.

27. « Otryvok o komissii uloženija », *Proekty i zapiski*, p. 27.

28. *Ibid.*, p. 20.

29. *Ibid.*, p. 27.

30. *Ibid.*, p. 27.

Speranskij rejette, donc, sans ambages, la classe de fonctionnaires en service et fait appel à la création d'une bureaucratie nouvelle. Cette dernière se recruterait parmi les jeunes gens qui ont acquis des connaissances théoriques étendues et profondes, et qui sont animés par un zèle de réforme et de transformation ; ils ne seront pas encombrés de traditions désuètes et, par conséquent, ils seront aussi largement ouverts aux exemples et enseignements de l'Ouest. On ne peut s'empêcher de penser, qu'en formulant les caractéristiques de cette bureaucratie nouvelle, Speranskij s'était surtout inspiré de sa propre carrière et de celle de ses amis de séminaire qui étaient entrés au service d'État. En effet, c'étaient surtout les étudiants des écoles ecclésiastiques qui avaient la meilleure chance de recevoir la formation théorique désirée ; comme dans le cas de certains, le juriste Desnickij, par exemple, il suffirait simplement de leur faire faire un voyage d'études à l'étranger pour parfaire leur préparation³¹.

Comme corollaire logique de sa méthode, Speranskij exigeait que le travail de réforme se fasse en secret ; le public n'en devait être instruit qu'au moment où le plan d'ensemble serait entièrement achevé³². Bien entendu, là aussi, Speranskij se trouvait au pôle opposé du parti sénatorial, qui, lui, voulait que la Russie de l'avenir soit le résultat de la participation directe et active de l'opinion publique, c'est-à-dire, d'une élite. Quant à Speranskij, il voulait qu'à l'avenir l'État, c'est-à-dire le gouvernement, prenne l'initiative et joue un rôle dominant dans la *formation* de la *société* russe, dans le développement de sa vie politique, culturelle et sociale. La nouvelle bureaucratie sera l'agent actif de cette politique volontariste. A vrai dire, Speranskij agissait dans le sens indiqué par Pierre le Grand et dans celui de la pratique de l'autocratie russe depuis Ivan le Terrible.

Il faut bien le reconnaître, Speranskij ne se détournait pas complètement des idées et conceptions de ses patrons et supérieurs du parti sénatorial. Dans les projets et plans de réforme qu'il élaborait par la suite, nous retrouvons, à côté de sa préférence pour la méthode bureaucratique, aussi des éléments d'historicisme, d'un respect pour certaines

31. A ce propos nous voulons saisir l'occasion pour reconnaître le bien-fondé de la critique de Peter Scheibert de notre biographie de Speranskij. Scheibert a parfaitement raison de souligner la nécessité dans laquelle se trouvait *tout* réformateur russe de créer une bureaucratie régulière et efficace. Cette nécessité, Speranskij la comprit mieux que tout autre et concentra ses premiers efforts à y faire face. La faiblesse de ses plans de réforme ultérieurs consistait justement à ne pas prendre de mesures pour créer les fonctionnaires capables de les mettre en application, sans toutefois permettre à des groupes autonomes, indépendants, de les mettre en pratique dans le cadre d'un « self government » corporatif et local. P. Scheibert, « Marginalien zu einer neuen Speranskij-Biographie », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Bd. VI, Heft 4, 1958, pp. 449-467.

32. « Otryvok o komissii uloženija », *Proekty i zapiski*, p. 271 ; « Zapiska ob ustrojstve sudebnyh i pravitel'stvennyh učreždenij v Rossii », *Proekty i zapiski*, p. 135.

traditions. Ces éléments traditionalistes montaient à la surface de sa pensée toutes les fois que Speranskij tournait son attention vers les problèmes présentés par les régions non russes de l'Empire, les questions soulevées par les réformes de la vie des paysans et de l'administration locale. Et lorsqu'il se remit à la lourde tâche de codification sous Nicolas I^{er}, Speranskij retrouva l'historicisme traditionaliste et un respect pour le rôle créateur de l'évolution organique qui avaient constitué l'essence de la pensée de ses premiers patrons et supérieurs.

Pour beaucoup de raisons — que nous avons développées dans une autre étude — Alexandre I^{er} préféra adopter le point de vue et la méthode « bureaucratique » du Comité Secret et de Speranskij. Il rejeta catégoriquement les propositions et projets du parti sénatorial. Speranskij devint le collaborateur actif d'un des membres influents du Comité Secret (comte V. Kočubej) et, par la suite, un personnage important dans les nouvelles institutions bureaucratiques qu'étaient les ministères. Son rôle de conseiller auprès d'Alexandre I^{er} et ses propres projets de réforme dans un sens bureaucratique sont bien connus. Le choix de Speranskij comme le « principal commis » et conseiller pour la réforme de l'administration s'explique facilement par la préférence qu'avait Alexandre I^{er} pour les structures bien ordonnées et pour une méthode bureaucratique calquée sur le modèle militaire. De son côté, fils d'un prêtre de village et sans liens avec la haute noblesse des capitales, Speranskij s'était hissé au sommet de la pyramide officielle par son mérite, sa capacité de travail, et surtout grâce à la Table des Rangs. Montant les échelons de la hiérarchie en donnant constamment des gages de son zèle, de ses talents, et surtout de son dévouement personnel envers ses supérieurs, Speranskij préférait le mécanisme bureaucratique rationnel et égalitaire. La situation politique et personnelle de Speranskij, source à la fois de sa puissance et cause de sa disgrâce éventuelle, a été très bien vue et décrite — en dépit de quelques erreurs de détail — dans une lettre anonyme au Ministre des Affaires Étrangères de France. Le texte est curieux et mérite d'être cité intégralement :

« Vous êtes étonné, Monsieur, de la faveur qu'a acquis M. Spéransky et vous en cherchez inutilement la cause ; elle tient surtout à la conviction intime qu'a S. M. I. que M. Spéransky lui doit tout et n'est rien que par elle ; les ennemis de ce dernier ont fortifié son crédit, chaque attaque qu'on lui a porté l'a affermi, au lieu de se déffendre, il s'est borné à prouver à S. M. I. qu'isolé, sans parents, sans liaisons avec les grands, il ne tient à aucun parti et leur serait moins odieux s'il avait fait un choix. Quelques personnes prétendent que sa faveur n'est pas sans nuages, mais il est d'une si grande circonspection et vit dans un tel isolement, qu'il est difficile de deviner quand son crédit chancelle pour en profiter ; il affecte une

grande simplicité et ne se trahit jamais, il place ses créatures dans tous les départements : M. Magnitzky demeure avec lui et compte par la faveur de M. Spéransky pour satisfaire son ambition, mais son caractère convient moins à l'Empereur et la timidité affectée de M. Spéransky lui a été plus utile que ses talents.

M. Spéransky est fils d'un prêtre russe, destiné à l'état de son père, il avait pris la langue russe avec soin et demeurait chez le Pr. Alexis Kourakin qui l'attacha à sa Chancellerie sous le règne de l'Impératrice Catherine II. Il dirigeait alors une section des finances. Paul 1^{er} étant monté sur le trône, le Pr. Alexis Kourakin fut nommé Procureur Général du Sénat, cette place était alors la première de l'Empire, elle réunissait une partie du Ministère de l'intérieur à celui de la justice. M. Spéransky écrivait le Russe très purement, talent rare dans un pays où les grands parlent peu leur langue, elle n'est exercée que par les poètes et des traducteurs et ne compte pas un seul écrivain. Le Pr. Alexis Kourakin nomma M. Spéransky Directeur de sa chancellerie, il fut disgracié et le Pr. Lopoukin lui ayant succédé le conserva dans sa place. Je vous ai déjà observé, Monsieur, que rien ne contribue plus à l'avancement des employés que les mutations de Ministère, si les chefs de bureau restent, le Ministre doit les avancer pour se les attacher, il arrive même souvent que si un Ministre quitte son poste pour en occuper un autre, ou si sa démission n'est pas la suite d'une disgrâce, il recommande ceux qui ont travaillé sous ses ordres à S. M. I. Ils obtiennent alors un double avancement. M. Spéransky obtint de ses chefs des rapports avantageux, S. M. I. le nomma Secrétaire du Conseil d'État, place qu'il occupe encore sous le titre de Ministre Secrétaire d'État.

Le Pr. Lopoukin ayant pris le Ministère de la justice, il demanda à S. M. I. un adjoint, le Cte Grégoire Orloff qui était depuis quelque temps Procureur du Sénat, croyait avoir des droits à cette place, il la vit avec étonnement donnée à M. Spéransky à qui il avait confié ces projets.

On prétend que M. Spéransky a fait renvoyer le Pr. Alexis Kourakin du Ministère de l'intérieur pour y placer M. Kosodavleff avec lequel il était lié, cette inculpation ferait peu honneur à M. Spéransky, mais il a assez d'ennemis pour qu'on l'en charge sans preuves. M. Kosodavleff depuis 20 ans s'attache à l'homme qui a le plus de crédit et évite d'être entraîné dans sa chute ; beaucoup de gens croient ce moyen un peu lent mais très sûr.

M. Spéransky a beaucoup détesté les étrangers, maintenant il est trop occupé à se défendre contre ses compatriotes pour songer à leur nuire, il s'en sert même quelquefois et tire du Moniteur une partie des articles réglementaires, tels ceux qui sont relatifs au Conseil d'État, aux nouvelles organisations etc. Peut-être n'est-il point partisan du système politique que l'on a adopté, mais il dit qu'il vaut mieux le suivre que d'en changer dans la crainte d'être forcé d'y rentrer. D'ailleurs il sent que s'il décidait l'Empereur à

suivre un autre plan, il deviendrait responsable des évènements et essuierait les reproches de ceux mêmes qui l'auraient porté à embrasser un autre système. On peut donc être assuré que quelque soit son opinion il ne se prononcera pas pour la guerre et même s'il la désire il combattra ceux qui la proposeront. Quelques personnes croient qu'il remplacera le Cte Romanzoff, il est plus vraisemblable qu'il influencera sur le choix de son successeur et empêchera que l'on choisisse un homme qu'il puisse craindre, on croit assez généralement que s'il y a un changement dans les Ministères des affaires étrangères, le Cte Alex. Soltikoff occupera cette place.

Veillez, Monsieur, ne point perdre de vue que tout homme qui parvient au Ministère en Russie cherche tous les moyens de se maintenir, quand il les a épuisés il attaque ses rivaux et ensuite s'occupe de sa place ; cette règle a peut-être des exceptions mais je les ignore.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur... »³³.

IV

Au moment de l'accession d'Alexandre I^{er}, tout le monde — c'est-à-dire toute l'élite politique, sociale, culturelle — reconnaissait la nécessité d'une réforme fondamentale de la vie publique russe. Deux conceptions, deux traditions, se disputaient la faveur et l'accord du jeune souverain. D'un côté nous avons trouvé la tradition « anglaise » de l'évolution organique, historique, lente, commençant par une garantie de droits et privilèges à une élite responsable et héréditaire. Un *Rechtsstaat* serait érigé en Russie sur la base solide de la sécurité personnelle et matérielle des membres de cette élite. D'autre part il y avait le « rationalisme » (Max Weber) volontariste de Pierre le Grand : l'État saisit l'initiative et dirige la nation vers un but précis, dont la formule est dérivée de principes théoriques généraux. L'État agit dans ce sens au moyen d'institutions créées selon un plan d'ensemble et d'un corps bureaucratique spécialement formé. Nous sommes en présence d'un autre exemple de « l'ironie de l'histoire » : l'orientation rationaliste et bureaucratique fut défendue et mise en application avec le plus de talent et d'énergie par celui qui avait fait ses premières preuves et ses premiers pas sous l'égide des avocats du point de vue historique et traditionaliste.

Les projets et mémoires rédigés par Speranskij au début de sa carrière, et maintenant mis à notre disposition grâce aux travaux des historiens soviétiques, offrent une source riche et révélatrice de cette

33. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Russie, *Mémoires et Documents*, vol. 32 (1800-1813), n° 26, « Lettres sur la Russie » (1810 ?), lettre 16, feuilles 169-170.

transformation. En même temps elles nous permettent de mieux saisir la genèse et la fonction dynamique de l'idéologie et de la méthode bureaucratiques russes. La victoire de l'orientation bureaucratique empêcha le développement en Russie d'un conservatisme et d'un libéralisme influents et viables. Le sort de la Russie impériale au XIX^e siècle en fut profondément affecté*.

M. RAEFF.

Columbia University.

Décembre 1961.

* Je tiens à remercier l'American Philosophical Society, dont le généreux concours matériel a permis la préparation de cette étude.

CESAREC, TÉMOIN DES TRANSFORMATIONS DE L'ART SOVIÉTIQUE PENDANT LES ANNÉES VINGT

Les Cahiers du Monde russe et soviétique sont heureux de publier un article de M. A. Flaker, professeur à l'Université de Zagreb, sur les impressions recueillies en Russie soviétique par le publiciste croate August Cesarec. Elles portent sur les années de transition qui précédèrent le triomphe de l'art officiel.

Cesarec a bien mis l'accent sur le rôle que jouèrent les réactions du public populaire devant l'art moderniste ou « formaliste » qui s'épanouissait alors librement.

Il a ainsi souligné un des facteurs qui, — outre les traditions de la Russie du XIX^e siècle, et le rôle personnel de Staline —, a contribué à l'instauration dans le domaine des arts plastiques de la « méthode du réalisme socialiste ».

I

Le développement de la littérature et de l'art soviétiques après la Révolution d'Octobre portait en lui des perspectives qui furent attirantes pour les intellectuels d'Europe, en particulier pour ceux que leurs aspirations orientaient vers la gauche, vers le marxisme et la révolution sociale. Toutefois, des écrivains et des artistes européens et américains, tels John Reed, qui ont réussi à donner des témoignages détaillés sur les problèmes essentiels de la Révolution russe, ne sont qu'un petit nombre. Et il y en eut moins encore pour aborder des analyses profondes et détaillées des courants littéraires et artistiques de la Russie post-révolutionnaire.

Parmi les meilleurs témoignages apportés par les écrivains européens qui ont parcouru la Russie au cours des années vingt et recueilli des informations sur sa culture, on peut sans aucun doute ranger le

cycle d'articles de l'écrivain, journaliste et publiciste croate, August Cesarec. Après H. G. Wells, après les communistes et écrivains tchèques, Bohumil Šmeral et Ivan Olbracht, après le poète allemand Max Barthel et l'écrivain danois Martin Andersen-Nexø, après Paul Vaillant-Couturier¹, il fut l'un des premiers écrivains européens à visiter la Russie soviétique et à décrire non seulement sa vie sociale et politique, mais surtout les tendances principales du développement de l'art. Ce témoignage comporte des considérations très objectives qui éclairent encore aujourd'hui d'une manière intéressante la genèse de certains phénomènes postérieurs tels que la naissance de la théorie et de la pratique du réalisme socialiste.

2

A l'époque où August Cesarec a assisté au IV^e Congrès de l'Internationale communiste (5 octobre au 5 décembre 1922), il était connu en Yougoslavie comme poète formé au sein de l'expressionnisme, comme prosateur associant des thèmes sociaux et psychologiques, avec des traces de l'influence de Dostoïevski, mais surtout comme rédacteur, avec Miroslav Krleža, de la revue littérature et culturelle bimensuelle *Plamen* (*La Flamme*) (1919) qui représenta pendant un certain temps dans les milieux yougoslaves l'orientation culturelle de gauche, et qui mena une lutte intensive bien que brève, contre le nationalisme et le cléricalisme, contre la conception « mondaine » de la littérature, et contre les mythes nationaux dans la tradition littéraire ; cette revue a, en particulier, popularisé les idées de la Révolution d'Octobre. *Plamen* fut bientôt interdite sur ordre du gouvernement yougoslave, et ce n'est qu'en 1933 que Krleža et Cesarec eurent la possibilité de refaire paraître une nouvelle revue littéraire de gauche, la *Književna republika* (*La République littéraire*). C'est précisément dans cette revue que seront publiés les articles de Cesarec les plus importants concernant l'art soviétique².

Cesarec avait déjà manifesté une sérieuse connaissance de la culture russe. On sent souvent dans ses nouvelles l'influence de Dostoïevski. Dans sa jeunesse il s'enthousiasma pour les œuvres de Maxime Gorki, dont il traduisit en 1921 *Les Bas-Fonds* ; dans ses articles, il évoquait déjà les problèmes de révolution culturelle de la

1. Sur les visites des écrivains étrangers en Russie soviétique au cours des années vingt, cf. M. Živov, *Zarubežnye golosa*, Moscou, 1933, pp. 18-22, et *Istorija russskoj sovjetskoj literatury*, t. I, Moscou, 1958, pp. 478-482.

2. En tant qu'homme politique, Cesarec fut le délégué au Congrès du Parti communiste yougoslave de 1920 à Vukovar, et il fit partie également du comité de rédaction de l'organe du Parti, *Novi Svijet* (*Le Monde nouveau*).

Russie d'après Octobre (cf. « Boljševizam i Kultura » (Bolchevisme et culture), *Nova istina* (*Vérité nouvelle*), 1919).

Cesarec partit pour la Russie afin d'assister au IV^e Congrès du Komintern mais il y resta plus longtemps, jusqu'au mois d'avril 1923, et à son retour en Yougoslavie, il fut arrêté à la frontière à Maribor. Pendant son séjour en prison, il a ébauché dans son esprit et projeté d'écrire un livre sur la Russie soviétique, mais ce projet ne fut pas réalisé. Et les nombreux articles qu'il publia en 1923 et 1924 dans les journaux et les revues ne seraient que des fragments de cet ouvrage qui ne fut qu'ébauché³.

3

Cesarec a séjourné en Russie à une époque de grande effervescence de la vie littéraire et artistique. C'était la première année après la fin de la guerre civile, et toutes les routes semblaient ouvertes au développement futur de l'art. C'était l'époque des violentes discussions de principes, à propos de l'édification de la nouvelle culture qui devait s'élaborer dans la Russie soviétique, mais aussi à l'extérieur. Ces discussions opposaient les partisans de la « culture prolétarienne » qui devait être essentiellement différente de la « culture bourgeoise », et les hommes aux opinions plus modérées. Ce fut précisément en 1923 que prirent part à ces discussions les futuristes qui, s'étant réorganisés, avec à leur tête Vladimir Maïakovski, publièrent la revue *Lef* (dont le premier numéro parut en mars 1923), et dont le manifeste fut publié aussi par les constructivistes, groupés autour de A. Čičerin et Ilja Sel'vinskij. Tous ces groupes étaient en fait unis par une aspiration commune à « une Révolution bouleversant les procédés artistiques »⁴, qui devait se manifester dans le domaine des styles littéraires et artistiques ; ils l'étaient également par un même enthousiasme pour la civilisation des machines, pour le progrès technique (« américanisme » russe), en même temps que par la volonté d'organiser la vie culturelle de la Russie post-révolutionnaire d'après des principes rationnels. Au théâtre, il semble que le chef de file soit Meyerhold, qui lutte toujours contre les traditions du MHAT. Dans les arts plastiques, les peintres non figuratifs, *bespredmetniki*, adoptant sans réserves la « plate-forme » du pouvoir soviétique, sont considérés comme à gauche. Ils représentent en grande partie l'art russe à l'exposition soviétique de peinture qui remporte la même année un certain succès à l'étranger ; Maïakovski avec la *Lef* soutient toutes ces recherches. Cependant cette avant-garde

3. Les informations sur Cesarec ont été empruntées au professeur Vice Zaninović, qui prépare une importante monographie sur cet écrivain.

4. A. Gastev, « O tendencijah proletarskoj kul'tury », 1919, cf. *Literaturnye manifesty*, Moscou, 1929, p. 135.

artistique qui se baptise elle-même « de gauche », rencontre aussi des résistances considérables, précisément à l'époque du séjour de Cesarec en Russie.

Pour suivre les débats qui agitaient la littérature et l'art soviétiques, August Cesarec a été guidé en premier lieu par Anatolij Lunačarskij, qui a naturellement familiarisé les délégués au Congrès du Komintern avec la vie culturelle de Moscou et leur a fait connaître les problèmes de la vie artistique de la nouvelle République, consacrant une attention toute particulière à la peinture dans laquelle « la lutte des tendances revêt les formes les plus aiguës », comme il le dit lui-même notamment dans l'article destiné aux délégués du IV^e Congrès⁵. Lunačarskij, en tant que Commissaire du peuple à l'instruction publique, a eu évidemment pour tâche d'être en relation avec les intellectuels venus au Congrès ; il a été la première source à laquelle Cesarec puisa ses informations. Mais il ne fut pas le seul. August Cesarec a collaboré à la *Lef*, pour laquelle il a écrit un article sur la littérature progressiste en Yougoslavie⁶ ; il a prononcé des discours à un meeting qui s'est tenu dans le théâtre de Meyerhold sur l'initiative des étudiants du studio du célèbre metteur en scène. Il signale dans ses articles toute une série de discussions : on voit donc qu'il a beaucoup circulé dans les milieux gravitant autour de la *Lef*, dans les cercles constructivistes, dans celui de Meyerhold — en un mot dans les cercles de l'avant-garde russe « de gauche » de l'époque⁷. Il ressort aussi de ses articles que le membre yougoslave du Komintern a suivi avec application et intérêt la vie culturelle soviétique, étudié les points de vue théoriques essentiels des différents groupes, visité les théâtres et les expositions de peinture (entre autres la partie de l'exposition revenue de l'étranger et exposée à Moscou) ; il a discuté avec certains représentants de la vie littéraire (il mentionne par exemple dans un de ses articles la conversation qu'il a eue avec un collaborateur de la *Lef*, Sergej Tret'jakov), il a participé à des discussions où intervinrent Osip Brik et Aleksej Gastev, et en s'appuyant sur ses observations, il a livré des réflexions personnelles, très bien documentées et parfois très convaincantes.

4

Après son retour de Russie, Cesarec a publié une série d'articles où il a fait part de ses impressions, ainsi que des essais sur les problèmes

5. « *Iskusstvo v Moskve* », cf. *Stat'i ob iskusstve*, Moscou-Leningrad, 1941, p. 544.

6. « *Lef v Jugoslavii* », *Lef*, 2, 1923, pp. 174-176.

7. Cf. le commentaire de l'auteur du présent article avec la traduction de l'article de Cesarec mentionné dans *Umjetnost riječi*, 4, 1957, pp. 273-282.

politiques, culturels, historiques et artistiques⁸. Ce qu'il désirait en écrivant dans les revues, ce n'était pas tant informer que poser les problèmes considérables soulevés par la Révolution russe, non seulement pour la Russie elle-même, mais aussi pour l'Europe et en particulier pour les Balkans. Il a discuté ces problèmes dans un large cadre historique, les rattachant à la tradition de la pensée russe du XIX^e siècle, tant occidentaliste que slavophile. Les titres mêmes de ses essais disent clairement quels problèmes Cesarec y abordait. Ce sont : « Russie ou Europe ? », « Le bolchevisme, solution du problème Est-Ouest », « Dostoïevski-Lénine, deux pôles de l'anti-impérialisme russe », « La dictature du prolétariat, hypothèse d'une nouvelle civilisation »⁹. La thèse principale qu'il y soutenait est que la Révolution russe avait résolu en fait l'opposition Est-Ouest, qui, dans la Russie du siècle précédent, avait été soulignée par les occidentalistes et les slavophiles. L'auteur en tire aussi des conclusions pour les intellectuels yougoslaves, qu'il s'efforce d'orienter à gauche, vers la Révolution russe, tout en essayant de les arracher au pouvoir de l'orientation nationaliste et slave.

Cesarec insiste cependant d'une façon toute particulière sur les aspirations culturelles et sur les problèmes qu'elles posent, s'efforçant d'enlever « l'as d'atout à tous les adversaires de la Russie soviétique en réfutant l'affirmation selon laquelle les bolchevistes seraient les ennemis de la culture et de la civilisation »¹⁰. S'opposant à cette opinion, Cesarec s'efforce de mettre en relief dans une série d'essais la variété et la diversité de la vie culturelle au pays des soviets, et en premier lieu son dynamisme et ses perspectives. C'est la signification première de son article « Bolchevisme et culture », où il oppose les ferveurs culturelles soviétiques, l'énergie et le dynamisme de la vie culturelle, à la culture bourgeoise de l'Occident. Partant de ces généralités, il arrive à des exemples particuliers empruntés aux déclarations des poètes prolétariens, futuristes et constructivistes, qui confirment sa thèse selon laquelle l'un des caractères des efforts culturels soviétiques est l'« américanisme » de la jeune génération russe, qui tend vers la culture technique et vers le progrès. Cesarec, visiblement marqué par l'influence de la *Lef*, voit dans ce phénomène le caractère positif de la vie soviétique en général¹¹. Dans un autre article très important pour éclairer les conceptions générales de Cesarec, « Serjožnikov i njegov

8. Articles publiés dans *Borba*, année 1923, nos 23, 29, 34-37, 39, 41, 44-45, année 1924, nos 3, 8-9, et dans *Radnička Borba*, 1924, n° 9.

9. On trouvera tous ces essais dans *Književna republika*, 1923, 1924.

10. « Boljševizam i kultura » (Bolchevisme et culture), *Nova Evropa*, n° 3-4, 1923, p. 81.

11. Lunačarskij a parlé de l'« américanisme » de la génération russe post-révolutionnaire, à l'époque du séjour de Cesarec en Russie, dans son article « Novyj russkij čelovek », *Izvestija*, 9, III, 1923 ; il est clair que Cesarec se réfère à cet article.

teatr čteca » (Serjožnikov et son théâtre du récitant)¹², Cesarec décrit les déclamations collectives des vers des écrivains russes et étrangers¹³ qui l'ont vivement impressionné. Il conclut que le collectivisme représente l'une des aspirations les plus importantes de la vie culturelle en général et plus spécialement de la vie théâtrale.

Comme Cesarec le dit lui-même, il saisit les phénomènes particuliers « dans une perspective, où les particularités se perdent », et il veut montrer « les lignes principales de l'axe autour duquel tourne cette roue aux cent rayons différents du travail culturel »¹⁴.

5

Parmi les poètes soviétiques, outre des poètes déjà connus tels que Blok et Maïakovski, Cesarec s'intéresse en premier lieu à Aleksej Gastev, le poète « prolétarien » de la révolution industrielle. Cependant, Cesarec prête une attention limitée aux phénomènes littéraires, mais, dans son désir évident de saisir les tendances essentielles du développement de l'art soviétique, il insiste sur le théâtre et la peinture. La raison en est probablement que là les fronts s'y dessinaient le plus nettement.

Rendant compte de l'état du théâtre soviétique, Cesarec souligne en général les aspirations d'avant-garde de ses représentants ; parfois aussi, il les défend. Le théâtre soviétique, selon Cesarec, possède à cette époque un sérieux avantage sur le théâtre en Occident : c'est le désir clairement exprimé de venir à bout de la crise « qui a envahi il y a déjà vingt ans le théâtre du monde entier », et l'effort fait pour « révolutionner le théâtre »¹⁵.

C'est la raison pour laquelle Cesarec accorde très peu d'attention au MHAT dont il considère les traditions comme déjà périmées :

« En face de l'apogée atteint par le MHAT à l'époque de Tchékhouv, tout ce qu'il réalise maintenant n'est que résurrection du passé ou reflet d'orientations venant du dehors »¹⁶.

Comparant la mise en scène par Meyerhold du *Cocu magnifique* de Crommelynck, avec le même spectacle du théâtre de Zagreb (mise en

12. *Književna republika*, 1924, p. 66.

13. Cela vaut particulièrement pour l'interprétation de la « Prière » de Verhaeren, dans laquelle Cesarec voit « l'expression la plus solennelle et la plus intime de la Révolution russe dans l'art » qui résonne pour lui comme son *Te Deum*.

14. *Nova Evropa*, 1923, p. 85.

15. « Teatar i ruska revolucija » (Le théâtre et la révolution russe), *Savremenik*, 1923, p. 373.

16. *Ibid.*, p. 379.

scène de Gavella), Cesarec s'élève contre le fait que le théâtre de Zagreb s'inspire des traditions du MHAT, troupe qui est venue deux fois à Zagreb après la Révolution et qui y est devenue le symbole du grand art théâtral ; il prend position en faveur d' « un renouveau du théâtre plus profond, parallèle aux aspirations révolutionnaires les plus caractérisées qui s'expriment avec la plus grande intensité dans le théâtre russe d'aujourd'hui »¹⁷.

Ces aspirations, Cesarec les rencontre d'abord chez Meyerhold, qu'il considère comme « le chef du front gauche du théâtre »¹⁸ et chez Taïrov, les deux représentants de la « révolution théâtrale ».

Pour cette raison, Cesarec accorde une très grande attention au MKT (*Moskovskij Kamernyj Teatr*), c'est-à-dire au théâtre de Taïrov, et au théâtre de Meyerhold, exposant largement leurs théories et commentant leurs spectacles¹⁹. Cependant, tandis qu'il parle du théâtre de Taïrov avec un scepticisme déclaré, le considérant malgré tout comme « la fin d'un passé », ses sympathies, avec quelques réserves, vont toutes à Meyerhold, dont il considère les mises en scène comme des expériences réussies. Il y voit les perspectives du développement futur de l'art théâtral. Dans ce sens, Cesarec s'oppose à Lunačarskij, qui déjà à l'époque accuse Meyerhold de s'éloigner des larges couches de spectateurs et lui reproche l'obscurité de ses représentations pour les ouvriers :

« La meilleure réponse, à mon avis, est que le théâtre de Meyerhold est en réalité une étude, un laboratoire où tout est encore expérience, où rien n'est définitif. Sa singularité, justifiée aujourd'hui encore par la tentative de donner un fondement scientifique au théâtre lui-même, et par les buts de propagande, peut demain perdre tout son sens — l'avenir le dira — mais il est aussi possible qu'il anticipe profondément sur le théâtre futur ; dans ce dernier cas, ses recherches, ses luttes, sa singularité, sont le premier pas vers une nouvelle voie pour le théâtre »²⁰.

Cette « révolution » théâtrale que Meyerhold poursuit, Cesarec la justifie, comme l'ont fait aussi les héritiers du futurisme russe, par le siècle industriel et technique où est entrée l'humanité contemporaine :

« C'est une époque où l'on ne vit plus seulement sur la terre, mais aussi dans les hauteurs des gratte-ciel ; c'est l'époque de

17. « Teatar na novim putevima » (Le théâtre sur une voie nouvelle), *Književna republika*, II, 1925, p. 215.

18. « Le théâtre et la révolution russe », *op. cit.*, p. 376.

19. Cesarec donne de larges comptes rendus de *Phèdre* de Racine au Kamernyj Teatr, puis des représentations du théâtre de Meyerhold : comme *Le cocu magnifique*, une pièce de Mirbeau, une de Claudel, *La Nuit* de Marcel Martinet (adaptée par Sergej Tret'jakov pour Meyerhold sous le titre de *Zemlja dybom*) et *La mort de Tarelkin*, de Suhovo Kobylin.

20. « Le théâtre et la révolution russe », *op. cit.*, p. 443.

l'ascenseur, des pyramides énormes, des aéroplanes, et en général de la technique — le théâtre peut-il être un temple éternellement fermé à ces choses prétendument profanes ? »²¹.

Ce qui rend malgré tout Cesarec un peu sceptique, c'est la position du public ouvrier envers la « révolution théâtrale ». L'un des principaux reproches adressés par Cesarec à Taïrov, le metteur en scène du Kamernyj Teatr, est que ce théâtre a un public « d'intellectuels et de nepmans, et qu'on n'y trouve pas la classe ouvrière »²². De la même manière d'ailleurs, Cesarec reproche à Meyerhold de faire un théâtre qui, malgré son caractère de propagande ouverte pour la révolution et en dépit de son public en majorité ouvrier, ne comporte pas non plus une « activité du spectateur », et dont le côté « émotionnel ne saisit pas la masse », car il reste « toujours chez le spectateur un certain résidu intellectuel, quelque chose d'identique sans doute à ce que l'on ressent devant les tableaux cubistes »²³.

Pendant, malgré ce scepticisme qui se fait jour quand il examine la réaction du public ouvrier, Cesarec reste profondément convaincu « que, après un Lénine sur le plan politique, viendra un Lénine dans le domaine de la culture, dans le domaine du théâtre ; Meyerhold en est peut-être le prophète, le Jean-Baptiste qui lui fraye un chemin avec tout le prolétariat... »²⁴. De même, Cesarec reste convaincu qu'un avenir est promis au développement de ce théâtre :

« Quand bien même on ne pourrait tirer qu'une conclusion entièrement négative — ce qui est impossible — du travail de Meyerhold et des partisans de la culture prolétarienne, il reste le temps, qui conduira au succès les recherches d'aujourd'hui et celles de demain »²⁵.

6

Enclin, comme nous l'avons vu dans le cas du « révolutionnaire » Tajrov, et en partie dans celui de Meyerhold, à prendre en considération certains reproches adressés à l'art « de gauche » des années vingt par les spectateurs d'origine ouvrière, Cesarec n'a cependant pas cessé de croire que l'avenir appartenait à cet art. Au contraire, dans ses études sur les arts plastiques soviétiques, il s'est ouvertement associé à la majorité des critiques prononcées contre ce courant. Sans réussir à

21. *Ibid.*, p. 443.

22. *Ibid.*, p. 441.

23. *Ibid.*, p. 443.

24. *Ibid.*, p. 446.

25. *Ibid.*

déterminer tout à fait les notions de « gauche » et de « droite » dans la peinture russe (on considérerait comme « de droite » en peinture les peintres russes conservateurs qui suivaient la tradition des « peredvižniki », ou qui ont arrêté leur développement aux environs de l'impressionnisme), Cesarec a critiqué la peinture russe « de gauche » manifestement en partant du point de vue du public ouvrier, qui ne pouvait pas la comprendre ; c'est la raison pour laquelle il la déclarait sans avenir. Cesarec a illustré le comportement de la classe ouvrière à l'égard de la peinture d'un Kandinskij, d'un Malevič, d'un Tatlin, d'un Larionov, et autres peintres, en décrivant une scène à laquelle il a assisté au Musée des Beaux-Arts occidentaux. Il y a vu un ouvrier qui a attiré son attention :

« Imaginez un homme simple qui, en fait d'art, n'a connu dans sa vie qu'une mauvaise icône d'église ou une photographie agrandie ; voyez-le tout d'un coup dans ces salles où se trouvent rassemblés, par le goût princier d'un amateur aristocrate²⁶, comme dans un kaléidoscope, *Le Mardi gras* de Cézanne, *Le déjeuner sur l'herbe* de Monet, les motifs de Matisse, les tableaux tahitiens de Gauguin, *La foire d'Arles* de Van Gogh, *Le Portrait d'Apollinaire* par Rousseau, les portraits bleus encore impressionnistes de Picasso, ainsi que ses natures mortes déjà cubistes ; imaginez donc cet homme au milieu de la diversité de ces œuvres, de ces maîtres et de beaucoup d'autres encore, auxquels il n'a même jamais pensé ; que peut-il donc alors se passer ? » (Souigné par A. F.)

Il s'est passé, dans le cas de l'ouvrier dont parle Cesarec, une chose qui a décidé par la suite du destin de tout l'art russe « de gauche » des années vingt. L'ouvrier était devant un tableau de Derain sans arriver à le comprendre, car il n'entrait pas dans le cadre de ses conceptions sur la peinture ; le tableau ne faisait pas partie de son univers esthétique, puisqu'il ne ressemblait pas à « une photographie agrandie » :

« Je regarde — a dit l'ouvrier à un interlocuteur défenseur de l'art moderne — je regarde, et je me demande pourquoi ces visages ? Pourquoi ces figures et ces jambes ? Je me dis : ils sont malades. Mais probablement ils ne le sont pas, puisque le musée en est rempli. Je pense que je suis trop vieux pour comprendre cela, peut-être qu'il y a quelque part des hommes comme ça, mais je ne ne les ai pas vus ; et dans ce cas le tableau a raison. Mais s'ils n'existent pas, pourquoi alors des tableaux comme ça ? »²⁷

26. Le Musée d'art occidental de Moscou a hérité de la collection du mécène russe Ščukin. C'est aujourd'hui le musée Pouchkine des arts plastiques.

27. « Umjetnost i ruski radnik » (L'art et l'ouvrier russe), *Književna republika*, 1924, pp. 318-321.

Cesarec tire de cette scène une conclusion qui s'appuie sur le point de vue du public ouvrier en Russie (Cesarec l'a vu de près dans les expositions de peinture de Moscou) à l'égard des courants artistiques modernes :

« Cet ouvrier particulier n'était-il pas l'incarnation de toutes les masses de la révolution russe, devant lesquelles se tenait, comme devant un tribunal, tout l'art moderne dans son expression la plus haute : l'art français ? »

Cesarec a conclu son essai sur « L'art et l'ouvrier russe » par la condamnation *a priori* de l'exposition d'art soviétique organisée pour l'étranger par Sterenberg, condamnation faite au nom des réactions des ouvriers devant le tableau de Derain :

« Il serait intéressant de voir et d'entendre notre ouvrier philosophe dans cette exposition, dans cette exposition représentative des artistes qui ont fait, du drapeau de sa révolution, le drapeau de leur art. Bien sûr je ne l'ai pas trouvé là-bas ; il faut donc l'y imaginer »²⁸.

A l'exposition des peintres russes, en majorité « de gauche », Cesarec n'a pas trouvé non plus son ouvrier. Mais il semble qu'il soit réellement présent dans les jugements de Cesarec sur « les peintres russes contemporains » — le « non-figuratif » Malevič, qui présente « des formes visuelles simples, sans signification et sans fondement », le constructiviste Tatlin, dans les constructions duquel on peut tout imaginer, « sauf ce que nous avons jusqu'à maintenant, d'une façon ou d'une autre, considéré comme l'art », et le primitiviste Larionov, dont il parle avec une ironie souriante. Ses jugements portés sur leur peinture, bien qu'ils partent d'un riche matériel théorique, sont entièrement négatifs.

A la fin de cet aperçu sur les tendances « révolutionnaires » de la peinture russe, Cesarec aboutit à une thèse intéressante quant aux rapports de la révolution et de l'art :

« Il est certain qu'elles [les aspirations des peintres russes « de gauche » — note de A. F.] sont proches de l'esprit et des exigences de la révolution, mais une chose aussi est certaine, c'est que, quelle que soit la distance qui sépare le primitiviste Larionov de l'esprit de la révolution, nous pouvons toujours sentir en lui un art, et l'on ne saurait en dire autant des orientations qui, voulant servir la révolution, ont conduit l'art au suicide. *Cela veut-il dire qu'en fait art et révolution sont incompatibles ?* Il nous semble que trop vaste

28. *Ibid.*, p. 321.

est l'ampleur des événements et des créations de la révolution pour que l'espoir en la vie future de l'art n'y ait pas sa place, et notre question garde quand même un sens, surtout semble-t-il en ce qui concerne la peinture »²⁹. (Souligné par A. F.)

Ces paroles ne sont pas seulement des mots écrits sous l'impression produite par la réaction de cet ouvrier russe envers le tableau de Derain, mais ce sont aussi des généralisations, la conclusion qu'il existe un écart entre la révolution sociale et la révolution artistique, qui à l'époque de Cesarec était à peine entrevue, et dont les solutions ne pouvaient qu'être *pressenties* en 1923. Et il *fallait* que toutes ces solutions allassent dans le sens de l'idéal esthétique de l'ouvrier russe, qui s'était arrêté plein d'embarras devant *Le Samedi* de Derain, mais qui avait probablement regardé avec déférence le tableau du peintre Repin, peintre « de droite », émigré, mais réaliste, *Ivan le Terrible* — tableau qui était alors, selon le témoignage de Cesarec, « le pôle d'attraction du public » de la galerie Tret'jakov³⁰.

7

Les critiques adressées par Cesarec aux tendances de l'art soviétique correspondaient malgré tout en grande partie, du moins en ce qui concerne les arts plastiques, aux critiques exprimées à l'époque par son hôte Lunačarskij. Celui-ci, qui faisait preuve d'une prévenante tolérance pour les peintres et sculpteurs « de gauche » politiquement proches de la révolution, jugeait déjà à l'époque que leur place était plus dans le domaine des arts appliqués que dans le domaine de la peinture elle-même. Lui aussi porte un jugement sur leurs créations « sans idées et non figuratives » (*bezidejnoe i bespredmetnoe*) en prenant pour point de départ la possibilité pour les ouvriers de comprendre cet art :

« Ils sont en même temps allés si loin dans la déformation des matériaux empruntés à la nature que les prolétaires et les paysans qui, avec les plus grands artistes de tous les temps, cherchent avant tout dans l'art la clarté, se contentent de hausser les épaules devant ces produits du crépuscule tardif de la culture européenne occidentale »³¹.

Si, comme le remarque Cesarec, Repin était le centre d'attraction des visiteurs de la galerie Tret'jakov, Lunačarskij avait devant ses

29. « Umjetnost i ruski radnik » (L'art et l'ouvrier russe), *Književna republika*, 1924, p. 360.

30. *Ibid.*, p. 318.

31. « Sovetskoe gosudarstvo i iskusstvo », 1922, cf. *Stat'i ob iskusstve*, Moscou-Leningrad, 1941, p. 501.

yeux, comme idéal d'art aussi élevé qu'accessible, le contemporain de Gogol Ivanov, ou l'œuvre du « peredvižnik » Surikov, *La Boyarde Morozova* (1887). Un peu plus tard, à l'occasion d'une exposition du AHRR³², Lunačarskij soulignera que le principal mérite de cette exposition était que « l'artiste y trouvait évidemment un spectateur, et que le spectateur commençait à reconnaître dans l'artiste son artiste » ; il souligne qu'à cette occasion « la consigne selon laquelle il faut rapprocher l'art du thème et du sujet s'est révélée rigoureusement observée ». Cette orientation a finalement triomphé dans la peinture soviétique des années trente. Là aussi le Commissaire soviétique de l'instruction a accepté le point de vue du vaste public qui visite en grand nombre précisément des expositions de ce genre, et il a encore une fois, à partir des réactions de ce vaste public, condamné l'art « de gauche » :

« Il [le public ouvrier — note de A. F.] n'a pas besoin de ce qu'on appelle « l'art pur », c'est-à-dire l'art purement formel. Car cet art n'est qu'une coquille dans laquelle il n'y a pas de noix »³³.

A cette époque on a commencé à mener une lutte intensive pour la fonction pédagogique et sociale de la littérature et de l'art soviétiques. Cette lutte a commencé dans le domaine de la littérature avec l'organisation des « écrivains prolétariens », dont les représentants considéraient que le critère essentiel de l'appréciation d'une œuvre artistique était sa signification sociale, et insistaient sur la littérature « sociale et utilitaire », qui « organise le psychisme et la conscience du lecteur, et d'abord du lecteur prolétarien, dans le sens des buts finaux du prolétariat »³⁴. Naturellement, ils devaient en même temps mettre l'accent sur une création artistique accessible au large public sur lequel ils voulaient agir. C'est pourquoi ils cherchent « le sujet développé, les thèmes de la vie du prolétariat, la primauté du contenu sur la forme », et, par voie de conséquence, ils réclament aussi « une ampleur, une simplicité et une économie plus grandes des moyens d'expression artistiques »³⁵. Le groupe « Octobre » va jusqu'à dresser une liste des thèmes que doivent traiter les « écrivains prolétariens ». De même, le

32. L'AHRR (Association des artistes de la Russie révolutionnaire) a été fondée comme groupement artistique en 1922, et s'est appuyée sur les traditions des « peredvižniki », pratiquant depuis sa fondation la peinture illustrative sur les thèmes de la révolution et de la vie ouvrière ; elle a organisé des expositions à thème comme « La vie de l'ouvrier », « La vie de l'Armée rouge » (1923), « Le foyer de Lénine » (1923), etc.

33. « Na vystavkah », 1925, cf. *op. cit.*, pp. 551-554.

34. Cf. les thèses du rapport de Lelevič à la première conférence des « écrivains prolétariens » à Moscou, 16 mars 1923, *Literaturnye manifesty*, Moscou, 1929, p. 187.

35. Cf. « La plate-forme idéologique et artistique du groupement des écrivains prolétariens ' Octobre ' », 1923, *op. cit.*, p. 184.

processus si bien observé par Cesarec, dans le domaine de la peinture où il était le plus clair, se poursuit dans la littérature et au théâtre. Ce processus — dont les promoteurs pendant les années vingt furent les peintres du AHRR et les « écrivains prolétariens », et qui fut vaguement soutenu par Lunačarskij et les autres dirigeants du Parti qui s'occupaient des questions culturelles, s'est précipité au cours des années du « grand tournant », effort historique pour tirer la Russie de son état économique arriéré. Ce processus a trouvé son terme dans la théorie et la pratique du « réalisme socialiste » en tant que style ; cette théorie a proclamé le principe de la fonction sociale et pédagogique des lettres et des arts et, par conséquent, de leur accessibilité au public, comme une norme générale et obligatoire. Si, au début des années vingt, Lunačarskij justifiait encore parfois l'art contestable des artistes du AHRR en invoquant seulement son accessibilité au public, pendant les années trente certains écrivains devaient déjà *défendre* la littérature écrite exclusivement pour le lecteur « cultivé », et souligner que la simplicité dans l'expression ne devait pas mener au primitivisme³⁶.

Dix ans après le séjour de Cesarec à Moscou, son ouvrier s'était déjà penché sur tout l'art et sur toute la littérature, et la situation avait changé du tout au tout dans le sens de son goût. Il a pris les postes dirigeants non seulement dans la société soviétique, mais aussi dans l'appareil de direction de la littérature et de l'art. C'est précisément lui qui est devenu le législateur du goût, c'est ce que nous ne devons pas oublier quand nous parlons de la genèse du « réalisme socialiste », quel que soit notre point de vue à son égard en tant que théorie et pratique.

Aleksandar FLAKER.

Zagreb, 1961.

36. Ilia Ehrenbourg devait, en prenant la défense de l'« art pour un petit nombre », défendre entre autres en 1934, Maïakovski et Pasternak, et attirer l'attention sur le fait que la négligence des questions de forme « est aussi l'affirmation dissimulée d'une forme, et justement de la forme des épigones, forme profondément bourgeoise ».

A ce même Congrès des écrivains, Jean Richard Bloch a soutenu aussi que, outre la littérature qu'on écrit pour des millions de lecteurs, il doit exister une littérature écrite pour 100 000 lecteurs, et même pour 5 000. Cf. *Pervyj kongress Sojuza sovetskikh pisatelej, stenografičeskij otčet*, Moscou, 1934, pp. 184-185 et 191.

LES TRAITÉS DE BYZANCE AVEC LA RUSSIE AU X^e SIÈCLE (II)

I. — LE TRAITÉ DE 944

1. *Texte, circonstances et date du traité.*

Suivant la chronique de Kiev, Igor, avant de passer traité avec Byzance, aurait entrepris deux campagnes contre Constantinople, en 941 et en 944¹⁶². La première campagne se serait soldée par un échec. Igor, revenu en Russie et désireux de prendre une revanche, aurait rassemblé une nouvelle armée et se serait ménagé l'alliance des Petchenègues. Les Byzantins, effrayés, auraient obtenu le retrait d'Igor en lui payant tribut, et à la suite de cette seconde expédition, les deux parties auraient conclu le traité suivant :

TRAITÉ DE 944

*Exemplaire conforme de l'autre traité conclu
sous les empereurs Romain et Constantin et Étienne, seigneurs pieux :*

« Nous de la nation russe, ambassadeurs et marchands, Ivor, ambassadeur d'Igor, grand prince russe, et les autres ambassadeurs : Vuefast pour Svjatoslav, fils d'Igor, Iskusevi pour la princesse Olga, Sludy pour Igor, neveu d'Igor, Uleb pour Volodislav, Kanicar pour Predslava, Sikhbern Sfandr pour la femme d'Uleb, Prasten pour Turod, Libiar pour Fast, Grim pour Sfirki, Prasten pour Akun, neveu d'Igor, Kary pour Tudki, Karsev pour Turod, Egri pour Evlisk, Voïst pour Vojk, Istr pour Aminod, Prasten pour Bern, Javt Jag pour Gunnar, Alvad pour Gud, Fudri pour Tuad, Mutur pour Utin, et les marchands : Adun, Adulb, Iggivlad, Uleb, Fruntan, Gomol, Kuci,

162. D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 33-34 ; S. H. Cross, *op. cit.*, pp. 72-73.

Emig, Turobid, Furosten, Bruny, Roald, Sven, Stir, Aldan, Tilen, Apubeksar, Vuslev, Sinko Borič¹⁶³, envoyés par Igor, grand prince russe, et par chaque principauté, et par tout le peuple de la terre russe. Et tous ceux-ci ont ordonné de renouveler l'ancienne paix, ruinée depuis de nombreuses années par le diable qui hait la paix et chérit l'inimitié, et de ratifier l'entente des Grecs et des Russes.

« Et notre grand prince Igor et ses princes et ses bojars et tout le peuple russe nous ont envoyés auprès de Romain et Constantin et Étienne, grands empereurs grecs, pour conclure un acte d'amitié avec les empereurs eux-mêmes, avec tous les dignitaires et tout le peuple grec dans tous les siècles, aussi longtemps que le soleil luira et que le monde durera.

« Et si certains Russes font le projet de violer cet accord, que ceux d'entre eux qui sont baptisés subissent la vengeance du Dieu tout-puissant, et qu'ils soient condamnés à périr dans tous les siècles ; et que ceux d'entre eux qui ne sont pas baptisés n'aient aucun secours de Dieu ni de Perun, et qu'ils ne puissent se protéger avec leurs boucliers, et qu'ils soient massacrés avec leur propre épée, avec leurs flèches ou toute autre de leurs armes, et qu'ils soient esclaves dans tous les siècles.

« Que le grand prince russe et ses bojars envoient autant de navires qu'ils le désirent chez les grands empereurs grecs, avec des ambassadeurs et des marchands, comme cela a été stipulé pour eux.

« Autrefois les ambassadeurs étaient porteurs de sceaux d'or et les marchands de sceaux d'argent. Maintenant votre prince a fait savoir qu'il fallait envoyer des lettres à notre royauté ; que les ambassadeurs et les marchands envoyés par eux apportent une lettre rédigée comme suit : « J'ai envoyé tant de vaisseaux », et par ces lettres nous saurons qu'ils sont venus avec des intentions pacifiques. S'ils viennent sans lettres et tombent entre nos mains, nous les saisirons et les garderons jusqu'à ce que votre prince en soit averti. S'ils ne veulent pas se rendre de bon gré¹⁶⁴ et qu'ils se défendent, que votre prince ne nous tienne pas rigueur de leur mort. S'ils s'échappent et rentrent en Russie, nous écrirons à votre prince, et qu'ils [les princes russes] fassent ce que bon leur semblera [aux Russes fugitifs].

« Si les Russes viennent sans marchandises, qu'ils ne reçoivent pas leur subside mensuel. Que le prince interdise à ses ambassadeurs et aux Russes qui viennent ici de commettre des délits dans nos villes et dans notre pays.

« Que ceux qui viennent demeurent auprès de Saint-Mammas, et notre royauté enverra les chercher, et quand on aura inscrit vos noms,

163. Les formes scandinaves de ces noms ont été restituées par W. Thomsen, *Načalo Rusckago Gosudarstva*, pp. 71 et suiv.

164. Mot à mot « donner leurs mains », ce que Lavroskij traduit en grec par χεῖρας δοῦναι (*Vizantijskie elementy...*, p. 102).

alors ils prendront leur subside mensuel, les ambassadeurs la mensualité des ambassadeurs et les marchands leur mensualité, en premier lieu ceux de la ville de Kiev, ensuite ceux de Černigov et de Perejaslavl' et des autres villes.

« Qu'ils entrent dans la ville par une seule porte, accompagnés d'un officier impérial, sans armes, par cinquante hommes, et qu'ils fassent le commerce autant qu'il leur est nécessaire, et qu'ils sortent à nouveau de la ville. Et que l'officier de notre royauté les surveille, et si quelqu'un parmi les Russes ou les Grecs commet une faute, qu'il la redresse.

« Que les Russes qui entrent dans la ville n'y causent pas de dommages et qu'ils n'aient pas la liberté d'acheter plus de soie que pour la valeur de 50 sous d'or. Et si quelqu'un achète de la soie, il doit la montrer à l'officier impérial qui y apposera son sceau, puis la lui rendra.

« Que les Russes qui partent d'ici nous prennent autant de nourriture qu'il en faut pour la route, et ce qui est nécessaire à leurs navires comme cela a été stipulé déjà, et qu'ils rentrent saufs en leur pays. Qu'ils n'aient pas le droit de passer l'hiver à Saint-Mammas.

(1) « Si un esclave fuit de la Russie, et que l'on vienne le chercher dans le pays de notre royauté, et s'il est près de Saint-Mammas, qu'on le prenne¹⁶⁵ ; s'il n'est pas retrouvé, que nos Russes chrétiens prêtent serment selon leur foi, et les non-chrétiens selon leur loi, et qu'ils prennent de nous leur prix, comme cela a été stipulé auparavant, [a savoir] deux pièces de soie par esclave.

(2) « Si quelqu'un de nos esclaves royaux, ou de notre ville ou d'autres villes, s'enfuit chez vous en emportant quelque chose, qu'on le ramène d'où il vient, et si ce qu'il a pris est intact, qu'on lui prenne 2 sous d'or pour celui qui l'a pris.

(3) « Si quelqu'un d'entre les Russes tente de prendre [par force] quelque chose à un sujet de notre royauté, que celui qui a fait cela soit durement puni ; s'il s'est emparé de quelque chose, qu'il le paye au double, et si c'est un Grec qui fait la même chose à un Russe, qu'il encoure la peine qu'aurait subie l'autre.

(4) « S'il arrive à un Russe de voler quelque chose à un Grec ou à un Grec de voler quelque chose à un Russe, il est juste qu'il rende non seulement la chose elle-même, mais en outre sa valeur. S'il se trouve que ce qui a été volé soit vendu, qu'on rende aussi le double de son prix [de vente], et le voleur sera puni selon la loi grecque et selon le règlement et la loi russe.

(5) « Quel que soit le nombre de prisonniers chrétiens, ressortissant de notre pouvoir, que les Russes amèneront : un jeune homme ou une

165. V. I. Sergeevič comprend ce passage comme suit : « Si un esclave des Russes qui sont à Saint-Mammas prend la fuite dans le pays de notre royauté, qu'on le reprenne », ce qui est assez éloigné du texte, qui peut être compris sans cette correction.

jeune fille belle, qu'on les rachète 10 sous d'or et qu'on les reprenne ; si c'est un homme d'âge moyen, que l'on donne 8 sous d'or ; et si c'est un vieillard ou un enfant, que l'on donne 5 sous d'or.

(6) « S'il se trouve des Russes en esclavage chez les Grecs, si ce sont des prisonniers, que les Russes les rachètent pour 10 sous d'or. S'ils ont été achetés par un Grec, il convient que celui-ci prête serment sur la croix et qu'il prenne le prix qu'il a donné pour l'esclave.

(7) « Du pays de Chersonèse¹⁶⁶. Quel que soit le nombre des villes de cette région¹⁶⁷, le prince russe n'a pas le droit de faire la guerre dans ces pays, et ce pays ne doit pas être soumis, et lorsque le prince russe me demandera des soldats pour faire la guerre, je lui en donnerai autant qu'il lui en faudra¹⁶⁸.

(8) « De ceci, si les Russes trouvent une koubara¹⁶⁹ grecque rejetée sur quelque rivage que ce soit, qu'ils ne lui portent aucun dommage. Si quelqu'un y prend quelque chose, ou fait esclave un homme ou le tue, qu'il soit châtié selon la loi russe et grecque.

(9) « Si les Russes rencontrent des Chersonites pêchant dans les bouches du Dnepr, qu'ils ne leur causent aucun mal. Et que les Russes n'aient pas le droit de passer l'hiver dans l'embouchure du Dnepr, à Belberež'e ou à Saint-Éleuthère, mais quand vient l'automne qu'ils rentrent chez eux en Russie.

(10) « Et de ces Bulgares Noirs qui viennent faire la guerre dans le pays de Chersonèse, nous commandons au prince russe de ne pas les laisser faire : [en effet] ils causent du tort à son pays.

(11) « Si quelque délit est commis par des Grecs qui sont soumis à notre royauté, qu'on [les Russes] n'ait pas le droit de les châtier, mais sur l'ordre de notre royauté, qu'ils soient punis selon ce qu'ils auront fait.

(12) « Si un chrétien tue un Russe ou un Russe un chrétien, et que le criminel soit pris par les parents de la victime, qu'on le tue. Si le coupable s'échappe et prend la fuite, s'il a du bien, que les proches de la victime prennent son bien. Si celui qui a tué n'a pas de bien et

166. A « O Korsun' stei strane » : sous le mot « strana », que nous traduisons par « pays », il faut voir, selon Lavrovskij (*op. cit.*, pp. 146-147), le mot grec χωρα, qui désignerait le territoire dépendant de la ville.

167. « Eliko že est' gorodov na toj časti » : *čast*, *région*, serait la traduction du grec τὰ μέρη (Lavrovskij, *op. cit.*, p. 146).

168. A. A. Šahmatov (« Neskol'ko zamečanj o dogovorah s Grekami Olega i Igorja », *Zapiski Neofilologičeskogo obščestva*, 8, 1914, p. 21) propose de corriger, dans la seconde partie de cet article : « i ta strana ne pokorjaetsja vam » (et ce pays ne doit pas vous être soumis) en « i ta strana ne pokorjaetsja nam » (et si ce pays ne se soumet pas à nous) ; le sens de l'article serait alors le suivant : si le pays de Chersonèse se révolte contre Byzance, les Russes doivent intervenir pour y ramener l'ordre, et peuvent demander à l'empereur l'aide de ses troupes pour y parvenir. Cette interprétation serait la plus satisfaisante du point de vue du sens.

169. Koubara, du grec κουβάριον ou κουβάριον (cf. Du Cange, col. 688, κουβάριον). : Dans les textes byzantins ce terme désigne généralement les navires des Sarrasins.

s'il s'enfuit, qu'on le recherche jusqu'à ce qu'on le retrouve, et si on le retrouve qu'il soit tué.

(13) « Si avec une épée, une lance ou quelque engin que ce soit, un Russe frappe un Grec ou un Grec un Russe, que pour cette faute il paye 5 litres d'argent selon la loi russe. S'il n'a pas de ressources, que l'on vende tout ce qu'il a et qu'on lui enlève même jusqu'aux vêtements qu'il porte, et pour le reste, qu'il prête selon sa foi serment qu'il n'a plus rien, et qu'on le tienne quitte.

(14) « Si notre royauté désire avoir vos troupes pour combattre ceux qui s'opposent à nous, nous écrirons à votre grand prince et il nous en enverra autant que nous en désirons ; et ainsi les autres pays sauront quelle amitié existe entre les Grecs et les Russes.

« Nous avons écrit cet accord sur deux chartes, et une charte se trouve chez notre royauté, sur laquelle se trouve une croix et sont écrits nos noms, et sur l'autre [figurent] vos ambassadeurs et vos marchands. Et les envoyés de notre royauté se mettant en route, qu'on les accompagne chez le grand prince russe Igor et ses gens, et que ceux-ci, recevant la charte, aillent prêter serment de garder la vérité, comme nous en avons convenu et comme nous l'avons écrit sur cette charte sur laquelle sont écrits nos noms.

« Nous de notre côté, tous ceux d'entre nous qui ont été baptisés, nous avons juré par l'église Saint-Élie¹⁷⁰, dans la cathédrale, et en présence de la sainte Croix et de cette charte, de veiller à tout ce qui est écrit et de n'en rien transgresser ; et si quelqu'un de notre pays le transgresse, que ce soit un prince ou qui que ce soit d'autre, baptisé ou non baptisé, qu'il ne reçoive aucun secours de Dieu, et qu'il soit esclave dans tous les siècles à venir, et qu'il soit transpercé par son arme.

« Quant à la Russie non baptisée, ils posent à terre leurs boucliers et leurs épées nues pour prêter serment au sujet de tout ce qui est écrit dans cette charte, que [ce qui est écrit] sera gardé par Igor et par tous les bojars et par tout le peuple du pays russe dans les temps futurs et éternellement. Si quelqu'un des princes ou du peuple russe, chrétien ou non chrétien, transgresse ce qui est écrit sur cette charte, il mérite de

170. La chronique de Kiev nous renseigne sur ce qu'était l'église Saint-Élie. Relatant le serment par lequel Igor confirma le traité de 944 à Kiev, le chroniqueur dit : « Et les Russes chrétiens allèrent prêter serment dans l'église Saint-Élie, qui se trouve au-dessus de Ručaj, près du quartier (Konec) de Pasynča beseda et des Kozars : c'était une église cathédrale, car il y avait beaucoup de Varègues chrétiens » (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 39, S. H. Cross, *op. cit.*, p. 77). S. H. Cross (« The earliest medieval churches of Kiev », *Speculum*, XI, 1936, pp. 477-478) affirme, contrairement à certains historiens qui supposaient que l'église Saint-Élie se trouvait dans le quartier du Podol, c'est-à-dire le quartier bas de Kiev, qu'elle était située sur la colline Mihajlovskaja, où se trouvait la plus ancienne citadelle de Kiev. « Pasynča beseda » (Pasynča : de « Bash », en turc « chef ») devait être le quartier de garnison à Kiev, du temps où cette ville était occupée par les Khazars.

mourir par son arme, et qu'il soit maudit par Dieu et par Perun, car il aura violé son serment.

« Et si Igor, le grand prince, accepte de faire la paix, qu'il conserve cet amour intègre, afin qu'il ne périclite pas tant que le soleil luit et que dure le monde entier, dans les temps présents et futurs. »

* * *

Avant d'aborder l'étude de ce texte, arrêtons-nous au récit des campagnes qui le précèdent. La première expédition d'Igor en 941¹⁷¹ est bien connue. Le récit de la chronique de Kiev a pour source principale la chronique continuée de Georges Hamartôlos, dont il suit de près le texte¹⁷². L'exactitude de cette relation est attestée par de nombreuses chroniques byzantines¹⁷³ et par Liudprandt, qui en parle dans son *Antapodosis*¹⁷⁴. Selon le Continuateur de Georges Hamartôlos, la campagne d'Igor comporta deux phases : la flotte d'Igor qui se dirigeait sur Constantinople fut d'abord dispersée par le feu grégeois ; les Russes tentèrent alors de ravager les côtes de Bithynie et de Paphlagonie ; deux armées byzantines leur furent opposées¹⁷⁵, les contrai-

171. Les sources byzantines ne donnent pas la date exacte de la campagne d'Igor. Le continuateur de Georges Hamartôlos (Muralt, *Georgii Monachi chronicon*, Saint-Petersbourg, 1859, p. 841) dit seulement que cette expédition eut lieu « au mois de juin, le 11... » ; mais dans la traduction slave du texte d'Hamartôlos (Istrin, *Hronika Georgija Amartola*, I, p. 567) la date est plus complète : « au mois de juin 11, indiction 14 ». Comme le récit de la campagne d'Igor est précédé, dans Georges Hamartôlos continué, d'une note sur l'expédition hongroise datée de 6442, il fut facile au chroniqueur, qui savait qu'Igor avait attaqué Byzance sous Romain Lécapène (920-944), de retrouver l'année de l'expédition, grâce à l'indiction.

172. Muralt, *Georgii monachi chronicon*, p. 841 ; Istrin, *Hronika Georgija Amartola*, I, p. 567. Le récit de la chronique s'inspire également d'une Vie de saint byzantine traduite en slave : la Vie de saint Basile le Jeune (cf. Veselovskij, « Vedenie Vasilija Novago o pohode Russkikh na Vizantiju v 941 godu », *Ž.M.N.P.* janvier 1889, pp. 84-86).

173. Georges le Moine, Bonn p. 914-916 ; Syméon Logothète, 48, Bonn p. 914 ; Theophanes Continuatus, VI, 39, Bonn p. 423 ; Léon le Grammairien, 34, Bonn p. 323 ; Léon le Diacre, VI, 10, Bonn p. 106 ; Cedrenus, 14, Bonn p. 316. C'est probablement cette même expédition qui est citée dans la Vie de Georges d'Amastris (cf. Vasilevskij, *Trudy III*, pp. 141-188), dont nous avons parlé dans l'Introduction.

174. Liudprant, *Antapodosis*, livre 5, chap. 14-15, « *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum...* », Hannover, 1839, pp. 138-140.

175. Selon Georges le Moine, ces armées étaient constituées par les troupes de Macédoine et de Thrace, dirigées par Bardas Phocas, et par l'armée d'Anatolie ayant pour chef Jean Courcouas. Dans la chronique de Kiev, qui suit, dans ce passage, non pas la chronique continuée de Georges Hamartôlos, mais la Vie de saint Basile le Jeune, le patrice Théophane, chef de la flotte byzantine, et Jean Courcouas ne sont pas nommés ; seul le nom de Bardas Phocas subsiste, et un nom nouveau apparaît, celui de « Théodore le stratélate des Thracétiens » (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 33 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 72). Ce dernier n'est autre, comme l'a montré H. Grégoire (« La légende d'Oleg et l'expédition d'Igor », *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique, classe de Lettres*, 1937, t. 23, pp. 89-94 ;

gnirent à rembarquer, et leur flotte fut définitivement anéantie par la patrice Théophane, alors qu'elle cherchait à fuir en direction de la Thrace.

La seconde campagne, relatée par la chronique de Kiev, n'est attestée nulle part ailleurs et elle suscite à juste titre des réserves. Certains historiens russes acceptent le récit du chroniqueur¹⁷⁶, mais la majorité des critiques s'accordent à y voir une invention¹⁷⁷. La campagne de 944 est probablement un emprunt à la chronique de Georges le Moine¹⁷⁸, qui signale, en 934, une expédition des Hongrois contre Constantinople : « En l'année 6442, les Hongrois marchèrent contre Constantinople pour la première fois et envahirent toute la Thrace ; Romain fit la paix avec eux. » Harmartôlos indique ensuite qu'il y eut en 943 une seconde expédition des Hongrois contre Byzance : « Dans l'indiction 1, au mois d'avril, les Hongrois avancèrent de nouveau avec de grandes forces, le patrice Théophane, parakimomène, alla à leur rencontre afin de conclure avec eux des traités de paix et prendre des otages »¹⁷⁹. Le chroniqueur kiévien note cette information en l'abrégeant : « en 6442 les Hongrois marchèrent de nouveau contre Constantinople et ayant conclu la paix, ils rentrèrent chez eux »¹⁸⁰ ; mais il transpose les détails, donnés par Hamartôlos sur la campagne hongroise, dans son récit de l'expédition d'Igor en 944 : les Hongrois, hommés « tourkoi » dans le texte d'Hamartôlos, deviennent les Petchenègues de la campagne de 944, et de même que le patrice Théophane prend des otages aux Hongrois, Igor prend des otages aux

H. Grégoire et P. Orgels, « Les invasions russes dans le Synaxaire de Constantinople », *Byzantion*, 24, 1954, pp. 41-45) que saint Théodore Stratélate, qui selon la légende serait apparu aux troupes byzantines au moment du siège de 941.

176. Ouvrages les plus récents : D. S. Lihačev, *P.V.L.*, II, p. 288 ; M. V. Levčenko, *Očerki po istorii vizantino-russkikh otnošenij*, pp. 128 et suiv. ; N. Ja. Polovoj, « O date vtorogo pohoda Igorja na Grekov i pohoda Russkikh na Berdaa » (Au sujet de la date de la seconde expédition d'Igor contre les Grecs, et de l'expédition des Russes contre Berdaa), *Viz. Vrem.*, 14, 1958. Au contraire A. A. Šahmatov (« Povest' Vremennyh let i ee istočniki » (Le Récit des Temps Passés et ses sources), *Trudy ODRL*, 4, 1940, p. 72), ayant discerné les nombreux emprunts faits à la Vie de saint Basile le Jeune par ce récit, en nie l'authenticité.

177. G. Laëher, *Die Anfänge des Russischen Reiches*, pp. 101-103 ; H. Grégoire et P. Orgels, « L'invasion hongroise dans la Vie de saint Basile le Jeune », *Byzantion*, 24, 1954, pp. 147-154. A. Vaillant (« Les « tolkoviny » de la chronique de Kiev », *Prilozky za Književnost, jezyk...*, 26, 1-2, p. 35) a fort bien analysé la manière dont le chroniqueur fabriqua le récit de cette campagne. A. Ja. Garkavi avait cru trouver dans Mačudi un texte confirmant la campagne de 944 (A. Ja. Garkavi, « Ne izdannoe svidenel'stvo o pohode Russkikh na Čar'grad » (Un témoignage inédit sur l'expédition des Russes contre Constantinople), *Ž.M.N.P.*, 160, 1872, pp. 221-239), mais comme l'a montré K. Bartova (« Igorova vyprava na Carigrad, g. 941 » (L'expédition d'Igor contre Constantinople en 941), *Byzantino-Slavica*, 8, pp. 87-108) ce texte se rapporte à la campagne de 941.

178. Muralt, *Georgii monachi chronicon*, p. 840 ; Istrin, *Hronika Georgija Amartola*, I, p. 866.

179. Muralt, *op. cit.*, p. 844 ; Istrin, *op. cit.*, I, p. 568.

180. A. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 32 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 71.

Petchenègues ses alliés. L'expédition de 944 suit, au reste, le même canevas que celle des Hongrois en 943 : arrêté par des offres de paix, Igor n'ira pas jusqu'au bout de ses entreprises. D'autres détails sont empruntés aux épisodes hongrois et russe de la Vie de saint Basile le Jeune¹⁸¹ : les Russes s'arrêtent au Danube, comme le firent les Hongrois en 934, à en croire cette Vie ; le stratège de Chersonèse prévient Byzance des préparatifs militaires d'Igor¹⁸². De plus, ainsi que l'a remarqué A. Vaillant¹⁸³, la date donnée par la chronique de Kiev correspond exactement à la date de la seconde expédition hongroise selon Hamartôlos : « indiction 1, au mois d'avril ». Selon A. Vaillant, le calcul du chroniqueur fut le suivant : sous Romain Lécapène (920-944), l'indiction 1 coïncide avec l'année 943, mais l'année grecque commence au 1^{er} septembre et l'année russe au 1^{er} mars ; pour les Russes, le mois d'avril est en 944 ; il semble donc qu'il ne faille pas rattacher le traité de 944 à la campagne qui le précède dans la chronique de Kiev, mais à celle de 941. Nous ne pouvons malheureusement pas vérifier cette hypothèse, car la date du traité manque, et nous ne pouvons la déterminer que de façon approximative. La chronique de Kiev date le traité de l'année 945, mais les empereurs mentionnés dans l'acte sont Romain, Constantin et Étienne : or Romain fut détrôné par ses fils le 16 décembre 944. Le traité n'a donc pas pu être conclu après cette date¹⁸⁴. On peut penser, comme le propose S. Mikucki¹⁸⁵, que la date

181. Ainsi c'est la Vie de saint Basile le Jeune qui précise que les Hongrois s'arrêtèrent au Danube lors de leur expédition de 934 : « Les Hongrois païens, essayant de traverser le Danube, se sont noyés dans ses flots, et le peu d'entre eux qui en réchappèrent par la volonté de Dieu s'en sont retournés dans leur pays » (cf. Veselovskij, *Ž.M.N.P.*, janvier 1889, p. 88). C'est probablement en s'inspirant de cet épisode que le chroniqueur a fait s'arrêter Igor au Danube en 944.

182. Dans la Vie de saint Basile le Jeune (Veselovskij, *op. cit.*, p. 85), le stratège de Cherson avertit l'empereur de l'expédition russe de 941, et le stratège de Macédoine l'avertit de l'expédition hongroise de 934. Dans la chronique de Kiev, le stratège de Cherson avertit l'empereur de l'expédition russe de 944, et les Bulgares avisent Byzance de l'expédition hongroise.

183. A. Vaillant, « Les « tolkoviny » de la chronique de Kiev », *op. cit.*, p. 35.

184. C'est pourquoi F. Dölger, *R.K.O.R.*, 647, le date de 944, avant le 16 décembre.

185. S. Mikucki, « Études sur la diplomatie russe la plus ancienne, les traités byzantino-russes du x^e siècle », *Bulletin International de l'Académie Politique des Sciences et des Lettres*, supplément 7, 1953, pp. 11-12. Tatiščev, s'appuyant sur un manuscrit inconnu d'une chronique russe qu'il ne nomme pas, et dont il ne donne pas la référence, indique une date précise : « l'an 6453, 4^e indiction, le 20 avril, le 3^e dimanche après Pâques » (cf. I. Sreznevskij, *Drevnie pamjatniki russkago pis'ma i jazyka*, « Les anciens monuments de la littérature et de la langue russes », Saint-Petersbourg, 1882, 5). Cette indication est fautive : l'année 945 coïncide avec l'indiction 3 ; I. Sreznevskij explique cette erreur par le fait que la traduction du traité se serait conservée dans un texte transcrit du glagolitique en cyrillique. Le scribe du texte glagolitique avait gardé la numération $\gamma = 3$ du texte grec. Lors de la transcription en cyrillique, on a pu prêter à cette lettre la valeur numérique qu'elle a en écriture glagolitique : $\gamma = 4$ et la transcrire en cyrillique : $\delta = 4$. La date exacte serait donc l'an 6453, 3^e indiction, le 20 avril, le 3^e dimanche après Pâques. De toute façon, cette date ne peut

de 945, donnée par la chronique de Kiev, n'est pas celle de la conclusion du traité à Byzance, mais celle du jour où Igor et sa suite ratifièrent le traité à Kiev ; la formule de corroboration du traité indique que la charte de la partie russe sera remise à Igor par les ambassadeurs impériaux, afin qu'il la ratifie par serment. Comme nous avons affaire à la copie de la charte rédigée pour la partie russe, il n'est pas impossible que la date indiquée soit celle du serment d'Igor. De toute façon il est possible de fixer à ce document des limites chronologiques précises. Dans la formule initiale du traité, les Russes manifestent l'intention de rétablir la paix « ruinée depuis de nombreuses années » : nous avons là, sans doute, une allusion au conflit de 941, et le texte laisse entendre que depuis ce conflit il s'est écoulé un temps assez long. Au reste, il est douteux que les Russes, défaits à la fin de l'année 941, aient pu cette même année envoyer à Constantinople une ambassade ne comptant pas moins de 51 personnes. Le traité n'a donc pu être conclu qu'entre 942 et la fin de 944. Si l'on admet que la date de 945, indiquée par la chronique, est celle du serment d'Igor à Kiev, on peut considérer que le traité fut conclu à Byzance durant l'année 944.

2. *Étude diplomatique.*

Comme le traité de 911, celui de 944 est sans doute traduit du grec ; mais le texte, rédigé en un russe plus correct que celui du traité de 911, laisse moins transparaître l'original ; il s'agit probablement d'une traduction assez libre. Le formulaire du traité de 944 semble conforme aux usages de la diplomatie byzantine¹⁸⁶ ; il est moins emphatique que celui de 911, peut-être parce que les Russes, battus en 944, étaient en situation d'infériorité.

Dans la formule de corroboration, nous lisons que le traité a été conclu sur deux chartes, l'une signée par l'Empereur, l'autre portant les noms des ambassadeurs. Cette formule précise que la charte des ambassadeurs, ratifiée déjà par les envoyés d'Igor, doit encore être soumise au serment du prince lui-même. La rédaction du traité de 944 ne semble donc pas avoir suivi le même processus qu'en 911 ; deux chartes auraient été établies à la chancellerie byzantine, l'une au nom de l'Empereur, l'autre au nom des Russes, et la seconde aurait été proposée à la signature de la délégation russe. L'exactitude du formulaire, la priorité donnée dans tout le texte aux Russes chrétiens sur les Russes païens, confirment que le document émane des milieux officiels

être celle de la conclusion du traité à Byzance sous le règne de Romain Lécapène ; elle ne peut correspondre qu'à la ratification du traité par Igor à Kiev.

186. S. Mikucki, *op. cit.*, p. 29-30, souligne le caractère d'octroi, de par la grâce de l'empereur, de tout le dispositif du traité de 944. Dans le protocole et la formule finale, les titres des empereurs sont mentionnés correctement.

de Constantinople. Une particularité importante du traité de 944 nous donne une raison de plus de croire à l'origine byzantine de cet acte : contrairement au traité de 911, le texte de 944 ne représente pas seulement les engagements des Russes vis-à-vis de Byzance, mais aussi l'engagement essentiel de Byzance vis-à-vis des Russes, c'est-à-dire l'octroi de franchises commerciales. Cet octroi fait partie du dispositif, et précède l'énoncé des engagements auxquels les Russes doivent se soumettre ; il est formulé, au nom de l'empereur, et rappelle, à quelques détails près, le texte cité dans la chronique de Kiev pour l'année 907. Il est permis de penser, avec S. Mikucki, que toute cette partie du texte de 944 provient directement de la charte impériale. La charte des engagements russes aurait donc été rédigée d'après la charte impériale, dont on aurait gardé le dispositif et la formule de corroboration¹⁸⁷, et à laquelle on aurait ajouté, à l'intention des Russes, un préambule et une conclusion. Grâce à ce document, nous avons une idée précise de ce qu'était la charte impériale répondant aux engagements des Russes.

Malgré certaines ressemblances formelles, les traités de 911 et de 944 présentent donc des différences importantes ; comme le fait observer Mikucki, rien ne permet de supposer que le premier ait servi de modèle au second, ni que le traité de 944 ait été rédigé dans le but de compléter les clauses du traité de 911. Les deux documents sont des actes officiels, mais alors que le traité de 911 semble être une charte rédigée par les Russes et remise à l'Empereur, celui de 944, au contraire, serait rédigé à la chancellerie byzantine, et aurait été destiné, comme l'indique la formule de corroboration, à être porté à Igor, à Kiev, par une ambassade byzantine. Les deux actes ne dépendent donc pas l'un de l'autre.

3. *Étude des clauses.*

La première partie du dispositif concerne l'octroi par Byzance de franchises commerciales aux Russes. Nous y retrouvons l'essentiel des dispositions de 907. Les marchands et les ambassadeurs russes sont autorisés à entrer dans Constantinople et à recevoir leurs mensualités de séjour. Comme en 907, les Russes de passage doivent s'inscrire pour entrer dans la ville, se faire accompagner par l'officier impérial et résider à Saint-Mammas ; il n'y a rien là de nouveau, et le document précise en effet qu'il s'agit seulement de la confirmation de dispositions anciennes. S'y ajoutent toutefois quelques modifications. Les mar-

¹⁸⁷ S. Mikucki, *op. cit.*, pp. 28-29, insiste particulièrement sur l'originalité de la formule de corroboration des empereurs, qui prévoit que le traité doit être ratifié par Igor lui-même avant d'entrer en vigueur. Selon Mikucki, cette exigence aurait valeur de condition suspensive, et le traité de 944 contiendrait l'exemple le plus ancien de restriction dans un document impérial.

chands ou les ambassadeurs russes devront être munis, au lieu de sceaux, de chartes écrites les accréditant auprès du gouvernement byzantin, et témoignant de leurs intentions pacifiques. Cette stipulation est digne d'intérêt. Elle montre d'abord une évolution des usages diplomatiques russes entre 911 et 944 : autrefois, semble dire le texte, les Russes n'écrivaient pas ; maintenant ils utilisent l'écriture dans leurs relations avec Byzance. Il est donc permis d'admettre qu'au milieu du x^e siècle, les princes russes commençaient à avoir des chancelleries. Cette information nous intéresse également du point de vue du commerce russe ; elle indique nettement que le trafic avec Byzance était contrôlé par les princes russes : Constantinople en effet ne recevait pas les marchands qui n'étaient pas accrédités par leur prince. Ceux qui étaient admis dans la ville entraient dans un ordre déterminé : « en premier lieu ceux de Kiev, ensuite ceux de Černigov, de Perejaslav... » cette hiérarchie dépendait de l'importance des princes.

Une indication semblable apparaissait déjà dans le texte de 907. Pourtant nous trouvons ici deux précisions nouvelles : le préambule montre que plusieurs princes, apparentés ou non au prince de Kiev, ont envoyé des représentants à Constantinople pour signer le traité. Il semble probable que ces princes soient ceux-là mêmes qui gouvernent les villes énumérées dans le traité. Il est donc vraisemblable que le privilège de commercer à Byzance n'était pas accordé aux cités, mais à leurs chefs, seuls signataires du document. Les trafiquants sont, d'autre part, invités à exhiber une charte sur laquelle sera indiqué le nombre de vaisseaux envoyés par le prince ; ne peut-on en déduire que les princes contrôlaient le commerce ? C'étaient eux, en tous cas, qui autorisaient le départ des bateaux, donc qui rendaient possible le négoce.

Dans la suite du dispositif, nous voyons qu'un officier impérial est commis à la surveillance des Russes qui entrent dans la ville ; cet officier se voit chargé d'une mission qui ne lui était pas confiée en 907 : il doit arbitrer les conflits survenant, dans la ville, entre Grecs et Russes. Le texte ne précise pas s'il doit encore régler les différends surgis entre les Russes. S. Sergeevič¹⁸⁸ se croyait en droit d'adopter la deuxième hypothèse, mais aucun argument ne confirme son point de vue. Il faut ici souligner deux restrictions importantes par rapport au texte de 907. En 907 des Russes avaient le droit de faire du commerce aussi largement qu'ils le désiraient, sans payer de taxe. A partir de 944, ils n'ont plus le droit d'acheter de la soie pour plus de 50 sous d'or, et ils sont obligés de présenter à l'officier impérial la soie qu'ils ont acquise. Ce règlement a été interprété de deux façons. Certains ont pensé que Byzance, après avoir repoussé une attaque des Russes, avait

188. V. Sergeevič, « Grečeskoe i russkoe pravo v dogovorah s Grekami V-go veka », *Ž.M.N.P.*, t. II, 1916, pp. 100-101.

profité de ce succès pour revenir sur certaines concessions faites en 907. Il semble plus normal de voir là tout simplement l'application d'une réglementation commerciale plus rigoureuse, sous Romain Lécapène, qu'elle ne l'était au temps de Léon VI¹⁸⁹. Nous trouvons ici une confirmation de l'article du *Livre de l'Éparque*, qui précise que « celui qui vend de la soie à un étranger sans en aviser l'éparque, sera arrêté »¹⁹⁰.

Enfin le traité de 907 imposait de façon seulement implicite une limite au séjour des marchands russes, en précisant qu'ils ne recevraient de mensualité que durant six mois. Le traité de 944 est plus précis : les marchands n'ont pas le droit de passer l'hiver dans le quartier de Saint-Mammas. On sait par Constantin Porphyrogénète¹⁹¹ que les marchands russes commençaient à descendre le Dnepr en direction de Constantinople au mois de juin ; comme le trajet demandait environ un mois, ces marchands ne devaient guère, aux termes du traité de 944, séjourner plus de trois ou quatre mois dans la ville.

Les quatorze articles qui suivent les dispositions relatives au commerce des Russes à Constantinople ne constituent pas seulement, comme le traité de 911, un règlement juridique applicable aux Russes de Saint-Mammas. On y trouve également l'engagement pris par les Russes d'apporter éventuellement une aide militaire aux Byzantins, et de ne pas attaquer certains territoires ou certains ressortissants byzantins. Le traité de 944 présente donc un intérêt politique que n'a pas celui de 911. Quant aux clauses juridiques, elles apparaissent, à la fois, plus simples et plus complètes que celles du traité de 911. Le premier et le second article envisagent le cas de fuite d'un esclave. Le premier rappelle, pour le fond, l'article 10 du traité de 911. Si un esclave russe prend la fuite, les Russes ont le droit de le rechercher et de le reprendre ; de plus, et ceci ne figurait pas dans le traité de 911, les Russes obtiennent le droit d'exiger des Byzantins une compensation pour le cas où l'esclave ne serait pas retrouvé. Cette compensation est évaluée en pièces de soie. Dans le traité de 911, le prix moyen d'un esclave, ou du rachat d'un prisonnier, était fixé à 20 sous d'or. En 944, le rachat des prisonniers est fixé à 10 sous d'or en moyenne, et le prix de l'esclave est évalué en quantité déterminée de soie. Nous trouvons ici une équivalence intéressante entre la soie et l'or. Pourquoi les

189. Remarquons toutefois, avec R. S. Lopez (« Silk industry in the Byzantine Empire », *Speculum*, 20, 1945, I, p. 35) que l'autorisation faite aux Russes d'acheter pour 50 nomismata de pallia (*pavoloci*) dépassait largement la limite autorisée aux Grecs de la province (qui n'avaient pas le droit d'acheter pour plus de 10 nomismata de vêtement de soie). Nous voyons donc que les commerçants russes étaient, en 944 encore, particulièrement favorisés, et que les privilèges qui leur étaient accordés ne devaient pas dépendre du succès ou de l'insuccès de leurs expéditions.

190. Éd. Nicole, p. 37 ; Zepos, *Jus Graecoromanum*, II, p. 381.

191. Constantin Porphyrogénète, *De Administrando Imperio*, chap. 9, l. 10, éd. Moravcsik-Jenkins, p. 56.

Russes ont-ils fait modifier de la sorte l'estimation du prix d'un esclave ? Vraisemblablement leurs marchands préféraient le troc aux espèces, et l'or avait pour eux moins de valeur qu'une marchandise d'autant plus précieuse qu'elle leur était mesurée. Comme les esclaves constituaient une de leurs principales exportations à Byzance, la fuite de l'un d'entre eux était une perte grave. L'article 2 complète l'article 1 : le traité de 911 n'envisageait pas la fuite d'un esclave byzantin chez les Russes ; ici les Grecs ont comblé cette lacune, et stipulent que les Russes doivent rendre l'esclave. L'article 3 traite du vol : sans doute s'agit-il du vol à main armée, ce qui permet de faire une différence avec l'article 4 qui concerne également le vol.

Dans l'article 3, il faut comprendre que l'expression « prendre quelque chose à quelqu'un » signifie « prendre de force... ». Dans la suite de l'article, deux éventualités sont prévues, qui n'entraînent pas le même châtement :

1^o l'agression n'a pas réussi et son auteur est « puni durement », dit le texte sans préciser davantage.

2^o le coupable a réellement volé un objet ; il est alors obligé de le rendre à sa victime et de verser en outre le montant de sa valeur.

L'article 4 prévoit la même peine pour le vol proprement dit, en ajoutant qu'au cas où l'objet volé aurait été vendu, le voleur serait contraint de verser le double du prix de vente de la chose dérobée. Remarquons que les articles sur le vol sont plus simples en 944 qu'en 911. Le premier traité envisageait divers cas et faisait varier la procédure. Les pénalités étaient sensiblement plus élevées.

Les articles 5 et 6 concernent le rachat des prisonniers. Le traité de 911 obligeait les Russes à racheter et à renvoyer dans leur patrie les prisonniers grecs qu'ils trouveraient dans quelque lieu que ce soit. Sergeevič¹⁹² note que cette règle devait être inapplicable, et c'est sans doute pour cela qu'elle fut abandonnée, en 944, pour des mesures plus réalistes. Les Byzantins promettent de payer aux Russes pour chaque prisonnier grec qu'ils ramèneront un prix fixé à l'avance. La valeur convenue est conforme à celle qu'indique le Procheiron pour les esclaves¹⁹³. Mais les Grecs se réservent le droit d'augmenter ou de diminuer le remboursement suivant la valeur réelle des esclaves. Le rachat d'un prisonnier russe est, au contraire, uniformément tarifé à 10 sous d'or. Il est vrai que les Russes envisagent le rachat de prisonniers de guerre, c'est-à-dire d'adultes, tandis que les Grecs, faits prisonniers par les Russes lors de leurs expéditions, peuvent être des vieillards et des enfants.

192. V. Sergeevič, « Grečeskoe i russkoe pravo... », pp. 113-114.

193. Procheiros nomos, chap. 34, II. Zepos, *Jus Graecoromanum*, II, p. 200 : « Le prix d'un esclave, si cet esclave n'a pas de profession et s'il a plus de dix ans est de 20 nomismata. S'il a moins de dix ans, son prix est de 10 nomismata... »

L'article 7 est particulièrement intéressant, car il soulève, pour la première fois dans un texte russe, le problème de Chersonèse. Malheureusement, il prête à des interprétations divergentes. Le sens général est clair : les Russes s'interdiront toute agression contre les territoires de Chersonèse. De quels territoires s'agit-il ? Probablement de la « χώρα » de Chersonèse, c'est-à-dire des territoires de la Crimée qui étaient à cette époque sous domination byzantine. On ne comprend pas pourquoi l'empereur promet, en contrepartie, de fournir au prince russe des troupes dont il aurait besoin en cas de guerre : le texte a été probablement altéré par le traducteur, ou par les copistes, car c'est le prince russe qui, après s'être engagé à ne pas attaquer les territoires byzantins de Crimée, devrait offrir son aide à l'empereur en cas de conflit dans ces mêmes régions¹⁹⁴. Mais il faudrait apporter de graves modifications au texte pour arriver à cette interprétation. La question est cependant importante : pourquoi les Russes prennent-ils un engagement relatif à la Crimée, alors qu'aucun texte russe ne faisait jusqu'ici mention de cette région ? Il semble qu'il faille rapprocher cette préoccupation nouvelle, chez les Byzantins, de l'extension progressive des Russes vers l'Orient. En 913 déjà, les sources arabes mentionnent une expédition russe importante sur les rives de la mer Caspienne. Pour parvenir jusque-là, les Russes, à en croire ces sources, descendirent le Dnepr jusqu'à la mer Noire, passèrent le détroit de Kerç avec l'autorisation du khagan khazare, puis, par les cours inférieurs du Don et de la Volga, atteignirent la mer Caspienne dont ils ravagèrent les côtes¹⁹⁵. En 943, les sources arabes mentionnent une expédition russe en Transcaucasie, qui aboutit à la prise et à la conquête de Berdaa (Partav, dans l'Azerbaïdjan) et à son occupation, durant une année¹⁹⁶. Les Russes devenaient donc, à partir de la seconde moitié du x^e siècle, des voisins redoutables pour les territoires byzantins de Crimée. Il est vraisemblable, bien qu'aucune incursion russe dans cette

194. De même, plus bas, il lui est demandé d'intervenir contre les incursions des Bulgares Noirs. Dans un récent article, D. L. Talis (« Iz istorii russko-korsunskih otnošenij v IX-X vv » (A propos de l'histoire des relations russo-chersonites aux ix^e-x^e siècles), *Viz. Vrem.*, 14, 1958, pp. 103-128) propose une hypothèse intéressante : l'alliance des Russes et de Byzance aurait été dirigée contre les Khazars. Selon D. L. Talis, il faudrait comprendre que l'empereur était prêt à fournir aux Russes une aide armée, lors des expéditions russes contre les Khazars.

195. Maçudi, *Les Prairies d'Or*, trad. Barbier de Meynard et Pavet de Courteille, t. I, Paris, 1861, chap. 14, pp. 273-275 ; Garkavi, *Skazanija musulmanskih pisatelej o Slavjanah i Russkikh*, pp. 130-133.

196. La prise de Berdaa par les Russes en 943 a été relatée par Jakut, Abul Fedâh, Ibn al-Atir, Aïni, Georges Barhebraus, et surtout par Ibn Miskawaikh. (Cf. H. F. Amedroz, *The Eclipse of the Abbaside califate*, Oxford, 1920-1921.) Voir aussi, V. Minorsky, *Hudud Al Alam*, *Gibb's memorial Series* 144, Oxford, 1937, pp. 398-400. Florovskij, « Izvestija o drevnej Rusi arabskogo pisatelja Miskaveikhi » (Informations sur la Russie ancienne de l'écrivain arabe Miskawaikh), *Seminarium Kondakovianum*, I, 1927, pp. 175-186).

direction ne nous soit connue avant 944, que c'est pour parer à une telle menace que les Grecs obligèrent les Russes à promettre de ne pas attaquer Chersonèse.

Dans l'article 8, les Russes s'engagent à ne pas piller les navires grecs naufragés. Là encore, le texte est plus simple qu'en 911. Le document n'envisage pas que les Russes puissent porter secours à un navire grec en difficulté : le seul but est d'empêcher le pillage des épaves. Selon Sergeevič, la répression du délit de pillage est également simplifiée par rapport au traité de 911 : le passage prévoyant que le coupable sera « châtié selon la loi russe et grecque » signifierait qu'un Russe arrêté dans l'Empire pour avoir pillé un navire grec, sera jugé selon la loi grecque, et réciproquement qu'un Grec, accusé du même délit en Russie, y sera jugé selon la loi russe. En fait le texte n'exprime aucune réciprocité ; il a vraisemblablement été dicté par Byzance, et on peut l'interpréter comme l'engagement pris par les Russes de poursuivre, en Russie même, les pilleurs des épaves grecques.

L'interdiction faite aux Russes, par l'article 9, d'attaquer les pêcheurs chersonites dans les bouches du Dnepr, montre l'importance que revêtait pour Chersonèse la pêche à cet endroit, et l'intérêt qu'y prenait Byzance¹⁹⁷. Nous savons par Constantin Porphyrogénète que les Russes, descendant le Dnepr vers Constantinople, avaient coutume de séjourner dans l'île de Saint-Aithérios, près des bouches du fleuve¹⁹⁸. Ici, il leur est interdit d'hiverner dans l'île de Saint-Éleuthère (actuellement Berezan'). On ne sait pas si Belberež'e désigne le rivage du Dnepr à son embouchure, ou un lieu-dit. Quoi qu'il en soit, on devine que les Russes utilisaient cet endroit pour surveiller la navigation au long de la côte occidentale de la mer Noire et pour organiser des expéditions de pillage. Cet article et le suivant traduisent à nouveau les inquiétudes de Byzance au sujet de Chersonèse. L'article 10 invite en effet les Russes à aider Byzance au cas où une incursion étrangère s'y produirait. Qui sont les Bulgares Noirs évoqués ici ? On les a identifiés aux Bulgares du Danube, aux Bulgares de la Volga, ou a des Bulgares qui auraient résidé au nord de Chersonèse près de la mer d'Azov. En soutenant ce dernier point de vue, Westberg¹⁹⁹ identifie

197. La législation byzantine sur les pêcheries n'a encore fait l'objet d'aucune étude particulière. Il nous semble qu'il faut rapprocher les stipulations concernant les pêcheries chersonites de la législation sur la pêche des Nouvelles de Léon VI. Au sujet de cet article du traité de 944, voir N. P. Lambin, « Slavjane na Severnom Černomor'e » (Les Slaves sur la côte septentrionale de la Mer Noire), *Ž.M.N.P.*, 1877, mai-juin, qui montre l'expansion des Russes vers les côtes de la Mer Noire ; et l'article de M. Šangin, « Komentarii k dvum stat'jam dogovora Igorja s Grekami » (Commentaire de deux articles du traité d'Igor avec les Grecs), *Istorič Marksist*, 5, 1941, p. 111.

198. Constantin Porphyrogénète, *De Administrando Imperio*, chap 9, l. 80, éd. Moravcsik-Jenkins, pp. 60 et 62.

199. Westberg, « K analizu vostočnyh istočnikov o Vostočnoj Evrope » (Pour l'analyse des sources orientales concernant l'Europe Orientale), *Ž.M.N.P.*,

ces Bulgares Noirs à la Μαύρη Βουλγαρία dont Constantin Porphyrogénète dit : « Ladite Bulgarie Noire peut aussi attaquer les Khazares »²⁰⁰, et encore : « Dans la même mer Maïotis se jettent de nombreux et grands fleuves ; en son rivage septentrional coule le fleuve Dnepr, duquel les Russes parviennent jusqu'en Bulgarie Noire, en Khazarie et en Syrie »²⁰¹. Les Russes, pour gagner la Bulgarie Noire, descendaient au moins en partie le cours du Dnepr²⁰², et la Bulgarie Noire se trouvant ainsi entre la Russie méridionale et la Khazarie²⁰³, il est exclu que ce soit la Bulgarie danubienne ou Grande Bulgarie. Comme Constantin Porphyrogénète la place au nord de la Crimée, rien ne s'oppose à ce que ce soit la ville de Boulgar sur la Volga : certains auteurs arabes identifient en effet la Bulgarie Noire à la ville de Boulgar, sans que leur témoignage soit décisif, car ils nomment aussi parfois « Bulgarie Noire » la Grande Bulgarie. Westberg suggère de son côté, mais sans apporter de preuve, qu'il s'agit d'une partie de la Crimée, au nord de la mer d'Azov²⁰⁴. La première hypothèse explique mieux que l'intervention des Russes ait semblé nécessaire à Byzance pour empêcher les Bulgares Noirs d'attaquer Chersonèse. Il faut dans ce cas admettre que le royaume de Boulgar était en partie soumis à Igor dès 944 (on sait que Boulgar ne sera définitivement conquis par les Russes que sous Svjatoslav, en 964-965), ou plus vraisemblablement que les Russes contrôlaient déjà certaines routes conduisant vers Chersonèse. Certains historiens ont pensé que les clauses du traité

t. 13, N.S., 1908, pp. 386-388. « Zapiska Gotskogo Toparha » (La Notice du Toparque des Goths), *Viz. Vrem.*, 15, 1908, pp. 243-250 ; A. A. Vassiliev (*The Goths in the Crimea*, Cambridge, Mass., 1936, p. 101) souligne qu'on ne peut déterminer avec certitude la situation géographique des Bulgares Noirs, mais suppose également qu'ils se trouvaient au nord de la Mer d'Azov, entre le Dnepr et le Don. Au sujet des Bulgares Noirs, voir aussi : J. Bury, *A History of Eastern Roman Empire*, Londres, 1912, pp. 410-411 ; J. Moravcsik, « Zur Geschichte der Onoguren », *Ungarische Jahrbücher*, 10, 1930, p. 84, n° 3 ; C. A. Macartney, « On the Black Bulgary », *Byzantinisch-Neugriechische Jahrbücher*, 8, 1931, pp. 150-158.

200. Constantin Porphyrogénète, *De Administrando Imperio*, chap. 12, l. 3, éd. Moravcsik-Jenkins, p. 64.

201. *Ibid.*, chap. 42, l. 27, p. 186 (« πρὸς μὲν τὸ ἀρχτῶν αὐτῆς μέρος (τῆς μαϊώτιδος) ὁ Δάναπρις ποταμός, ἐξ οὗ καὶ οἱ Ῥῶς διέρχονται πρὸς τε τὴν Μαύρην Βουλγαρίαν, καὶ Χαζάραν καὶ Συρίαν »).

202. C'est du moins ainsi que Westberg interprète le passage de Constantin Porphyrogénète (« Zapiska Gotskogo Toparha », *Viz. Vrem.*, 15, 1908, pp. 243 et suiv.). On peut penser que les Russes descendaient le Dnepr jusqu'à l'endroit que Constantin Porphyrogénète appelle le passage de Krarion (τὸ λεγόμενον πέραμα τοῦ Κραρίου : *De Administrando*, chap. 9, l. 60, éd. Moravcsik-Jenkins, p. 60), là où, dit-il, « les Chersonites traversent en revenant de Russie, et les Petchénègues allant vers Cherson ». On peut toutefois comprendre que ce sont les Russes de la région du Dnepr qui se dirigent vers la Bulgarie Noire, la Khazarie et la Syrie.

203. Nous nous rangeons à l'opinion de Westberg, qui coïncide avec les informations des auteurs arabes sur les voyages des Russes vers l'Orient.

204. Westberg, *op. cit.*, p. 249.

de 944, intéressant Chersonèse, témoignaient de la présence des Russes en Crimée dès le début du x^e siècle : le prince russe auquel il est interdit d'attaquer Chersonèse, et avec lequel est conclue l'alliance contre les Bulgares Noirs, ne serait pas le prince de Kiev, mais le prince de Tmutarakan', bien placé pour intervenir dans les affaires chersonites²⁰⁵. Les défenseurs de cette théorie assurent que le prince auquel sont destinés les articles 7 et 10 n'est pas le prince de Kiev, car il n'est pas appelé grand prince. En réalité, dans les traités byzantino-russes, le nom de grand prince donné au prince de Kiev n'est qu'une épithète honorifique : on n'en fera un véritable titre que longtemps après le démembrement de l'État kiévien. D'ailleurs nous trouvons, dans le traité même de 944, la preuve que certains articles mettant en cause « le prince russe » désignent le prince de Kiev : ainsi lisons-nous dans le dispositif : « Maintenant votre prince a fait savoir qu'il fallait apporter des lettres à notre royauté » ; plus loin : « s'ils s'échappent et rentrent en Russie, nous écrirons à votre prince... », et encore : « Que le prince interdise à ses ambassadeurs [...] de causer des dommages dans nos villes... » Le traité de 944, non plus que les autres sources dont on a essayé de forcer le sens, ne prouve pas que les Russes se soient trouvés en Crimée même ; il confirme seulement l'extension progressive des Russes vers les pays riverains de la Volga et vers le royaume khazare, dès le début du x^e siècle.

La dernière phrase de l'article 10 est d'ailleurs obscure ; elle précise que le prince russe doit combattre les Bulgares Noirs qui attaqueraient Chersonèse, car ils causent du tort à leur pays. Faut-il entendre par là qu'en attaquant Chersonèse, les Bulgares Noirs menacent aussi des territoires russes ? Les Byzantins n'auraient, dans ce cas, pas besoin d'inciter le prince de ces territoires à se défendre. Il paraît tentant d'adopter la correction proposée par A. A. Šahmatov²⁰⁶, et de remplacer dans l'expression : « en effet ils causent du tort à son pays », « son » par « notre » (on sait que la confusion des pronoms possessifs est fréquente dans les traités de 911 et de 944). Ainsi les Byzantins affirmeraient-ils qu'en touchant à Chersonèse, on touche à un territoire byzantin, qu'en vertu de leur alliance avec Byzance les Russes seraient alors tenus de défendre. Cette interprétation nous semble la plus vraisemblable.

L'article 11 écarte définitivement les théories d'après lesquelles le « droit » des traités de 911 et de 944 serait influencé par la coutume

205. G. Vernadsky, « The Rus'in the Crimea and the Russo-Byzantine treaty of 945 », *Byzantina-Metabyzantina*, t. I, 1946, part. I, pp. 249-259. Les objections que lui oppose H. Grégoire, pp. 259-260 du même périodique, nous semblent dictées par le bon sens. La théorie de G. Vernadsky avait déjà été soutenue par A. Soloviev, « Quelques remarques sur les traités russo-byzantins du x^e siècle », *Slavia*, 15, 1938, pp. 402-417.

206. A. A. Šahmatov, « Neskol'ko zamečaniij o dogovorah s Grekami Olega i Igorja », *Zapiski Neofilologičeskogo obščestva*, 8, 1914, pp. 21 et suiv.

russe du vergeld. Il précise en effet que les Russes n'ont pas le droit, à Byzance, de châtier eux-mêmes les Grecs qui leur causeraient un tort quelconque. Les coupables seront déferés à un tribunal byzantin. Dans le traité de 911, cette condition semblait sous-entendue, mais dans le traité de 944, la procédure ne laisse aucun doute : Byzantins et Russes contrevenant aux règlements doivent comparaître devant un tribunal byzantin. Ainsi est-il impossible de voir, dans la première phrase de l'article 12 (« Si un Russe tue un chrétien ou un chrétien un Russe, et que celui qui a tué soit pris par les parents de la victime, qu'on le tue »), l'autorisation de se faire personnellement justice²⁰⁷ : l'expression « qu'on le tue » signifie seulement qu'un meurtrier est passible de peine de mort. La suite de cet article ne diffère pas de l'article correspondant du traité de 911. De même l'article 13 sur les coups et blessures n'ajoute rien au traité de 911, il est seulement rédigé de façon plus claire.

L'article 14, enfin, promet à l'Empereur l'aide des Russes en cas de conflit. Le traité de 911 prévoyait seulement l'envoi de mercenaires russes à Byzance : il est clair, ici, que les troupes russes ne doivent pas s'intégrer dans l'armée byzantine, mais représentent une puissance alliée. C'est ce qu'exprime la phrase : « et ainsi les autres pays connaîtront l'amitié qui existe entre les Grecs et les Russes ». On peut croire que cette alliance fut effective puisque, en 968, Nicéphore Phocas n'hésita pas à demander aux Russes d'envahir la Bulgarie²⁰⁸.

Le document de 944 représente, parmi les sources que nous possédons, celle qui illustre de la façon la plus complète les relations de Byzance avec la Russie du x^e siècle. Si quelques doutes peuvent subsister sur l'origine du traité de 911, il n'y en a aucun quant à l'authenticité du traité de 944 : c'est un acte officiel émanant de la chancellerie byzantine ; il comporte non seulement les engagements russes vis-à-vis de Byzance, mais encore l'octroi par l'empereur de privilèges commerciaux aux Russes ; l'insertion, entre le préambule et la formule finale destinés aux Russes, du dispositif de la charte impériale de ce traité, en fait, pour le x^e siècle, un des documents les plus anciens de la diplomatique byzantine. Du point de vue russe, il est riche également en

207. Comme le pensait D. Mejčik, « Sistema pristuplenij i nakazanij po dogovorom Olega i Igorja i Pravde Jaroslava » (Le système des délits et des peines d'après les traités d'Oleg et d'Igor et la Pravda de Jaroslav), *Juridičeskij Vestnik*, février-mars 1875.

208. Les sources arabes mentionnent, du reste, la participation des Russes à une expédition byzantine, dès 954 : il s'agit du siège de Hâdat par Nicéphore Phocas (cf. *Byzance et les Arabes*, II, extrait des sources arabes par Marius Canard, pp. 125, 161, 243-244). Cet aspect de l'alliance de Byzance avec la Russie nous paraît digne d'être souligné, il explique bien pourquoi, dans les sources du xi^e siècle, les Byzantins ne confondent pas Varègues et Russes, lorsqu'ils parlent de la composition des armées byzantines.

indications intéressantes : en particulier la composition de l'ambassade russe à Constantinople, groupant les délégués de chaque prince, et même de princesses, avec des marchands, dont la présence souligne bien que pour la Russie l'alliance avec Byzance avait avant tout un but économique. Un autre trait remarquable est la mention de l'existence de Russes chrétiens, et de leur sanctuaire, à Kiev. Notons, enfin, l'usage des princes russes d'envoyer des lettres de créance à l'Empereur.

Si, pour la réglementation appliquée aux Russes séjournant à Constantinople, le traité de 944 n'apporte rien de nouveau par rapport au traité de 911, l'image qu'il donne des relations commerciales et politiques de Byzance avec la Russie est, au contraire, d'un grand intérêt. Du point de vue commercial, le traité de 944 complète le document de 907, et donne une idée plus précise des relations marchandes des Russes avec les villes de la région de Dnepr. De plus, il montre bien que les privilèges commerciaux accordés aux Russes, en particulier en ce qui concerne la soie, en dépit de restrictions (ou peut-être précisions) que ne contenait pas le document de 907, étaient fort étendus, et ne dépendaient pas du succès ou de l'insuccès d'une expédition. Byzance avait intérêt à maintenir des relations commerciales avec les Russes, dont les marchandises (esclaves, fourrures) étaient suffisamment précieuses pour s'ouvrir le marché de Constantinople.

Sur le plan politique, le traité de 944 marque une nette évolution des relations byzantino-russes. Malheureusement, le document pose plus de questions qu'il ne donne de réponses, et le problème de l'antagonisme ou de l'union des intérêts byzantins et russes en Crimée reste toujours en suspens.

Toutefois le traité de 944 montre que l'expansion des Russes vers la steppe et les pays de Transcaucasie commençait à émouvoir Byzance, soucieuse de ses propres intérêts en Crimée. Il est clair qu'entre 911 et 944, malgré l'échec de la campagne russe de 941, l'État kiévien s'était agrandi et fortifié, et que Byzance ne dédaignait pas son appui.

III. — LE TRAITÉ DE 971

1. *Le traité ; la campagne préliminaire ; la date.*

Si les premiers princes de Kiev, Oleg et même Igor, sont restés pour l'histoire des personnages obscurs, il n'en est pas de même de Svjatoslav, fils d'Igor, dont la forte personnalité a impressionné les auteurs byzantins et russes aussi bien que les historiens modernes. Avec Svjatoslav, en effet, la puissance de l'État kiévien s'affirme par une politique de conquête, qui ne peut être comparée aux expéditions plus ou moins hasardeuses des princes précédents. Nous avons déjà parlé

des expéditions que fit Svjatoslav, aux environs de 965, contre Boulgar, les villes du royaume khazare et les tribus ossètes et tcherkesses du Kouban, expéditions par lesquelles il s'assura le contrôle des voies commerciales de la Volga au Dnepr²⁰⁹. Il est clair qu'au moment de sa campagne contre la Bulgarie, Svjatoslav était à la tête d'un État puissant, que Byzance ne pouvait négliger. Ses campagnes balkaniques témoignent, du reste, de visées économiques et politiques neuves²¹⁰. Ce n'est plus strictement le commerce constantinopolitain qui intéresse les Russes, désireux de prendre dans les Balkans la place de Byzance. Cette évolution est claire dans le traité de 971, qui n'envisage que les engagements politiques des Russes envers Byzance. En voici le texte :

« Exemplaïre conforme de l'autre traité, conclu en présence de Svjatoslav grand prince russe et de Svenald, écrit en présence de Théophile le Syncelle et adressé à Jean, appelé Tzimiskès, empereur grec, à Dorostolon, au mois de juillet, indiction 14, en l'année 6479.

« Moi, Svjatoslav, prince russe, qui ai prêté serment, je confirme sur ce traité mon serment : je veux avoir la paix et un parfait amour, avec Tzimiskès²¹¹, grand empereur grec, avec Basile et Constantin, empereurs inspirés par Dieu, et [entre] tout votre peuple et les Russes qui me sont soumis, bojars et autres, jusqu'à la fin des temps. Je ne ferai aucun projet contre votre pays, ni ne réunirai d'armée, ni ne mènerai un autre peuple contre votre pays ni contre tout ce qui est sous l'autorité grecque, ni contre la possession de Chersonèse et toutes ses villes, ni contre le pays bulgare. Et si quelqu'un d'autre fait un projet contre votre pays, moi je serai son ennemi et je le combattrai. Ainsi que je

209. Une relation très détaillée de la dévastation du royaume khazar et des pays riverains de la Volga est donnée par Ibn-Hawqal (cf. Frähn, *Ibn Fozlans und anderer Araber Berichte über die Russen älterer Zeit*, Saint-Petersbourg, 1823, pp. 63-67 ; Garkavi, *Skazanija Musul'manskikh pisatelejo Slavjanah i Russkikh*, pp. 214-236). Selon les sources arabes ces expéditions se seraient produites entre 963 et 965 ; l'expédition de Svjatoslav contre les Jasy et les Kasogi (Ossètes et Tcherkesses) du Kouban, qui est mentionnée dans la Chronique russe sous l'année 965 (S. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 47 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 84), est vraisemblablement postérieure.

210. La chronique de Kiev relate que Svjatoslav, ayant abandonné le gouvernement de Kiev à sa mère, voulut établir sa capitale dans la petite Preslav, pour les raisons suivantes : « Il ne me plaît pas de rester à Kiev, je veux vivre à Perejaslavec sur le Danube, car c'est le centre de ma terre, car là convergent tous les biens : des Grecs, l'or et les tissus de soie, les vins et les fruits de toutes sortes ; des Tchèques et des Hongrois, l'argent et les pierres précieuses ; de Russie, les fourrures et la cire, le miel et les esclaves » (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 48, année 969 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 86).

211. Nous corrigeons ainsi la leçon : « So vsjakim velikim carem greč'skim » (avec tout grand empereur grec), qui n'a pas de sens dans une formule d'adresse où sont nommés les corégents de Tzimiskès. La correction de « vsjakim » en « Cimiskiem », proposée par Lavrovskij (*Russkie elementy v jazyke dogovorov*, p. 153), nous paraît la plus satisfaisante pour le sens. On peut aussi adopter la correction proposée par I. Sreznevskij (*Slavjano-russkaja paleografija XI-XIV vv.* (*La paléographie slavo-russe aux XI^e-XIV^e siècles*), Saint-Petersbourg, 1885, p. 98) de « vsjakim » en « so Ivanom » (avec Jean...).

l'ai juré aux empereurs grecs, et avec moi les bojars et la Russie entière, conservons vrai ce traité. Si quelqu'un des susdits ne s'y conforme pas, que moi-même, et ceux qui sont avec moi et ceux qui me sont soumis, soyons maudits par le Dieu auquel nous croyons, Perun et Volos, dieu du bétail, et que nous soyons jaunes comme l'or, et que nous soyons massacrés par nos propres armes. Tenez pour vrai ce que nous avons conclu maintenant avec vous, et que nous avons écrit sur cette charte et que nous avons scellé de nos sceaux. »

Ce traité mit un point final à la guerre qui opposa les Russes à Byzance en Bulgarie, et qui se termina par l'échec des visées balkaniques de Svjatoslav.

Rappelons brièvement les points principaux de cette campagne, dont Léon le Diacre a laissé un récit détaillé. En 966²¹² une ambassade bulgare vint réclamer à Nicéphore Phocas le tribut que ses prédécesseurs versaient à la Bulgarie. L'Empereur chargea alors Kalokyrys, stratège de Chersonèse, de négocier avec Svjatoslav un accord aux termes duquel les Russes, moyennant une importante somme d'or, envahiraient la Bulgarie pour le compte de Byzance²¹³. Léon le Diacre prétend que Kalokyrys, voulant usurper le trône impérial, conseilla à Svjatoslav de prendre la Bulgarie pour son propre compte, puis de menacer Constantinople²¹⁴. Svjatoslav, en tout cas, entra en Bulgarie, et s'installa dans la Petite Preslav sur le Danube. Il est probable qu'une partie des notables bulgares se rallièrent à lui contre Byzance²¹⁵. Léon le Diacre assure encore que Nicéphore Phocas s'efforça alors de dresser les Bulgares contre les Russes²¹⁶; en 968, il reçut avec de grands honneurs une ambassade bulgare, et c'est peut-être à son instigation que les Petchénègues assiégèrent Kiev en 969²¹⁷. Svjatoslav fut,

212. Léon le Diacre, IV, 5-6, Bonn p. 61.

213. Léon le Diacre, IV, Bonn p. 63-64.

214. Léon le Diacre, V, 1, Bonn p. 76. Sur l'ambassade de Kalokyrys, voir N. D. Znojko, « O posol'stve Kalokira v Kiev » (De l'ambassade de Kalokyrys à Kiev), *Ž.M.N.P.*, avril 1907, pp. 262 et suiv. D'après Znojko, cette ambassade aurait eu lieu en 966-967.

215. Sur l'alliance d'une fraction du peuple bulgare avec les Russes, voir l'article intéressant de Mutavčiev : « Russko-bolgarskie otnošenija pri Svjatoslave » (Les relations russo-bulgares sous Svjatoslav), *Seminarium Kondakovianum*, 4, 1931, pp. 77 et suiv.

216. Léon le Diacre, V, 2, Bonn p. 79; Liutprand (*Relatio de legatione constantinopolitana*, chap. 19, « Scriptorum rerum germanicarum in usum scholarum... », Hannover, 1839, p. 193) relate comment, lors de son ambassade pour le compte de Otton I^{er} en 968, il fut mal reçu par Nicéphore Phocas, qui fit passer avant lui des ambassadeurs bulgares.

217. Cet épisode se trouve dans la chronique de Kiev (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 47; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 85). Les Petchénègues auraient attaqué Kiev en 968, et Svjatoslav serait venu au secours de sa ville en 968. Pour la chronologie de cet épisode, voir : P. O. Karyškovskij, « O hronologii rusko-vizantijskoj vojny pri Svjatoslave » (De la chronologie de la guerre russo-byzantine sous Svjatoslav), *Viz. Vrem.*, 5, 1952, pp. 316 et suiv. Il semble qu'il ne faille pas modifier la chronologie de la chronique de Kiev pour les événements relatifs à

en tout cas, contraint de quitter la Bulgarie ; il n'y revint qu'à la fin de l'année 969, et il lui fallut, assure la chronique de Kiev, reprendre de force la Grande Preslav, capitale des Bulgares²¹⁸. Les efforts de Nicéphore Phocas n'avaient abouti qu'à un médiocre résultat.

Au début de l'année 970, les Russes sont en Thrace, aux frontières de Byzance, ils assiègent Andrinople²¹⁹. Jean Tzimiskès, n'ayant pu traiter avec Svjatoslav²²⁰, envoie des troupes aux frontières de Thrace ; les Russes sont défaits à Arkadiopolis, mais les Byzantins ne poursuivent pas leur avantage. Au printemps suivant, Tzimiskès lui-même se rend en Bulgarie. Il assiège d'abord avec succès la Grande Preslav²²¹, tandis que sa flotte bloque les bouches du Danube. Svjatoslav, poursuivi jusque dans Dorystolon (Dristra)²²², fait la paix avec Byzance et retourne en Russie. Sur le chemin du retour, il est attaqué et tué par les Petchénègues au moment où il passe les rapides du Dnepr²²³.

Le déroulement des hostilités en Bulgarie est suffisamment connu, mais bien des dates restent incertaines²²⁴. Le problème le plus controversé concerne la chronologie de la campagne menée par Jean Tzimiskès. Léon le Diacre raconte que Jean Tzimiskès épousa Théodora en novembre de la seconde année de son règne, et partit au printemps

la guerre russo-bulgare. Léon le Diacre ne parle pas du départ de Svjatoslav pour Kiev, ce qui permet de penser que des troupes russes continuèrent à stationner en Bulgarie durant son absence. Skylitzès-Cedrenus mentionne ce départ (Bonn, II, p. 372).

218. D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 50 sous l'année 971; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 87.

219. Le récit que donne la chronique kiévienne des événements de 971 (D. S. Lihačev, I, pp. 50-51 ; S. H. Cross, *op. cit.*, pp. 88-89) doit être rattaché à la prise d'Andrinople par les Russes. En effet les combats de 971 sont, à tort, interprétés par le chroniqueur comme un succès des Russes. Il est probable qu'il confondait l'avance des Russes jusqu'aux frontières de Thrace avec le siège de Dorostolon. La prise d'Andrinople est relatée par Léon le Diacre, VI, 10, Bonn p. 105.

220. Léon le Diacre, VI, 10, Bonn p. 105.

221. Léon le Diacre, VIII, 4-5, Bonn pp. 133-134.

222. Léon le Diacre, IX, 8-11.

223. S. D. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 53 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 90. D'après la chronique de Kiev cet événement aurait eu lieu au printemps de 972. La campagne de Tzimiskès en Bulgarie est racontée en détail par Gustave Schlumberger, *L'Épopée byzantine à la fin du X^e siècle*, t. I, Paris, 1896, pp. 88-180.

224. Les sources byzantines ne donnent pas d'indications sur le moment où eurent lieu les entrevues de Kalokyres avec Svjatoslav ; Skylitzès-Cedrenus (Bonn, II, p. 372) indique que les Russes entrèrent en Bulgarie au mois d'août, 11^e indiction, ce qui ne peut être qu'en 968. La chronique de Kiev place, pour sa part, l'invasion en 967 (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 47 ; S. H. Cross, *op. cit.*, pp. 84-85). Tout porte à croire qu'il faut suivre cette indication. Les Bulgares furent en effet reçus magnifiquement à Constantinople dans le courant de 968. A en croire les sources byzantines, ce revirement eut lieu lorsque Nicéphore Phocas comprit que les Russes avaient l'intention de garder pour eux le bénéfice de leur conquête. Cette nouvelle politique bulgare paraîtrait incompréhensible si l'on admettait que les Russes n'attaquèrent la Bulgarie qu'en août 968. Aussi est-il vraisemblable que l'invasion russe s'est produite à la fin de l'année 967. A ce sujet voir Levčenko, *Očerki po istorii vizantino-russkikh otnošenij*, pp. 238-240 ; Zlatarskij, *Istorija na p'rvoto b'lgarsko carstvo*, I, l. 2, pp. 567 et suiv.

suivant combattre les Russes en Bulgarie²²⁵. La seconde année du règne de Tzimiskès est 971, il épousa Théodora en novembre, le printemps suivant est donc celui de l'année 972. Si l'on s'en tient au texte de Léon le Diacre, la date donnée par la chronique de Kiev pour le traité entre Svjatoslav et Byzance paraît fausse. Mais il faut noter que Cedrenus écrit, de son côté, en parlant de Tzimiskès : « la seconde année de son règne, il partit en expédition »²²⁶. Or Léon le Diacre et Cedrenus s'inspirent d'une même source²²⁷. Selon H. Grégoire et F. Dölger²²⁸, l'information de Léon le Diacre provient d'une erreur dans l'interprétation de cette source, qui devait mentionner la seconde année du règne de Tzimiskès à propos de la campagne bulgare, et non du mariage²²⁹.

L'expédition de Tzimiskès en Bulgarie n'aurait ainsi duré que trois mois et aurait pris fin en juillet 971 comme l'indique le traité transmis par la chronique de Kiev²³⁰. La date donnée par ce traité est d'ailleurs juste : « le mois de juillet, indiction 14 en l'année 6479 »²³¹ ; ce qui confirme les conclusions précédentes.

225. Léon le Diacre, VII, 9. Cette date est acceptée par Schlumberger, Vassilevskij (« Zametka o stat'e N. P. Lambina o gode smerti Svjatoslava » (Remarque à propos de l'article de N. P. Lambin au sujet de l'année de la mort de Svjatoslav), *Trudy IV*).

226. Cedrenus, Bonn II, p. 392.

227. M. Sjuzjumov, « Ob istočnikah L'va Djakona i Skilicy » (Des sources de Léon le Diacre et de Skilitzès), *Vizantijskoe obozrenie*, 2, 1916, pp. 106 et suiv.

228. H. Grégoire, « La dernière campagne de Jean Tzimiskès contre les Russes », *Byzantion*, 12, 1937, pp. 267 et suiv. ; F. Dölger, « Die Chronologie des grossen Feldzuges des Kaisers Johannes Tzimisces gegen die Russen », *Byz. Zeits.*, 32, 1932, pp. 275-292.

229. Cette explication est plus vraisemblable que celle de M. D. Anastaz'evič, qui pense que Léon le Diacre comptait les années en indictions et non en années du monde (le 11 décembre 969 = indiction 13, jusqu'en septembre 970 ; de septembre 970 à septembre 971 = indiction 14. Le printemps de 971 est donc la seconde indiction du règne de Tzimiskès). Cf. M. D. Anastaz'evič, « Carskij god v Vizantii » (L'année impériale à Byzance), *Seminarium Kondakovianum*, II, 1940, p. 178.

230. Notons également que d'après Skylitzès (Léon le Diacre, IX, 9, Bonn pp. 154-155 ; Cedrenus, Bonn II, p. 380), Svjatoslav effectua son avant-dernière sortie de Dorostolon le 20 juillet, et la dernière le jour de la *μνημη* de saint Théodore Stratélate. Or les deux fêtes principales de Théodore Stratélate sont fixées au 9 février et au 8 juin (cf. H. Grégoire, « La dernière campagne de Tzimiskès contre les Russes », *Byzantion*, 12, 1937, pp. 267 et suiv.). Si l'avant-dernière sortie est du 20 juillet 971, la dernière ne peut être dans ce cas que du 9 février ou du 8 juin 972. Mais il semble difficile d'accepter telles quelles les indications de Skylitzès. F. Dölger, d'après une notice du Synaxaire d'Alexandrie où la fête de saint Théodore figure au 20 juillet, suppose que l'annaliste a commis une erreur et que l'épiphanie du saint aurait eu lieu lors de l'avant-dernière sortie de Svjatoslav (F. Dölger, *art. cit.*, pp. 290 et suiv.). Mais H. Grégoire note que le Synaxaire de Constantinople mentionne une fête de saint Théodore Stratélate le 21 juillet, ce qui rend logique la chronologie de Skylitzès. (Cf. H. Grégoire, « La dernière campagne de Tzimiskès contre les Russes », *Byzantion*, 12, 1937, pp. 274-276 ; H. Grégoire et P. Orgels, « Les invasions russes dans le Synaxaire de Constantinople », *Byzantion*, 24, 1954, pp. 41-42.)

231. Le quantième du mois ne peut être fixé qu'approximativement. Dölger, *R.K.O.R.*, 739 : fin du mois de juillet ; d'après D. S. Lihačev, le traité aurait été conclu après le 22 juillet (*P.V.L.*, II, p. 318).

2. *Études diplomatique.*

Le traité de 971 est le seul des traités byzantino-russes qui soit mentionné par les sources byzantines. Selon Léon le Diacre, Svjatoslav, vaincu à Dorystolon, proposa à l'Empereur de conclure la paix en s'engageant à rendre Dorystolon, à libérer les prisonniers et à ne plus attaquer la Bulgarie ; l'Empereur était prié, en échange, d'aider les Russes à retourner dans leur pays, il devait également promettre de ne pas attaquer les navires russes sur la voie du retour et de livrer du blé à l'armée de Svjatoslav ; enfin on renouerait les relations commerciales entre la Russie et Byzance²³². Skylitzès-Cedrenus ajoute que Svjatoslav pria l'Empereur de l'admettre à nouveau parmi ses alliés, et lui demanda d'obtenir des Petchenègues qu'ils n'attaquassent pas les Russes sur le chemin du retour²³³. L'Empereur accepta les conditions de Svjatoslav²³⁴. Les deux hommes se rencontrèrent sur les bords du Danube : Léon le Diacre nous a laissé un vivant tableau de cette entrevue²³⁵.

Nous voyons donc qu'au traité de Svjatoslav correspondaient des engagements byzantins, mais que rien n'indique, à l'inverse des traités de 911 et de 944, qu'une charte impériale ait été établie. Cela s'explique si l'on considère que le traité de 971 ne représente que l'abandon des prétentions russes sur la Bulgarie et l'engagement personnel de Svjatoslav de faire la paix avec Byzance. A ce titre, on peut considérer le document de 971 comme la plus ancienne des chartes princières russes. La question est de savoir s'il fut rédigé par la chancellerie byzantine ou par les Russes eux-mêmes. Nous avons peu de détails sur la manière dont s'effectuèrent les tractations. Nous savons par l'intitulé qu'elles eurent lieu à Dorystolon, en présence de Svjatoslav, de Sveneld son conseiller²³⁶ et du délégué impérial, Théophile le Syncelle, qu'il faut probablement identifier avec l'évêque d'Euchaïtes²³⁷. L'intitulé ne dit pas si ces pourparlers eurent lieu dans la camp byzantin ou dans le

232. Léon le Diacre, IX, 10, Bonn pp. 155-156.

233. Cedrenus, Bonn II, p. 411-412. D'après Cedrenus c'est Théophile, évêque d'Euchaïtes, qui accomplit cette mission auprès des Petchénègues. Néanmoins Svjatoslav fut assassiné par ceux-ci alors qu'il remontait le Dnepr (*P.V.L.*, I, p. 53 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 90). Il est probable que Byzance ne fut pas étrangère à ce dénouement.

234. Léon le Diacre, IX, 10, Bonn p. 156.

235. Léon le Diacre, IX, 10, Bonn pp. 156-157.

236. Svenald est mentionné pour la première fois dans la chronique de Kiev en 945, au service d'Igor (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 39 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 78). Il est mentionné sous le nom de Σφέγκελος par Léon le Diacre, qui en fait le second chef militaire de Svjatoslav (« Σφέγκελος δὲ ἦν ὁ τρίτην ἔχων παρὰ Σκῦθαις μετὰ γε Σφενδοσθλάβον », Léon le Diacre, VIII, 6, Bonn p. 135).

237. Puisque, selon Cedrenus (Bonn II, p. 411-412), Théophile, évêque d'Euchaïtes, aurait pris une part active à ces négociations.

camp russe. Selon la chronique de Kiev, ils auraient eu lieu dans le camp byzantin : les ambassadeurs de Svjatoslav auraient rapporté les paroles de leur prince à l'Empereur, et celui-ci aurait ordonné à l'un de ses scribes de les écrire²³⁸.

Toutefois on ne peut se fier à la relation de la chronique. Si on s'en tient strictement à l'intitulé, on serait tenté de comprendre que le traité fut rédigé en présence de Svjatoslav, c'est-à-dire dans le camp des Russes. Cela n'implique pas nécessairement que la rédaction de la charte doive être attribuée aux Russes : on peut évidemment supposer qu'elle fut écrite par un scribe byzantin attaché au syncelle Théophile, ou qu'elle fut rédigée dans le camp byzantin après les pourparlers. Il est probable en tous cas que les conditions du traité furent dictées à Svjatoslav par le délégué byzantin, comme en témoigne l'engagement pris par le prince russe de ne pas attaquer Chersonèse. Toutefois les particularités du formulaire nous inclinent à penser que cette charte fut rédigée par les Russes.

La suscription est établie au nom du seul Svjatoslav, et correspond au formulaire des chartes princières russes²³⁹. La formule de corroboration est écrite à la première personne du pluriel, sans qu'il faille voir là un pluriel de majesté : le « nous » sous-entend les bojars et le peuple russe, qui sont engagés par le serment de leur prince à respecter le traité. Enfin le mode de validation est le sceau, et non la signature, comme dans le traité de 944. On peut remarquer aussi que le formulaire du traité de 971 est beaucoup plus sommaire que celui du traité de 944. Les formules d'invocation des empereurs sont omises dans l'adresse de l'acte ; les formules initiales et finales sont à peine développées. Il n'est plus question nulle part de Russes chrétiens : Svjatoslav et ses guerriers sont païens, comme l'indique la chronique kiévienne²⁴⁰.

S. Mikucki²⁴¹ souligne certaines irrégularités du formulaire : selon lui, l'énoncé du lieu dans la formule de date n'apparaît pas dans la diplomatie officielle de Byzance à cette époque, et le titre « d'empereurs inspirés par Dieu » ne trouve aucun équivalent dans la titulature byzantine. N. Lavrovskij²⁴² voyait dans le traité de 971 un simple extrait de l'acte dressé par la chancellerie byzantine, car les clauses citées par Léon le Diacre et Skylitzès n'y sont pas mentionnées. On

238. D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 151 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 89.

239. La formule : « az' Svjatoslav knajz' russkij », et l'emploi du style singulier, sont caractéristiques des chartes princières russes du Moyen Âge (cf. *Hrestomatija po istorii russkogo prava*, « Chrestomathie de l'histoire du droit russe », éd. Vladimirskij-Budanov, Saint-Petersbourg, 1908, pp. 93-96).

240. La chronique de Kiev relate que Svjatoslav refusa de se convertir au christianisme (D. S. Lihačev, *P.V.L.*, I, p. 46 ; S. H. Cross, *op. cit.*, p. 83).

241. S. Mikucki, *Études sur la diplomatie russe la plus ancienne*, pp. 31-36.

242. Lavrovskij, *Vizantijskie elementy v jazyke dogovorov Russkikh s Grekami*, pp. 41-42.

peut opposer à ce point de vue celui de S. Mikucki²⁴³, qui suppose que certaines des conditions mentionnées par Léon le Diacre, comme la libération des prisonniers par Svjatoslav, ou l'envoi de blé à l'armée russe par les Byzantins, furent exécutées avant la ratification du document de Svjatoslav. Il nous semble que le texte du traité de 971 forme un tout qui se suffit à lui-même, et que rien ne permet de croire qu'il fut extrait d'un document plus développé. Il est d'ailleurs vraisemblable que le traité fut rédigé sur le lieu même de la défaite de Svjatoslav, quelques jours après cette défaite : il serait étonnant qu'un acte rédigé dans ces conditions ait contenu les nombreuses stipulations commerciales et juridiques qui figurent dans les traités de 911 et 944.

La question se pose encore de savoir si le traité de 971 fut rédigé en russe ou en grec. Le seul indice d'une influence grecque dans la langue de ce document se trouve dans l'intitulé, où nous retrouvons la formule : « Ravno drugaago sveščanija », qui figurait dans l'intitulé des traités de 911 et de 944. En dehors de cette formule, le traité ne contient aucune expression qu'il faille expliquer en ayant recours au grec²⁴⁴. Cependant il est vraisemblable que ce document a été rédigé en grec, puisqu'il devait être remis à l'Empereur.

L'intérêt du traité de 971 réside surtout dans le fait qu'il est le premier document où un prince russe s'exprime personnellement et sans emprunter les formules de la diplomatie byzantine comme la première charte princière russe. Du point de vue littéraire, il est d'ailleurs intéressant de remarquer combien le style, peu raffiné et énergique, de cet acte convient à la personnalité de Svjatoslav, telle qu'elle nous apparaît dans la chronique de Kiev et les sources byzantines.

CONCLUSION

Les quatre traités transmis par la chronique de Kiev constituent une source essentielle pour l'histoire des relations entre Byzance et les Russes. Aucun des documents narratifs dont nous disposons pour le x^e siècle ne pourrait les remplacer. Nous avons cherché à montrer que, malgré certaines réserves de détail, l'authenticité en paraît indiscutable : il s'agit sans aucun doute d'actes officiels passés entre Byzance et la Russie.

Les traités sont très différents les uns des autres par la langue, la forme diplomatique et le contenu : le traité de 911, s'il ne fut pas

243. S. Mikucki, *op. cit.*, pp. 35-36.

244. Nous ne pouvons suivre sur ce point Lavrovskij (*op. cit.*, pp. 93-96) qui considère ce texte comme si embrouillé, qu'il propose d'y voir une traduction grossière du grec. La langue de ce document nous paraît, au contraire, tout à fait claire, et Lavrovskij lui-même n'a pu y relever aucune expression caractéristique du grec.

composé directement à la chancellerie byzantine, reflète certainement un acte rédigé par Byzance. Il ne comporte que les engagements des Russes vis-à-vis de Byzance. Le traité de 944 est, sans doute, un acte officiel byzantin ; il comprend d'une part une charte impériale octroyant aux Russes certains privilèges commerciaux ainsi qu'un statut juridique, d'autre part un préambule et une formule finale rédigés au nom des Russes. C'est le document qui donne l'image la plus claire des négociations diplomatiques byzantino-russes. Enfin, le traité de 971 se présente comme une charte princière russe, et ne reproduit que l'engagement de Svjatoslav de faire la paix avec Byzance ; il ne contient aucune clause commerciale ; l'origine de sa rédaction est incertaine, car il peut aussi bien avoir été écrit par la chancellerie impériale que par les Russes eux-mêmes. Les traités de 911 et de 944 nous sont transmis dans un contexte historique incertain ; ils ne sont pas cités par les sources byzantines ; la chronique de Kiev elle-même ne définit pas de liens rigoureux entre eux et les événements qui les précédèrent. Le traité de 971, au contraire, est l'aboutissement logique d'événements bien connus. Ces différences nous paraissent être une preuve supplémentaire de l'authenticité de ces documents : aucun n'a servi de modèle pour les suivants.

Alors que les sources byzantines et arabes ne nous donnent que des indications rares et fragmentaires sur la vie politique et économique des Russes au x^e siècle, les traités byzantino-russes nous apportent un témoignage précieux sur le développement de l'État kiévien et sur ses relations avec Byzance à cette époque. Sans ces documents, nous saurions, certes, que les Russes faisaient du commerce avec Byzance mais nous n'aurions pas idée de l'ampleur de ce commerce, de ses modalités, de l'intérêt qu'il présentait pour Byzance ; nous serions tentés de croire qu'il était le fait de quelques barbares isolés. Les traités de 911 et de 944 prouvent, au contraire, que Byzance traitait avec les Russes d'État à État, et qu'elle prêtait assez d'importance aux relations qu'elle entretenait avec eux pour leur octroyer de larges privilèges. Du point de vue de l'histoire byzantine, les documents ne manquent donc pas d'intérêt : ils apportent un exemple original de la façon dont pouvaient être rédigés à Byzance, au x^e siècle, des traités internationaux, et ils montrent que les usages diplomatiques de la chancellerie impériale étaient, sans doute, plus souples à cette époque que l'on n'a généralement tendance à le croire. Ils apportent, d'autre part, des précisions sur la législation imposée par Byzance aux étrangers séjournant à Constantinople, et indiquent bien que cette législation pouvait varier selon la nation à laquelle ces étrangers appartenaient.

Enfin les traités de 944 et 971 manifestent un certain antagonisme entre les intérêts des Byzantins et ceux des Russes, en Crimée ou dans les territoires voisins de la Crimée ; ils permettent de penser que

Byzance désirait s'assurer l'alliance ou la neutralité des Russes afin d'affirmer son autorité sur les territoires chersonites.

Du côté russe, les traités représentent la seule source qui donne des indications incontestables sur la civilisation, l'origine, l'organisation politique des Russes au ^x^e siècle. Ils indiquent tout d'abord qu'au début du ^x^e siècle, les Russes étaient capables d'entretenir des relations diplomatiques avec un État aussi évolué que Byzance. La composition des ambassades qui signèrent le traité de 911, et surtout celui de 944, renseigne sur l'organisation de l'État kiévien ; il apparaît nettement que les princes de Kiev dominent les princes des autres villes, selon une hiérarchie bien établie, mais dont nous ne pouvons déterminer exactement le sens. Il apparaît également que le commerce des villes soumises à Kiev, et de Kiev même, était contrôlé par le prince, et dépendait même peut-être entièrement des princes et des marchands signataires des traités. Il est clair, d'après le traité de 944, que dans leurs relations avec Byzance, les Russes ne dissociaient pas leurs intérêts politiques de leurs intérêts commerciaux.

D'autre part, les noms scandinaves des ambassadeurs russes sont d'un grand intérêt pour l'histoire des origines russes : ils indiquent qu'au ^x^e siècle, l'élément scandinave était prépondérant dans l'entourage du prince de Kiev et des autres princes ; plusieurs de ces derniers portent même, dans le traité de 944, des noms scandinaves, comme d'ailleurs la plupart des marchands mentionnés. Inversement, il est intéressant de remarquer que certains princes et princesses, dont les ambassadeurs sont scandinaves, portent eux-mêmes des noms slaves.

Le traité de 944 atteste encore qu'il y avait des chrétiens à Kiev avant la conversion officielle de Vladimir, et si cette indication ne laisse pas de poser des problèmes, elle n'en est pas moins d'une grande importance. Enfin les traités confirment les données vagues des sources narratives sur le mouvement d'expansion des Russes vers l'Orient et vers la côte septentrionale de la mer Noire.

Les traités nous ouvrent de nombreuses directions de recherches, mais leur étude ne peut trouver sa place que dans une enquête générale sur le ^x^e siècle. Il serait particulièrement nécessaire de faire porter le travail sur les points suivants : quelle était la nature réelle des relations byzantino-russes au ^x^e siècle ? Étaient-elles strictement déterminées, du côté byzantin du moins, par une nécessité d'ordre économique ? Il nous semble qu'il faudrait pour cela remonter jusqu'au ^{ix}^e siècle, et reprendre le problème de la première conversion des Russes : la politique russe de Byzance doit s'insérer, en effet, dans le cadre général de la politique byzantine vis-à-vis des Slaves. Il serait important de déterminer jusqu'à quel point l'attitude de Byzance vis-à-vis des Russes était influencée par le premier baptême des Russes, et si Byzance, comme on l'a dit parfois, considérait la Russie comme un État

vassal. L'interprétation des traités byzantino-russes dépend, en grande partie, de la définition de cette attitude fondamentale.

Sur le plan de l'histoire russe, d'autre part, il serait essentiel de déterminer le lien qui existe entre la conclusion des traités et la fusion de Novgorod et de Kiev en un seul État. Il n'est pas indifférent de souligner que c'est au x^e siècle seulement que la « route des Varègues aux Grecs » dépend d'une seule autorité politique, celle de Kiev.

Cette étude ne saurait se contenter des sources écrites, elle suppose un recours systématique aux données archéologiques et numismatiques. Or depuis l'ouvrage de T. J. Arne sur les trouvailles monétaires de Russie et de Scandinavie, paru en 1914, aucune étude d'ensemble n'a été consacrée à cette région, en dépit de nombreuses découvertes récentes. Cependant on ne peut tirer de conclusions certaines des trouvailles monétaires. En ce qui concerne le commerce des Russes avec Byzance, en particulier, si elles semblent prouver que les échanges byzantino-russes eurent une importance particulière au x^e siècle, il n'en reste pas moins que les monnaies byzantines retrouvées en Russie sont rares et dispersées. Il serait dangereux d'en conclure que le commerce des Russes avec Byzance ne fut pas très actif. Sur l'importance réelle de ce commerce, les traités ne nous renseignent pas. Ils n'énumèrent pas les marchandises exportées par les Russes (nous connaissons celles-ci par les auteurs arabes du x^e siècle, et par Constantin Porphyrogénète : il s'agissait surtout de fourrures, de miel et d'esclaves), et surtout, ils ne nous disent pas quelles étaient, parmi ces marchandises, celles qui intéressaient suffisamment Byzance pour ouvrir si largement aux Russes l'accès du commerce constantinopolitain, pour leur donner même le droit d'acquérir cette soie dont l'achat était généralement interdit aux étrangers et aux Grecs eux-mêmes. Ils ne disent pas non plus les modalités de ce commerce et ne précisent pas si les Russes vendaient leurs marchandises contre espèces ou exerçaient un commerce de troc, comme les commerçants bulgares.

Du point de vue russe, comme du point de vue byzantin, les traités sont des documents incomplets, dont l'interprétation varie suivant qu'on les envisage de l'un à l'autre point de vue. La civilisation byzantine du x^e siècle est bien connue ; les traités ne sont qu'une source d'appoint. Au contraire, la situation de la Russie ne nous apparaît guère, pour cette époque, qu'à travers ces maigres documents. La logique voudrait donc que pour en élargir l'étude, on parte de Byzance : dans un cadre connu, il serait plus facile de situer ces textes et d'en apprécier la portée. Ensuite seulement, pourrait-on les utiliser pour une nouvelle approche de l'histoire russe primitive.

Irène SORLIN.

Paris, décembre 1961.

LE DEUXIÈME COLLOQUE
FRANCO-SOVIÉTIQUE D'HISTOIRE
(MOSCOU, 1961)

En octobre 1958, une délégation d'historiens soviétiques spécialisés dans l'histoire de la France avait participé à Paris à un premier Colloque avec leurs collègues français. Le 30 septembre 1961, une délégation française gagnait Moscou pour un deuxième Colloque, qui s'y est tenu jusqu'au 9 octobre. Présidée par M. Labrousse, professeur à la Sorbonne, membre de la Commission permanente du Comité français des Sciences historiques, elle comprenait : MM. Reinhard (Sorbonne), Mousnier (Sorbonne), Duroselle (Institut d'Études politiques), Le Goff (École des Hautes Études), Philippot (École des Langues orientales) qui furent, avec M. Labrousse, les auteurs des six communications présentées ; et MM. Gille (Clermont-Ferrand), Laran (École des Langues orientales), Coquin (Fondation Thiers), Delort (École française de Rome).

Elle fut accueillie à son arrivée par les dirigeants de l'organisme invitant, le Comité national des Historiens soviétiques, dont le président est M. Guber et le secrétaire M. Štrange, ainsi que par M. Hvostov, directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences. Était présent également M. Marcel Girard, conseiller culturel à l'ambassade de France, dont l'activité a beaucoup contribué à mettre sur pied le Colloque. Les voyageurs firent très vite connaissance avec les accompagnateurs qui allaient déployer tant de complaisance et de dévouement pour faciliter leur existence quotidienne : M^{me} Sivolap, M^{lles} Želennina et Byčkova, et M. Šebaldin, un jeune historien qui travaille sur l'histoire financière et sociale de la fin du tsarisme.

La plupart des communications et des discussions qui les suivirent se rapportèrent, dans un équitable balancement, à des aspects de l'histoire de l'U.R.S.S. et de la France offrant entre eux des analogies de thèmes et de périodes. Il fut ainsi possible d'ébaucher l'édification

d'un « monument d'histoire comparée » dont la continuation serait précieuse, et de confronter les méthodes avec lesquelles les historiens des deux pays abordent les problèmes non seulement économiques et sociaux, mais aussi diplomatiques et idéologiques.

* * *

Les rapports de la religion et de la société furent étudiés à propos des *mouvements hérétiques* qui se sont produits en France aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, en Russie de la fin du ^{xiii}^e jusqu'au milieu du ^{xvi}^e siècle. Sans nier aucunement l'importance des crises économiques et des revendications sociales dans la formation des hérésies, M. Le Goff a mis l'accent sur les tendances mystiques et les angoisses métaphysiques de leurs adeptes. De son côté, M^{me} Sidorova, se plaçant au point de vue de la lutte des classes, a souligné dans la discussion les aspects démocratiques et parfois révolutionnaires de ces mêmes mouvements. Rappelons que l'historienne soviétique est une spécialiste de notre Moyen Age par ses travaux sur le régime féodal, les villes, Abélard et les hérésies elles-mêmes. M^{me} Sidorova a appliqué les mêmes règles méthodologiques dans sa communication sur les hérésies russes, notamment sur le groupe des *strigol'niki*, auxquels ont succédé au ^{xv}^e siècle les antitrinitariens (appelés longtemps : judaïsants), sur la hardiesse de leurs idées et la dureté de la répression pour laquelle il y a eu accord de l'Eglise et de l'État. La connaissance de ces questions a fait de grands progrès depuis quelques années grâce à la découverte de nouveaux textes, à l'étude de personnalités comme celles d'Ivan Černyj et de Théodose le Louche. Elle a été particulièrement rajeunie par les publications de N. A. Kazakova et Ja. S. Lur'e, d'A. A. Zimin, d'A. I. Klibanov. Grâce à cet ensemble de recherches, on peut mieux mesurer le bouillonnement d'idées qui a marqué les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles en « Moscovie ».

Le problème méthodologique s'est présenté de manière comparable à propos des *mouvements populaires du ^{xvii}^e siècle*. M. Mousnier en a fait l'analyse pour la France. Puis M. Tikhonov les a retracés en Russie, depuis la révolte de Bolotnikov jusqu'à celle de St. Razin en montrant les effets de l'aggravation du servage. Il a évoqué aussi les soulèvements urbains, ceux de Moscou en 1648 et 1660, dont l'étude a été reprise récemment par I. I. Smirnov et S. V. Bahrušin, et qui présentent des caractères beaucoup plus complexes. Il en conclut que dans les différents cas les nobles et les marchands ont soutenu le gouvernement après avoir obtenu satisfaction pour leurs propres exigences. Dans une intervention non préparée, M. Poršnev, dont on connaît les travaux sur le ^{xvii}^e siècle français et qui a pu utiliser à

Leningrad les papiers du chancelier Séguier, a exposé ses thèses, qui sont identiques pour les deux pays.

Selon les deux historiens soviétiques, les révoltes du ^{xvii}e siècle groupent les prolétaires des villes et des campagnes contre le « front » des privilégiés et des possédants (alliance de la monarchie avec la noblesse et la bourgeoisie) : il n'y a pas encore conscience de classe, mais il y a lutte des classes. M. Mousnier, lui, rappelle que la France est sortie du féodalisme proprement dit, caractérisé par le travail servile en économie fermée, pour entrer dans le régime seigneurial et l'économie d'échanges. En étudiant les « émotions populaires », il constate souvent le rôle d'encadrement et d'excitation que jouent des nobles ou des bourgeois : c'est pour y parer que le pouvoir royal s'efforce de faire entrer à son service une fraction de la classe moyenne.

La période de la Révolution a donné lieu à deux rapports qui n'avaient pas entre eux les liens des communications précédentes. M. Reinhard a présenté des *Observations sur le rôle révolutionnaire de l'armée dans la Révolution française*, observations d'autant plus attachantes pour ses auditeurs que cette question n'a pas fait l'objet d'ouvrages d'ensemble et qu'elle pouvait leur suggérer d'intéressantes comparaisons avec le rôle de l'armée dans la naissance de l'Union Soviétique. M. Reinhard a montré comment l'atmosphère intellectuelle du ^{xviii}e siècle avait favorisé l'éclosion d'une notion nouvelle, celle du soldat considéré comme un homme et un citoyen ayant le droit d'aller, dans certaines circonstances, jusqu'au refus d'obéissance : c'est sur cet état d'esprit que comptait Mirabeau, le 23 juin 1789. Pendant la Révolution elle-même, l'armée passe de cette attitude négative à une attitude positive : le soutien actif de la Révolution contre ses adversaires du dehors et du dedans. Par la levée en masse elle prend un caractère véritablement national. Dans les « journées » révolutionnaires, elle se complète par les « sections en armes » et l'appel aux civils. Son homogénéité de sentiments vient en grande partie de ce que ceux qui ne partagent pas le même idéal ont émigré ou déserté. Les campagnes impériales montrent par de nombreux traits la survie de cette mentalité révolutionnaire.

L'Union Soviétique, on le sait, a la bonne fortune de posséder les papiers de Babeuf, dont elle a fait l'acquisition. M. Dalin, qui les connaît admirablement, est l'auteur de nombreux travaux sur l'homme, ses idées, ses relations (avec Marat, Robespierre, Danton). Il a évoqué avec feu l'intérêt que présente cette documentation pour l'histoire de la Révolution et des doctrines socialistes, en rappelant les différences qui séparent le babouvisme du communisme moralisant du ^{xviii}e siècle aussi bien que du socialisme utopique de la première moitié du ^{xix}e. A l'aide de textes inédits, que son public français a particulièrement

appréciés, M. Dalin a précisé le système agraire envisagé par Babeuf, sa conception de l'économie dirigée, l'intérêt qu'il portait non seulement aux petits propriétaires ruraux, mais aussi aux salariés agricoles et aux travailleurs des villes : de sa prison picarde, il se passionnait pour les grèves des ouvriers parisiens en 1791.

Tenant compte du fait que, pour le XIX^e siècle, on a surtout étudié jusqu'à maintenant l'évolution industrielle et le mouvement ouvrier, M. Labrousse a consacré sa communication à un domaine moins souvent abordé : *Rentes, salaires et profits dans l'agriculture française de 1815 à 1914*. Jusqu'en 1873, la rente foncière des non-exploitants, malgré des difficultés, avance ou résiste ; ensuite elle décline pour en revenir au taux du XVIII^e siècle finissant. Les salaires ont, en monnaie constante, à peu près quadruplé de 1790 à 1913 ; avant 1873, ils s'élèvent moins vite que la rente, après cette date la tendance est inversée. Quant au profit des cultivateurs, il marque une élévation du pouvoir d'achat, surtout entre 1850 et 1873, puis entre 1897 et 1913 ; mais elle est très irrégulière, et les journaliers y participent faiblement (d'où leur rôle dans l'exode rural). Les choses se passent donc à peu près comme pour l'industrie, mais l'élasticité plus grande du profit industriel avive, chez les ouvriers, le sentiment de frustration et la conscience de classe.

Ce cadre, dessiné avec rigueur dans la méthode mais aussi avec prudence dans les conclusions, incitait, là encore, à la comparaison. Ce fut l'objet d'une improvisation de M. Jacunskij, spécialiste de l'histoire économique de la Russie au XIX^e siècle. Il faut, a-t-il souligné, distinguer en Russie les deux périodes que sépare la réforme de 1861. Jusqu'à cette date, la rente foncière est de caractère « féodal », et elle se présente sous la forme de corvées ou de redevances ; dans les deux cas, elle augmente nettement, surtout dans les trente années qui précèdent la réforme. Après 1861, il s'agit d'une rente capitaliste ; à travers de nombreuses fluctuations et l'emprise croissante des hypothèques sur les domaines, elle continue à progresser. Pour les salaires, on n'a guère de données sûres avant la réforme ; ensuite on constate que, pour l'agriculture comme pour l'industrie, le pouvoir d'achat auquel ils correspondent reste stationnaire. Enfin les profits ne cessent de s'élever, mais c'est surtout vrai pour l'industrie où, à la différence de l'Europe occidentale, ils ne connaissent pour ainsi dire pas de ralentissement : c'est une des raisons qui attirent en Russie les capitaux étrangers.

Le XIX^e siècle est aussi celui de la pensée socialiste sous ses différentes formes. L'académicien Volgin, qui a consacré de nombreuses années à l'étude des « utopistes », devait exposer *les théories de P. Leroux*, « un épigone de Saint-Simon ». Au regret de tous, son

grand âge et son état de santé l'ont empêché d'être présent lui-même. Mais les assistants ont écouté avec le plus vif intérêt la lecture de sa communication, qui montrait en P. Leroux un esprit souvent confus, encore imprégné, malgré ses visions d'avenir, de conceptions traditionnelles et peu réalistes.

Pour l'époque contemporaine, ce sont deux spécialistes des relations internationales qui sont entrés en action. Leurs recherches portaient sur le même domaine : *les origines du traité franco-soviétique d'assistance mutuelle*, signé le 2 mai 1935 à Paris. M. Duroselle a dégagé la politique de Louis Barthou à l'égard de l'U.R.S.S. en 1934. Comment expliquer qu'un homme de droite, aussi hostile au communisme que Barthou, ait déployé une telle activité pour rapprocher les deux pays ? Armé de citations convaincantes, M. Duroselle montra que Barthou, patriote sincère qui a vite mesuré la menace hitlérienne, faisait passer l'intérêt national avant ses convictions politiques. Le gouvernement tsariste n'avait-il pas fait alliance avec la République française ? L'entente avec l'U.R.S.S. devait être la pièce maîtresse du grand « pacte de l'Est » que Barthou rêvait d'établir pour neutraliser les ambitions germaniques. Il put seulement faire admettre l'U.R.S.S. à la Société des Nations (septembre 1934) : trois semaines après, il était assassiné à Marseille en même temps que le roi de Yougoslavie.

Pour sa part, M. Manfred, qui a beaucoup écrit sur la France au XIX^e siècle et surtout sur sa politique extérieure, s'est attaché, dans le même cadre général, à montrer l'évolution de l'opinion publique en France entre 1930 et 1934. L'hostilité de nombreux milieux français à l'idée d'un rapprochement avec l'U.R.S.S. cède peu à peu du terrain. C'est dû à l'action d'hommes politiques comme Herriot, Paul-Boncour, Yvon Delbos, Paul Reynaud et Barthou lui-même. C'est le point de vue de cercles d'affaires qui sont favorables au développement de relations commerciales. Les relations culturelles se resserrent aussi : une délégation de savants français se rend à Moscou. La conscience du péril nazi et de la force croissante de l'U.R.S.S. tend, pour le public, à identifier ce rapprochement avec une politique de défense nationale.

L'accord entre les deux rapporteurs fut pratiquement complet. Il n'y eut donc pas matière à ample discussion, mais l'assemblée eut le privilège d'entendre un diplomate qui joua un rôle de premier plan, M. l'ambassadeur Majskij, évoquer avec vie des souvenirs personnels et exposer avec talent sa conception de cette période : un État a besoin de s'incarner en des patriotes à l'esprit ouvert comme Barthou qu'il compara à W. Churchill ; or Barthou n'était pas soutenu par la majeure partie de la bourgeoisie qui depuis 1919 — et surtout depuis 1930 — n'avait plus foi en l'avenir. Après lui, sa politique fut continuée sans conviction ni sincérité par P. Laval.

Comme on le voit, les Français ont traité essentiellement de leur pays. Un des rapports, toutefois, avait pour thème un aspect capital de l'évolution économique et sociale de la Russie au XIX^e siècle : *les effets de la réforme agraire de 1861*. C'est M. Philippot qui l'a présenté, en exposant le résultat des recherches, relatives à la province de Khar'kov, qu'il a menées à Moscou et Leningrad. Survenant l'année où on célèbre le centenaire de la réforme agraire, cette communication prenait une valeur encore plus grande. En l'applaudissant avec chaleur, nos collègues soviétiques ont montré à la fois l'intérêt qu'ils avaient pris à cet exposé et la sympathie qu'ils éprouvaient pour le travail de l'équipe d'historiens slavissants au développement de laquelle se consacre M. Portal, professeur à la Sorbonne et président de l'Institut d'Études slaves.

Comparée au dernier recensement des « âmes » en vue de la capitation (1858), l'enquête réalisée par les *zemstva* en 1885 fait ressortir avec précision que la quantité de terre exploitée par les paysans est restée presque stationnaire alors que la population augmentait de 50 %. Et cela au moment où, au village même, les ressources complémentaires se raréfiaient ! La réforme a, de plus, privé les paysans d'une grande partie des pâturages, et ils ne disposent pas de matériel agricole. En dépit du travail communautaire, mal appliqué ou détourné de ses fins, l'inégalité entre les exploitations s'aggrave ; les pauvres louent leur terre ou leur travail ; une concentration s'opère en faveur des riches. C'est ce qui amène les marxistes à condamner le système du fermage, alors que les populistes l'accepteraient sous la condition d'un contrôle. La désagrégation de la société rurale fait tomber beaucoup de paysans au rang de prolétaires ou de semi-prolétaires.

Dans la discussion qui suivit, quelques compléments et des nuances régionales furent apportées. V. K. Jacunskij compara la province de Khar'kov à celles de Tchernigov et Poltava, rattachées beaucoup plus tard à l'État moscovite et ayant conservé l'exploitation par feu. P. G. Ryndzjanskij, auteur d'importants travaux sur l'économie et la population de la Russie au XIX^e siècle, souligna l'utilité de confronter les documents des *zemstva* avec les documents d'État. Deux spécialistes des questions agraires intervinrent aussi : Ja. I. Linkov mit l'accent sur les conséquences révolutionnaires de la réforme et rappela la parole de Lénine : « L'année 1861 a engendré l'année 1905 » ; son collègue M. Ivanov signala d'autres sources à consulter, notamment l'enquête de Korolenko, avec les réponses des propriétaires fonciers.

* * *

Ces séances quotidiennes de travail se tenaient dans le cadre sympathique de la « Maison des Savants », au pied d'un grand portrait de Gorkij. Elles furent suivies de nombreuses conversations qui ont

permis de nouer ou de renouer des relations dont la cordialité peut être acceptée comme un gage de durée. Elles ont permis à la délégation, en dehors des spectacles auxquels elle a été conviée et des promenades que la situation centrale de l'Hôtel Moskva a facilitées, de participer à un certain nombre de visites et de cérémonies. Elle a été accueillie à la nouvelle Université par M. le Recteur, qui a bien voulu répondre à de multiples demandes de renseignements. Elle a parcouru le Service central des Archives sous la conduite de son directeur, M. Belov. Le président de la délégation, M. Labrousse, a été reçu à l'Institut de marxisme-léninisme par M^{me} Stepanova. Là, comme en toutes occasions analogues, il a formulé le vœu des historiens français, qui est de se voir faciliter la communication des inventaires et l'accès aux archives des dépôts les plus importants, au moins pour l'étude de la période antérieure à 1914. Enfin le groupe s'est entretenu, dans les salons de l'ambassade de France dont M. Maurice Dejean a bien voulu faire les honneurs, avec différentes personnalités soviétiques et françaises.

Le caractère franc et amical des entretiens, la courtoisie des discussions, l'excellente organisation matérielle du séjour et jusqu'au soleil persistant, que nos hôtes ont interprété comme un heureux présage, tout a contribué à laisser aux membres de la délégation française le plus agréable souvenir d'un Colloque fructueux que l'on espère voir suivi de nombreux autres.

M. LARAN.

Paris, 1961.

LE XII^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉTUDES BYZANTINES

Du 10 au 16 septembre 1961 s'est tenu à Ochrid, Yougoslavie, le XII^e Congrès international des Études byzantines. On ne pouvait souhaiter cadre mieux choisi : la ville d'Ochrid, au bord d'un lac pittoresque, a été profondément marquée par la civilisation byzantine, dont elle conserve de nombreux vestiges. Le Comité d'organisation, présidé par G. Ostrogorskij, un des plus éminents byzantinistes vivants, a réservé un accueil chaleureux aux participants. Leur nombre révélait l'intérêt que suscitent dans le monde entier les études byzantines : alors que le premier congrès, en 1924, ne comptait que quelques dizaines de membres, cette fois six cents congressistes représentaient vingt-huit pays et cent soixante Instituts.

Le Congrès ne comportait pas de thème d'études principal, mais plusieurs thèmes de base, articulés sur un plan organique, et qui ont dépassé parfois le cadre purement byzantin. Néanmoins les titres des principaux rapports présentés aux séances plénières montrent que les aspects fondamentaux de l'histoire byzantine ont été traités : ville et campagne à Byzance du VI^e au XII^e siècle ; principes et méthodes de la diplomatie byzantine ; palamisme et humanisme ; le principe de la composition dans le chant oriental ; la peinture en Macédoine du XI^e au XII^e siècle ; chancellerie byzantine et chancellerie serbe ; l'architecture de la basse antiquité et du haut moyen-âge dans les Balkans ; la littérature slave et son arrière-plan byzantin ; le droit vulgaire de l'Empire d'Orient, les droits byzantin, balkanique et serbe. On pouvait observer cependant, en raison du cadre géographique du Congrès et des principales préoccupations des organisateurs, un centre d'intérêt bien marqué pour l'influence culturelle de Byzance sur les Slaves du Sud.

Dans ce domaine, le rapport sur la peinture en Macédoine au XI^e et au XII^e siècle, malgré l'absence du principal rapporteur, M. Lazarev (Moscou), a suscité de très vifs débats. V. Lazarev distingue deux

périodes. Une première, qui s'étend jusqu'au milieu du *x^e* siècle, est liée à l'essor de la civilisation slave en Macédoine, civilisation qui apparaît au premier chef comme une civilisation locale. La deuxième période est marquée par l'hellénisation de la Macédoine, l'influence de Constantinople et l'affaiblissement de l'apport slave, sans toutefois que V. Lazarev admette l'existence d'une école de Thessalonique. O. Demus (Vienne) se ralliait avec quelques réserves à ces conclusions, alors que St. Pélékanidès (Thessalonique) les contestait. Les historiens yougoslaves ont présenté un rapport très étendu sur l'architecture de la basse antiquité et du haut moyen-âge dans les régions centrales des Balkans, en faisant état des plus récentes recherches archéologiques portant sur ces régions. Leur étude dépassait largement les limites impliquées par le titre, et intéressait des problèmes de la continuité de la vie urbaine, et de la persistance des voies de communication du *vi^e* au *x^e* siècle. Selon eux, il n'y a eu ni interruption de la vie urbaine, ni arrêt de la circulation routière, tout au moins en ce qui concerne les artères principales. Ils remarquaient cependant que les liens entre l'architecture du haut moyen-âge et celle de la basse antiquité sont lâches ; mais les rapports avec l'architecture byzantine contemporaine ne sont guère mieux définis : ce n'est qu'au *x^e* siècle que l'on trouve des relations plus directes entre l'architecture balkanique et l'architecture byzantine de la même époque. Il ne faut pas en conclure pour autant que cette période « vide », entre la fin du *vi^e* siècle et la deuxième moitié du *x^e* siècle, est une époque de stagnation. Elle témoigne d'une civilisation composite dont les sources doivent être recherchées à la fois dans la tradition de la basse antiquité, dans l'influence de la culture du Proche-Orient byzantin et chrétien, et dans l'ancienne culture slave.

Ces thèses générales, exposées par Dj. Bošković, ont été corroborées par des rapports plus techniques portant sur : la rénovation du type basilical dans l'architecture ecclésiastique des pays centraux des Balkans du *x^e* au *xii^e* siècle (D. Stojković) ; l'église ronde de Preslav et le problème des traditions paléo-byzantines dans l'architecture balkanique du moyen-âge (Dj. Stričević) ; les églises triconques médiévales en Serbie et en Macédoine et la tradition de l'architecture paléo-byzantine (Dj. Stričević) ; l'ornement architectural de la basse antiquité et du moyen-âge dans les régions centrales et orientales de la péninsule balkanique (I. Nikolaević-Stojković). Cependant une divergence apparut entre K. Mijatev (Sofia) et les archéologues yougoslaves, pour lesquels la construction de l'église ronde de Preslav, dont l'architecture dénote une forte influence byzantine, remonte à la fin de la basse antiquité. Selon K. Mijatev, elle est beaucoup plus tardive — et ceci va à l'encontre de la théorie sur l'affaiblissement de l'influence byzantine dans les Balkans.

Le domaine dans lequel la civilisation byzantine a exercé la plus grande influence sur le monde slave est celui de la littérature. R. Jacobson (Harvard) traitait plus particulièrement les rapports entre la versification slave et la versification byzantine, les études effectuées au cours des dernières années permettant de mieux apprécier la qualité des traductions poétiques slaves. L'exposé très minutieux et documenté de I. Dujčev (Sofia) faisait le tour des problèmes que pose l'étude comparative de l'ancienne littérature slave et de la littérature byzantine : les traductions des écrits liturgiques antérieurs à l'établissement des Slaves dans la péninsule balkanique remontent aux premiers siècles de la conversion ; les versions slaves des œuvres patristiques sont moins nombreuses : il est à supposer, en effet, qu'à l'époque où les traducteurs slaves prirent connaissance de la littérature patristique, ces œuvres étaient devenues rares et inaccessibles même aux Byzantins ; mais, en revanche, les écrits les plus importants des premiers auteurs patristiques sont connus par un nombre considérable de versions. Quant aux traductions des œuvres byzantines postérieures à l'établissement des Slaves dans la péninsule balkanique, leur nombre est relativement moins élevé, et les principes qui ont présidé à leur choix plus difficiles à définir. Les Slaves ont traduit avant tout des écrits religieux, mais aussi juridiques et historiographiques (exclusivement des chroniques, dont la traduction présentait moins de difficultés). Le nombre des textes poétiques et scientifiques, tout en restant considérable, est relativement plus restreint. Ainsi les Slaves ont-ils largement puisé dans presque tous les domaines de la littérature byzantine. Leurs traductions permettent souvent de mieux connaître les textes grecs, quand l'original a été perdu ou quand nous ne disposons que d'une version tardive. Les Slaves contribuèrent donc à perpétuer l'héritage littéraire byzantin longtemps après la disparition de l'Empire. L'étude de I. Dujčev donne une liste très détaillée de ces écrits byzantins traduits par les Slaves.

Après le domaine de la littérature, c'est dans le domaine juridique que l'influence byzantine sur les Slaves a été examinée. H. F. Schmid (Vienne) étudie les rapports entre le droit vulgaire de l'Empire d'Orient, les droits byzantin, balkanique et slave. Le co-rapporteur, S. Soloviev (Genève) examina plus particulièrement l'influence du droit byzantin sur les droits bulgare, serbe, russe, roumain et géorgien.

Hors du champ des relations byzantino-slaves, le rapport qui a suscité le plus grand intérêt a été celui des historiens soviétiques N. V. Pigulevskaja (Leningrad), E. E. Lipšic (Leningrad), M. I. Sjuzjumov (Sverdlovsk), A. P. Každan (Moscou) : « Gorod i derevnja v Vizantii v VI^e XII^e v » (La ville et la campagne byzantine du VI^e au XII^e siècle). Les auteurs n'ayant malheureusement pu assister au Congrès, ce rapport collectif fut présenté par Z. Udal'cova (Moscou),

qui en avait été le rédacteur principal. Au cours des dernières années ce problème a fait l'objet de plusieurs études de détail, surtout de la part des historiens soviétiques: sur la base de ces travaux, ceux-ci ont voulu procéder à un examen plus général des rapports entre ville et campagne à travers toute l'histoire de Byzance. La discussion de ce rapport, ainsi que des rapports complémentaires de P. Lemerle (Paris), P. Charanis (Rudgers University) et D. Angelov (Sofia), s'est prolongée au delà des limites qui lui avaient été fixées. Elle a porté surtout sur le problème, cher aux historiens soviétiques, de l'existence de la féodalité à Byzance. Le fossé qui sépare les historiens soviétiques des historiens occidentaux semble d'ailleurs se rétrécir quelque peu. La principale divergence reste, semble-t-il, l'emploi du terme « féodalisme », auquel on n'attribue pas de part et d'autre le même contenu.

Parallèlement aux séances plénières, les congressistes participèrent au travail de neuf sections (deux sections d'histoire, deux d'art et d'archéologie, une section de philologie et histoire de la littérature, histoire de l'Église et théologie, droit et sciences spéciales, sciences auxiliaires, musicologie). Il y eut près de trois cents communications, portant sur les sujets les plus divers, qui ont permis de faire connaître les nouvelles découvertes, de confronter les recherches dans les diverses spécialités, d'élargir la problématique et de faire le point sur plusieurs questions particulières. La mise sur pied de cette sorte d'équipe internationale, — même si le temps a manqué pour qu'apparaissent pleinement les effets pratiques du travail en commun —, a été un des résultats positifs du Congrès. On y a également renouvelé la composition du Comité international des Études byzantines, dont P. Lemerle (Paris) devient président, et D. Zakythinos (Athènes) secrétaire général. Il a été décidé, enfin, que le prochain congrès se tiendra dans cinq ans, à Oxford.

Hélène MIAKOTINE.

UNE ENQUÊTE SUR L'ÉVOLUTION DU BUDGET DES FAMILLES OUVRIÈRES EN U.R.S.S.

Les *Cahiers du Monde Russe et Soviétique* ont jugé utile de publier ce document extrait de la revue *Trud i Zarabotnaja plata* éditée par l'Institut Scientifique du Travail dépendant du Comité du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. pour les questions de travail et de salaire¹ parce que c'est la première enquête importante publiée sur les budgets des familles ouvrières en U.R.S.S. depuis la guerre. Elle permet d'apprécier assez exactement dans quelle mesure s'est amélioré le niveau de vie des travailleurs à Moscou, Ivanovo, Gorki, de 1951 à 1959. Les notes et l'adaptation sont de J. Trivous.

Cette étude portait au départ sur 103 foyers mais elle s'est finalement arrêtée à 92 budgets ; les chercheurs de l'Institut du Travail ayant estimé que les 11 autres n'étaient pas suffisamment caractéristiques. Cependant, malgré le nombre limité des budgets étudiés, les résultats de cette recherche « sont d'un intérêt certain » selon les auteurs.

I. — ÉVOLUTION DES SALAIRES ET STRUCTURE DES DÉPENSES

Les budgets des familles qui ont fait l'objet de cette étude ont été classés d'une part d'après les villes où elles résident (Moscou, Gorki, Ivanovo) ; d'autre part en fonction des branches d'industrie dans lesquelles elles travaillent (sidérurgie, construction mécanique, industrie chimique et textiles) ; et enfin selon le revenu moyen par membre de famille (moins de 400 roubles, 400 à 700 roubles et plus de 700 roubles). Les auteurs de la première partie de cette étude, F. Alešina et Ja. Kabačnik, notent que ces différents revenus doivent être considérés comme légèrement sous-estimés, certains services gratuits et allocations de l'État ou des organisations sociales ne se laissant pas toujours complètement déceler.

Utilisant le revenu monétaire moyen par famille comme « indice global », ils constatent d'abord l'élévation du niveau de vie des familles étudiées. Ce revenu est passé de 1 585 roubles en mars 1951 à 1 772 roubles en mars 1956 (augmentation de 11,8 %) et à 2 063 roubles en mars 1959 (augmentation de 30,2 %). De cette manière, le revenu monétaire moyen par famille s'est accru

1. « Nekotorye rezul'taty opytnogo issledo vanija bjudžetov ravočih semejstv », *Trud i Žarabotnaja plata*, n° 12, Moscou, 1960.

de 2,3 % en moyenne entre 1951 et 1956, et de 5,2 % par an entre 1956 et 1959.

Le rapport de l'Institut du Travail remarque qu'à ce premier facteur d'élévation du niveau de vie s'en est ajouté un second : la baisse des prix « systématique des produits alimentaires et manufacturés » dans les magasins de l'État.

Enfin, pour apprécier dans toute son ampleur l'amélioration du niveau de vie des familles étudiées, il faut faire intervenir un autre indice, le revenu monétaire moyen par personne au foyer, lequel a augmenté plus rapidement que le revenu monétaire moyen par famille. Le nombre moyen des personnes par foyer dans les familles étudiées a en effet légèrement diminué entre 1951 et 1959 du fait du départ d'enfants devenus indépendants : 4,14 membres en moyenne en 1951 ; 4,09 en 1956 ; 3,87 en 1959.

Le revenu monétaire moyen par personne au foyer pour les 92 familles étudiées est passé de 383 roubles en mars 1951 à 433 roubles en mars 1956 et à 533 roubles en mars 1959. Ceci représente une augmentation annuelle moyenne de 3,3 % de 1951 à 1956, et de 7 % entre 1956 et 1959.

TABLEAU I

Répartition des 92 familles en fonction du revenu moyen par personne.

Revenu moyen par personne	Nombre de familles			Pourcentage		
	Mars 1951	Mars 1956	Mars 1959	Mars 1951	Mars 1956	Mars 1959
Moins de 400 roubles	46	40	15	50,0	43,5	16,3
401 à 700 roubles	35	37	57	38,1	40,2	62
Plus de 700 roubles	11	15	20	11,9	16,3	21,7

Le rapport de l'Institut du Travail étudie ensuite les facteurs de l'augmentation des revenus monétaires des familles étudiées.

Le total des salaires reçus par l'ensemble des personnes actives des familles considérées a augmenté de 41,8 % entre 1951 et 1959.

Au cours de cette période, le salaire moyen des chefs de ces familles a augmenté de 22,4 % et celui des autres membres de ces familles s'est accru de 92,8 %.

Cette différence s'explique par une sensible augmentation du nombre des travailleurs par famille : d'une part, des enfants à charge en 1951 ont acquis un emploi tout en demeurant dans le foyer paternel ; d'autre part des femmes qui, en 1951, étaient occupées aux soins du ménage, ont également acquis un emploi.

Cette augmentation du nombre de travailleurs tient, écrivent les auteurs du rapport, au « vieillissement » des familles étudiées, et aussi — en ce qui concerne les ménagères devenues ouvrières — « à l'augmentation du nombre des crèches et maisons d'enfants, à l'amélioration des services commerciaux et autres qui facilitent le ménage »...

Mais le salaire n'est pas la seule source des revenus des familles étudiées (voir tableau 2).

De 1951 à 1956, la part des différentes allocations a légèrement diminué par rapport à celle, croissante, des salaires, mais cette tendance s'est renversée en 1956, grâce, notamment, à l'augmentation des retraites.

Quant à la part des exploitations privées — de nature essentiellement agricole —, elle diminue régulièrement, du fait, d'une part, de « l'amélioration

TABLEAU 2

Les différentes sources de revenus des 92 familles considérées (en pourcentage).

Nature des revenus	Mars 1951	Mars 1956	Mars 1959
Salaire du chef de famille	52,7	50,9	49,6
Salaire des autres membres de la famille	20,0	28,3	29,7
Total des salaires	72,7	79,2	79,3
Primes n'entrant pas dans le salaire ..	1,0	1,5	0,9
Allocations, sécurité sociale, retraites, bourses, etc.	5,8	4,8	6,2
Revenus des exploitations privées	3,5	2,4	1,8
Autres gains (intérêts, etc.)	17,0	12,0	11,1
TOTAL	100	100	100

du travail du commerce de l'État » et d'autre part, de l'intégration croissante des membres de ces familles dans les entreprises d'État. Pour ces deux raisons, « l'obtention de produits de sa propre exploitation privée devient peu intéressante ».

Donnant ensuite un aperçu de l'évolution des revenus monétaires de ces 92 familles selon leur lieu d'habitation, les auteurs du rapport notent que la part des revenus provenant des exploitations privées est particulièrement insignifiante à Moscou (0,8 % en 1959 contre 2,0 % à Gorki et 3,0 % à Ivanovo à la même date). Mais la tendance à leur diminution est également sensible dans ces dernières villes.

En ce qui concerne l'ensemble des revenus des familles ouvrières étudiées, ils sont plus élevés pour celles qui habitent Moscou. Cette différence s'explique « pour l'essentiel », selon le rapport, par le fait que les membres actifs de ces familles moscovites travaillent dans des branches d'industrie payant des salaires plus élevés (construction mécanique et sidérurgie) tandis que ceux de Gorki sont employés dans la construction mécanique et l'industrie chimique, et ceux d'Ivanovo dans les industries textiles.

Toutefois ces différences entre les trois villes tendent à diminuer grâce aux mesures de relèvement des bas salaires, à la part croissante des services gratuits à la population, etc. Ainsi, dans les familles étudiées, pour 100 roubles gagnés à Moscou, on reçoit dans les deux autres villes :

	Mars 1951	Mars 1956	Mars 1959
Gorki	77,8	78,4	90,3
Ivanovo	—	72,1	89,5

*
* * *

Le rapport de l'Institut du Travail passe ensuite à l'examen de l'évolution de la structure des dépenses des familles étudiées.

Le tableau 3, ci-dessous, en donne les lignes principales (moyenne familiale en pourcentage par rapport à 1951) :

TABLEAU 3

	Mars 1956	Mars 1959
Dépenses globales	111,8	130,2
dont :		
logement, chauffage, services communaux	102,2	132,4
alimentation	109,0	133,0
articles industriels, meubles et appareils ménagers compris	111,6	154,9
dépenses culturelles	159,4	209,2
hygiène et soins	115,1	137,7

Par rapport au total des dépenses, l'évolution en pourcentage est représentée dans le tableau 4 :

TABLEAU 4

	Mars 1951	Mars 1956	Mars 1959
Logement, chauffage, services communaux (non compris l'entretien et la construction de nouveaux appartements)	4,4	4,0	4,4
Alimentation, y compris l'alimentation collective (cantines) et les établissements pour enfants	51,8	50,7	49,1
Vêtements, linge, chaussures, meubles et articles de ménage	18,0	17,9	21,9
Dépenses culturelles (cinéma, théâtre, journaux, livres, revues)	1,5	2,2	2,5
Tabac	0,9	0,9	0,9
Cotisations versées aux organisations sociales	1,3	1	1
Impôts	6,1	6,7	6,3
Autres dépenses	13,8	14,4	11,6
TOTAL	100	100	100

Dans leurs commentaires des tableaux 3 et 4, les auteurs du rapport remarquent que l'augmentation en valeur absolue des dépenses de logement correspond à l'obtention par une importante partie des familles étudiées, de logements plus spacieux, surtout à partir de 1956.

Ils mettent par ailleurs l'accent sur le doublement en valeur absolue des dépenses culturelles et sur l'augmentation sensible des achats de vêtements, meubles, etc. : leur part croissante dans la structure des dépenses « reflète l'élévation du niveau de vie et du niveau culturel des familles ouvrières étudiées ».

Quant à l'accroissement des dépenses alimentaires, il correspond notamment

à une « consommation accrue de produits de plus grande valeur, surtout de produits de l'élevage ». Le rapport précise : « les dépenses alimentaires dans le nombre de familles étudiées se rapprochent du niveau qui assure une alimentation physiologiquement suffisante, surtout en ce qui concerne des produits tels que le sucre, les matières grasses, le poisson ».

Il souligne : « l'augmentation des dépenses pour l'alimentation (cependant que leur part diminue dans l'ensemble des dépenses) s'est produite en même temps que des baisses réitérées des prix de détail des produits alimentaires dans les magasins de l'État ».

Les données des tableaux 3 et 4 semblent indiquer par ailleurs que la légère diminution de la part des dépenses alimentaires correspond surtout à une baisse des prix dans les cantines et les « établissements pour enfants ».

Les transformations de la structure des dépenses dans chaque groupe de familles classées selon le revenu moyen par personne au foyer paraissent particulièrement intéressantes.

TABLEAU 5

Structure des dépenses des 92 familles en mars 1959 (1951 = 100).

	Groupes de familles au revenu moyen par personne (en roubles)		
	Moins de 400	401 à 700	Plus de 700
Alimentation, y compris l'alimentation collective et les établissements pour enfants	119,0	125,4	132,0
Vêtements, linge, chaussures, meubles et articles de ménage	107,3	116,6	209,0
Dépenses culturelles	441,3	240,2	131,6
Hygiène et soins	165,9	141,3	115,4

Les auteurs du rapport notent d'abord que les familles à « revenus moyens et à revenus élevés » ont, dans une bien plus large mesure que celles à « bas revenus », accru leurs achats d'articles industriels. Puis ils rappellent que les familles à « bas revenu » sont sensiblement moins nombreuses en 1959 qu'en 1951. Ensuite, ils constatent que les familles dont le revenu moyen par personne reste inférieur à 400 roubles consacrent en premier lieu l'augmentation de leurs recettes à l'amélioration de leur alimentation.

Toutefois, il faut aussi remarquer que ces familles à « bas revenus » sont celles qui ont également accru le plus vite leurs « dépenses culturelles », tandis que les familles aux « revenus élevés » augmentaient davantage leurs dépenses alimentaires²...

Cette augmentation très rapide des dépenses culturelles ainsi que de celles consacrées à « l'hygiène et aux soins » dans les familles à bas revenus tend à les rendre comparables aux dépenses pour ces mêmes postes dans les familles à revenus moyens ou élevés.

2. Cette évolution particulière résulte de la structure des prix soviétiques — très bas pour les biens et services culturels fournis par l'État, et encore élevés pour les produits des marchés kolkhoziens.

II. — LES TRANSFORMATIONS DANS LE NIVEAU DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Ainsi intitulée, la deuxième partie de ce rapport, rédigée par N. Kuznecova, concerne les mêmes familles que la première.

Après avoir rappelé l'augmentation en valeur absolue des dépenses alimentaires parallèle à leur diminution en pourcentage, N. Kuznecova souligne que : « dans les familles où le revenu par personne est supérieur à 700 roubles, la part des dépenses consacrées à l'alimentation ne dépasse pas 40 % ». Ceci, malgré la forte augmentation en valeur absolue des dépenses alimentaires de ce dernier groupe de familles.

Puis, considérant l'ensemble des familles étudiées, elle affirme : « la diminution de la part des dépenses consacrées à l'alimentation s'explique par le fait que les familles satisfont maintenant de manière relativement complète leurs besoins alimentaires ».

Cette affirmation est analysée dans le tableau ci-dessous qui concerne l'ensemble des familles étudiées.

TABLEAU 6

*Augmentation de la consommation des produits alimentaires
par les adultes de 92 familles de 1951 à 1959.*

Produits alimentaires	Consommation en 1959 par rapport à 1951 (1951 = 100)
Pain de seigle et farine panifiable	69,9
Pain de blé et farine de blé panifiable	111,1
Pommes de terre	88,8
Choux et autres légumes	132,3
Fruits frais	441,2
Lait et produits laitiers (beurre non compris)	140,6
Beurre et matières grasses d'origine animale	179,5
Huile et margarine	159,8
Viande	149,7
Charcuterie, viandes et poissons fumés	187,1
Poisson	191,8
Sucre et articles de confiserie	138,6

La structure de la consommation s'est sensiblement modifiée (voir tableau 7).

Ainsi, une forte diminution de la consommation de pain, de farine, de gruau, de pâtes et de pommes de terre a été compensée par un triplement des achats de fruits frais, de lait et de produits laitiers et une légère augmentation de la part de la viande. A noter, cependant, un recul de la consommation de légumes...

Toutefois, considérées dans leur ensemble, les familles étudiées consommaient donc en 1959 une nourriture plus variée et plus riche qu'en 1951...

Ensuite, le rapport procède à une comparaison également intéressante de l'évolution des dépenses alimentaires des 92 familles étudiées — en fonction de leur lieu d'habitation. Bien que ces dépenses aient augmenté dans ces trois villes,

TABLEAU 7

*Structure de la consommation en mars 1951, 1956 et 1959
(prix comparables de 1959).*

Produits alimentaires	1951	1956	1959
Pain et farine	28,7	27,5	18,0
Gruau et pâtes	7,0	5,5	4,5
Pommes de terre	3,1	1,3	1,4
Légumes	5,0	2,5	3,0
Fruits frais	1,0	1,3	3,2
Lait	2,6	5,1	6,7
Produits laitiers (beurre non compris) ..	1,8	3,1	3,2
Beurre	5,5	7,4	7,9
Œufs	3,9	1,2	2,7
Huile	3,6	3,6	3,0
Viande et lard	8,1	8,4	10,6
Charcuterie et poisson fumé	5,4	6,7	7,8
Poisson	4,2	5,0	5,2
Sucre	11,8	15,2	11,5
Confiserie	5,2	5,4	5,9
Autres	3,1	3,8	5,4
TOTAL	100	100	100

des différences subsistent qui tiennent, affirme-t-il, à des différences de revenus liées à des différences dans la nature des professions, entraînant des « dépenses énergétiques » inégales, et enfin à l'organisation des services de distribution.

Le niveau de consommation des produits alimentaires est donc un peu plus élevé à Moscou où les familles étudiées achètent un peu plus de viande, de beurre, de fruits, de sucre que les familles étudiées à Gorki et Ivanovo. Par contre les familles de Moscou consomment moins de pain et de pommes de terre. Toutefois, les différences tendent à s'atténuer.

TABLEAU 8

Consommation des produits alimentaires par personne adulte (Moscou = 100).

Produits	Année (mois de mars)	Gorki	Ivanovo
Viande	1951	76,9	71,8
	1959	78,4	76,2
Fruits frais	1951	27,5	34,9
	1959	40,3	93,9
Poisson	1951	76	102,9
	1959	84,4	97,3
Lait	1951	64,8	73,9
	1959	93,8	139,9
Pain de blé	1951	91,3	68,9
	1959	142,8	110,3

Passant à une comparaison des dépenses alimentaires en fonction du revenu par personne dans les familles étudiées, N. Kuznecova note que des différences importantes existent entre les familles où le revenu moyen est inférieur à 400 roubles et les autres. Par contre, entre les familles à revenus de 400 à 700 roubles par personne et celles à revenus de plus de 700 roubles, la consommation des produits alimentaires est pratiquement semblable, notamment pour la viande. Des différences sensibles n'existent entre ces deux groupes, poursuit l'auteur de l'étude, que pour les produits laitiers et les fruits.

Revenant sur le problème de la satisfaction des besoins — et en le traitant à partir des indications précises de l'Académie de Médecine de l'U.R.S.S. —, N. Kuznecova écrit qu'en ce qui concerne le nombre moyen de calories consommées quotidiennement par personne dans ces 92 familles, soit 3 090 unités, « les normes physiologiques ont été presque atteintes » en 1959. Il en est de même des matières grasses. Par contre, le niveau de la consommation des matières azotées, surtout d'origine animale, « est quelque peu insuffisant », en moyenne, dans ces 92 familles — et ceci, malgré les progrès réalisés entre 1951 et 1959 dans ce dernier domaine.

Par groupes de familles classées selon leur revenu, on constate, écrit N. Kuznecova, une consommation de « près de 2 800 calories » par personne pour les revenus de moins de 400 roubles ; de 3 132 calories pour les revenus de 400 à 700 roubles ; et de « plus de 3 500 calories » pour les revenus de plus de 700 roubles.

Le coût de la calorie consommée varie, lui aussi, en fonction du revenu. Pour les revenus de moins de 400 roubles, 100 calories sont acquises pour 23 kopecks ; pour les revenus de 400 à 700 roubles, 100 calories sont acquises pour 27 kopecks ; pour les revenus de plus de 700 roubles, 100 calories sont acquises pour 32 kopecks.

Les prix des produits alimentaires dépendent largement, en U.R.S.S., du marché auquel on a recours, ceux du marché de l'État étant beaucoup moins élevés que ceux du marché kolkhozien. En ce qui concerne les familles étudiées, la part des achats sur le marché de l'État est passée de 65,7 % en mars 1951, à 75,1 % en mars 1959 grâce à l'amélioration de son approvisionnement. Ce qui n'a pas manqué de peser sur les prix du marché kolkhozien.

La part de ce dernier dans les achats alimentaires des familles ouvrières considérées n'en a pas moins diminué dans l'ensemble, ainsi que celle de leurs propres exploitations privées. Cependant, poursuit le rapport, « le marché kolkhozien offre parfois des produits et surtout des légumes de meilleure qualité que les magasins de l'État ».

TABLEAU 9

Origine des produits alimentaires en fonction du revenu par personne dans les familles étudiées (dépenses alimentaires totales = 100).

Revenu moyen par personne (en roubles)	Commerce d'État et coopératives	Alimentation collective	Marché kolkhozien	Exploitations privées
Moins de 400	79,2	10,2	5,7	4,9
401-700	76,6	11,8	8,3	3,3
Plus de 700	68,7	12,7	15,4	3,2

Par ailleurs, l'étude de l'Institut du Travail révèle l'existence de variations saisonnières importantes dans la consommation de nombreux produits alimen-

taires. Sans doute, écrit N. Kuznecova, de telles variations sont-elles normales, dans une certaine mesure. Mais l'amplitude des variations observées, ajoute-t-elle, « ne saurait se justifier, si l'on se place du point de vue des besoins physiologiques ».

La consommation de pommes de terre atteint son maximum au 4^e trimestre (28,5 % de la consommation annuelle) et son minimum au 1^{er} (21,3 %).

Au cours du 2^e et du 3^e trimestre, la consommation de lait représente 64 % du total de la consommation annuelle.

Celle de viande, dans les familles étudiées, s'est répartie comme suit en 1956 : 1^{er} trimestre, 28,4 % ; 2^e trimestre, 19,4 % ; 3^e trimestre, 20,1 % ; 4^e trimestre, 32,1 %.

Celle des œufs : 2^e et 3^e trimestre, 79, 1 % ; 1^{er} et 4^e trimestre, 20,9 %.

Celle des fruits : 2^e trimestre, 5 % ; 3^e trimestre, 52,4 %.

N. Kuznecova estime que la consommation pourrait être mieux répartie entre les différentes saisons avec une meilleure organisation des stockages et des services commerciaux. Elle termine son étude en rappelant les objectifs du plan septennal (1958-1965) : à son terme, les besoins de la population en produits de la pêche, lait, graisses végétales, sucre, légumes, devront être pleinement satisfaits. Ceux de viande, œufs et beurre devront être « presque complètement satisfaits ».

III. — L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE LOGEMENT ET DES SERVICES ANNEXES

Cette troisième partie du rapport de l'Institut du Travail, rédigée par V. Vassileva, prend en considération non seulement les 92 familles étudiées par les auteurs précédents, mais les onze personnes seules qui avaient fait l'objet au départ de la même enquête.

Sa première conclusion, c'est qu'entre 1951 et 1959 a eu lieu une diminution du nombre des personnes vivant dans des maisons communautaires. « De plus, pendant cette période, le nombre des familles occupant deux pièces a augmenté de presque un tiers. » Par ailleurs, la surface moyenne par personne, dans les foyers étudiés, a augmenté de 29 %, en particulier à Moscou (35 %) et à Gorki (34,5 %).

Sur les 103 foyers, 27 ont obtenu un nouveau logement entre 1951 et 1959. La surface habitée par ces familles a augmenté, au total, de 63 % par rapport à 1951. « Un tiers des logements nouveaux obtenus par ces familles ouvrières est constitué par des appartements séparés d'une et deux pièces. »

Les conditions de logement varient dans les trois villes étudiées. « A Moscou, les ouvriers habitent presque tous des logements dépendant des administrations (économiques) et du Soviet local. A Gorki, la plupart (71 %) des familles étudiées résident dans des logements dépendant des entreprises et à Ivanovo, la moitié seulement des familles ouvrières habite des logements des entreprises ou des Soviets locaux. Les autres familles étudiées vivent dans leurs propres maisons... »

« A Moscou, plus de 50 % des familles disposent d'une salle de bain, du gaz et du téléphone. A Gorki et à Ivanovo, ces services sont moins répandus, mais la situation s'améliore rapidement » — plus vite qu'à Moscou. Ainsi à Gorki, de 1951 à 1959, le nombre de logements disposant de l'eau courante, du chauffage central, etc., a augmenté de 50 %. Cette évolution est encore plus marquée à Ivanovo.

Du fait de la satisfaction assez poussée des besoins des Moscovites en gaz, chauffage central, etc., leurs dépenses de chauffage, etc., sont plus faibles que celles des habitants de Gorki et Ivanovo. Ceux de cette dernière ville ont des

frais de logement relativement plus élevés, la moitié d'entre eux vivant dans leurs propres maisons... Ces éclaircissements que donne V. Vassileva, semblent valables pour 1959 mais ils ne paraissent pas expliquer toutes les indications pour 1951 fournies par le tableau ci-dessous.

TABLEAU 10

Dépenses pour le logement et les services annexes dans les familles étudiées.

	Moscou		Gorki		Ivanovo	
	Mars 1951	Mars 1959	Mars 1951	Mars 1959	Mars 1951	Mars 1959
Paiement du logement et des services commerciaux (en roubles)	82,2	80,1	43,3	81,8	71,6	113,0
En pourcentage des dépenses totales de la famille	4,8	3,6	3,2	4,1	4,4	5,7
dont :						
Loyer (en roubles)	31,7	31,6	11,0	24,2	24,5	11,3
En pourcentage des dépenses totales de la famille	1,9	1,4	0,8	1,2	1,5	0,6
Paiement des services communaux (en roubles) ...	28,2	44,3	21,4	42,2	20,8	28,2
En pourcentage des dépenses totales de la famille	1,6	2,0	1,6	2,1	1,3	1,4
Chauffage et pétrole	22,1	4,2	10,9	15,4	26,3	73,5
En pourcentage des dépenses totales de la famille	1,3	0,2	0,8	0,8	1,6	3,7
Entretien, réparations et construction d'une maison privée, impôts, assurances	—	1,3	—	9,3	10,8	153,2 ^a

Le problème de la différence entre les dépenses pour un logement dépendant d'une administration ou du Soviet local et le coût d'entretien d'un immeuble ont particulièrement intéressé les enquêteurs de l'Institut du Travail. C'est pourquoi ils ont comparé les dépenses de 13 familles d'Ivanovo habitant leurs propres maisons avec celles de 13 autres familles à revenus comparables qui vivent dans des logements dépendant des entreprises où elles travaillent (voir tableau 11).

3. L'augmentation considérable enregistrée ici s'explique par l'utilisation d'une somme importante à la construction d'une maison privée par une des familles étudiées à Ivanovo.

TABLEAU II

Dépenses de logement de 26 familles d'Ivanovo en 1961.

	Logements d'entreprise		Logements privés	
	Roubles	En %	Roubles	En %
I. Dépense mensuelle moyenne par famille	1 627,7	100,0	1 615,8	100,0
II. Dépense mensuelle moyenne pour le logement et frais annexes.				
TOTAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5) .	89,5	5,5	167,4	10,4
1. Loyer	29,0	1,8	—	—
2. Services communaux : électricité, eau, gaz, etc.	37,2	2,3	21,2	1,3
3. Chauffage et pétrole	15,4	0,9	52,3	3,2
TOTAL (1 + 2 + 3)	81,6	5,0	73,5	4,5
4. Réparations de la maison, assurances, impôts	6,3	0,4	70,5	4,4
5. Réparations du logement	1,6	0,1	23,9	1,5

Ce tableau montre que les dépenses de logement des familles vivant dans leur propre maison sont sensiblement supérieures (10,4 % des dépenses totales) à celles des familles qui habitent des locaux dépendant d'une entreprise ou d'un Soviet, c'est-à-dire de l'État. Celui-ci, en demandant des loyers très peu élevés, accorde, en fait, une véritable subvention-logement à ses locataires.

Cependant, les familles habitant leur propre maison compensent leur excédent de dépenses de logement par la possibilité d'assurer chez eux une exploitation privée (de nature agricole en général). Le revenu moyen de ces exploitations à Ivanovo est de 78 roubles alors que l'excédent de dépenses-logement de leurs propriétaires est de 77,9 roubles...

IV. — L'ÉLEVATION DU NIVEAU CULTUREL

La première remarque de l'auteur de cette quatrième partie du rapport de l'Institut du Travail, M. Balašova, c'est que la mesure de l'élévation du niveau culturel n'est que partiellement possible : pour une part, en effet, cette élévation est obtenue grâce à l'augmentation des services culturels gratuits fournis par l'État à la population.

Se bornant donc aux aspects mesurables du problème traité, M. Balašova étudie d'abord l'évolution des dépenses culturelles des 92 familles (voir tableau 12).

Alors que pour l'ensemble des 92 familles, les dépenses culturelles augmentent considérablement, celles des Moscovites ont légèrement diminué entre 1951 et 1959. D'après M. Balašova, ceci s'explique par l'acquisition, au cours de cette

TABLEAU 12
Dépenses culturelles moyennes par famille.

	Nombre de familles	Dépenses moyennes par familles (en roubles)		1959 (1951 = 100)
		Mars 1951	Mars 1959 ⁴	
Ensemble des familles ..	92	289	605	214,1
Moscou	39	647	617	95,4
Gorki	22	156	570	365,5
Ivanovo	31	350	615	175,7

période, de récepteurs de télévision par près de la moitié des familles de Moscou étudiées dans cette enquête.

La concurrence entre la télévision — chez ceux qui ont les moyens de se l'offrir — et les autres formes de divertissements culturels semble également expliquer, au moins en partie, le développement inégal des dépenses culturelles dans les différents groupes de revenus (l'achat d'un récepteur étant comptabilisé par les enquêteurs de l'Institut du Travail parmi les « articles industriels » et non sous la rubrique « culture »).

TABLEAU 13
Dépenses culturelles d'après le revenu moyen par personne.

Revenu moyen par personne (en roubles)	Nombre de familles (1959)	Dépenses culturelles par an et par famille		1959 (1950 = 100)
		Mars 1951	Mars 1959 ⁵	
Moins de 400	15	131	577	441,0
401-700	57	236	568	240,3
Plus de 700	20	557	732	131,5

A partir des indications des deux derniers tableaux, il apparaît que la tendance à l'égalisation des dépenses culturelles entre les différents groupes de familles classées selon leurs revenus, résulte de l'action conjointe de ces deux facteurs : augmentation rapide de ces dépenses dans les familles à « bas revenus » et ralentissement de leur accroissement dans les familles plus aisées qui acquièrent des récepteurs de T.V.

Le tableau suivant (tabl. 14) constitue un document intéressant sur la répartition de certaines des « dépenses culturelles » parmi les plus importantes, et sur l'effet de la concurrence de la télévision sur la fréquentation des théâtres et du cinéma.

4. Les dépenses par an sont calculées d'après celles du mois de mars.
5. Les dépenses par an sont calculées d'après celles du mois de mars.

TABLEAU 14

*Fréquentation des cinémas, théâtres, conférences, etc. en mars 1959 par rapport à mars 1956
(calcul sur 100 familles)*

	Fréquentation	Moscou	Gorki	Ivanovo	Revenu par personne		
					— de 400	401-700	+ de 700
Cinéma	137,6	102,9	150,0	184,6	260,3	120,1	119,2
Théâtres et concerts.	131,8	91,0	292,9	148,0	100,0	154,3	110,0
Conférences, etc. ...	179,7	154,0	140,0	301,6	300,0	254,3	156,0

Les données, pour les groupes à « revenus élevés » et pour Moscou, se recourent : ce sont, en premier lieu, les « théâtres et concerts » qui subissent les effets de la concurrence de la télévision en U.R.S.S.

Par ailleurs, des progrès sensibles ont été enregistrés en ce qui concerne des indices d'activité culturelle tels que : le nombre de bibliothèques pour 92 familles qui, entre 1951 et 1959, est passé de 42 à 65 ; le nombre de livres par bibliothèque, lequel est passé de 32 à 55 ; le nombre des abonnés à des journaux et revues qui en 1956, représentait 60,86 % des familles étudiées et 77 % en 1959.

Aussi bien pour les bibliothèques que pour les abonnements aux journaux et revues, les différences entre les familles classées en fonction de leur revenu, sont assez faibles au point de vue quantitatif : même dans le groupe aux revenus les plus bas, il y a 63 % de propriétaires d'une bibliothèque et 66,6 % d'abonnés à des journaux et revues.

Le nombre de livres par bibliothèque est de 31 dans le groupe à « bas revenus », 60 parmi les « revenus moyens » et 46 chez les « revenus élevés ». Il y a également un peu plus d'abonnés à des journaux et revues parmi les « revenus moyens » que parmi les « revenus élevés ». Par ailleurs, en 1959, dans les 92 familles examinées, il y avait 101 inscrits à une bibliothèque contre 60 en 1951.

Quant à l'acquisition de récepteurs de télévision et d'appareils radio, elle augmente encore plus vite que le nombre des bibliothèques ou celui des abonnements aux revues et journaux. En 1951, il y avait un poste de T.S.F. pour 9 familles ; en 1959, un poste pour deux familles. En 1951, aucune des 92 familles étudiées ne possédait de télévision ; en 1959, on en a recensé 24.

Enfin 75 % de ces familles avaient, en 1959, une machine à coudre ; la moitié des familles au revenu inférieur à 400 roubles par personne possédait une bicyclette ainsi que le quart des familles au revenu supérieur à 400 roubles.

V. — TRANSFORMATION DE LA COMPOSITION ET DE LA DIMENSION DES FAMILLES

Cette dernière partie du rapport de l'Institut du Travail, rédigée par I. Nemčinova, étudie les facteurs démographiques « sans lesquels l'analyse des revenus et dépenses des familles ouvrières ne serait pas possible ».

Elle étudie d'abord la répartition de ces familles du point de vue du nombre de membres de chacune d'elles (voir tableau 15).

TABLEAU 15

Nombre de personnes par famille	1951		1959	
	Chiffre absolu	En %	Chiffre absolu	En %
Personnes seules	9	8,7	5	4,8
Familles de 2 personnes	9	8,7	21	20,4
— 3 —	22	21,4	21	20,4
— 4 —	24	23,3	30	29,1
— 5 —	15	14,6	15	14,6
— 6 —	14	13,6	4	3,9
— 7 —	10	9,7	7	6,8
TOTAL	103	100	103	100

L'étude de ces données a été faite sur 94 familles pour 1951 et sur 98 familles pour 1959, les « personnes seules » n'étant pas comptées d'une part, et étant passées de 9 à 4 d'autre part.

Le tableau ci-dessus montre dans quelle mesure les familles aux dimensions réduites ont augmenté en nombre cependant que diminuait la proportion des familles nombreuses. Les facteurs de cette évolution, indiqués dans la première partie du rapport de l'Institut du Travail — « vieillissement des familles » —, semblent avoir joué dans toutes les branches industrielles considérées (tableau 16).

TABLEAU 16

Nombre de personnes par familles selon la branche d'industrie.

Branches d'industrie	1951	1959
Construction mécanique	4,5	4,1
Sidérurgie	4,8	4,3
Chimie	3,8	3,6
Textile	4,1	3,8
Confection et bonneterie	3,7	2,9

Cependant, ce tableau montre aussi que la dimension des familles dépend dans une certaine mesure de la branche d'industrie où travaillent leurs membres.

Par ailleurs, le nombre de personnes qui travaillent tend à augmenter dans les familles étudiées (voir tableau 17).

TABLEAU 17

Branches d'industrie	1951		1956		1959	
	Nombre de travailleurs	Nombre de personnes à charge	Nombre de travailleurs	Nombre de personnes à charge	Nombre de travailleurs	Nombre de personnes à charge
Construction mécanique ..	1,51	1,96	1,91	1,26	2,05	0,91
Sidérurgie	1,56	2,08	1,68	1,66	1,20	1,95
Textile et confection	1,72	1,29	2,05	0,70	2,08	0,58
Chimie	1,50	1,53	1,55	1,50	1,70	0,88

Cette évolution s'explique également par le « vieillissement », même dans le cas apparemment divergent de la sidérurgie (18 travailleurs pour 15 familles) ; dans cette dernière, les départs d'enfants devenus adultes semblent plus fréquents que dans les autres branches — où les jeunes adultes restent plus souvent dans la famille, ce qui y entraîne une augmentation du nombre de travailleurs par rapport à celui des personnes à charge.

C'est dans le groupe « textile et confection » que le nombre des travailleurs par famille a le plus augmenté par rapport à celui des personnes à charge : les salaires sont plus bas dans ce groupe, d'où des besoins plus importants de ressources complémentaires et d'où l'accroissement plus sensible du nombre de ses travailleurs.

L'augmentation du nombre des travailleurs dans l'ensemble des familles étudiées consiste pour une large part en un accroissement du nombre des femmes qui travaillent. En 1951, sur les 103 foyers étudiés, il y avait 31 femmes (30 % des foyers) qui ne travaillaient pas. En 1959, ce nombre était passé à 18 (17,4 % des foyers). Sur ces 18 femmes qui ne travaillaient pas, une seule appartenait à une famille dont les autres membres étaient employés dans le textile. Le problème du travail des femmes était d'autant plus important dans ces familles que le nombre de celles en âge (18 à 54 ans) de travailler était de 136 en 1959 contre 99 hommes de 18 à 59 ans.

C'est dans tous ses aspects que la composition des familles étudiées s'est transformée entre 1951 et 1959. En 1951, la dimension moyenne de la famille étudiée était de 4,30 membres dont : 1,56 travailleurs ; 2,6 personnes à charge ; 0,06 retraités ; 0,05 boursiers. En 1959, la dimension moyenne est descendue à 3,86 membres dont : 1,91 travailleurs ; 1,72 personnes à charge ; 0,16 retraités ; 0,07 boursiers. L'augmentation du nombre des retraités n'est pas seulement un aspect parmi d'autres du phénomène de « vieillissement », mais aussi, remarque I. Nemčínova, une conséquence de la loi de 1956 sur les retraites.

Le rapport examine la répartition des revenus en fonction de la branche d'industrie et du nombre d'enfants par famille.

Il précise d'abord que, sur 103 foyers, la répartition par groupe de revenus est la suivante :

Moins de 400 roubles par personnes ..	16,5 % des familles
De 401 à 700 roubles	60,2 % des familles
Plus de 700 roubles	23,3 % des familles

Ce qui donne par branches :

TABLEAU 18

Groupes de familles d'après le revenu par personne (en roubles)	Construction mécanique	Sidérurgie	Chimie	Textile et confection
Moins de 400	21,6	—	16,7	17,9
De 401 à 700	54,1	80,0	58,3	59
Plus de 700	24,3	20,0	25,0	23,1

Fait remarquable, note I. Nemčinova, la répartition presque identique, par branches d'industrie, des familles où le revenu par personne dépasse 700 roubles.

Mais la branche d'industrie n'est pas le seul facteur en cause. La composition de la famille intervient également.

TABLEAU 19

Groupes de familles d'après le revenu par personne (en roubles)	1951			1959		
	Nombre de familles	Dimension moyenne de la famille	Nombre d'enfants par famille	Nombre de familles	Dimension moyenne de la famille	Nombre d'enfants par famille
Moins de 400	41	5,07	2,75	19	4,79	2,42
De 401 à 700	48	3,79	1,62	58	3,81	1,06
Plus de 700	5	3,00	0,40	21	3,19	0,47
	94	4,30	2,04	98	3,86	1,19

Ainsi I. Nemčinova commente le tableau 19 de la manière suivante : « Dans la mesure où le revenu moyen par personne constitue une grandeur qui dépend de l'importance du revenu de la famille et du nombre de ses membres, ce sont, en règle générale, les familles où se trouve un grand nombre de personnes à charge — d'enfants — qui font partie du groupe à revenu par personne relativement bas (moins de 400 roubles). Autrement dit, les familles du groupe à revenu par personne relativement bas y appartiennent le plus souvent non pas du fait d'un bas revenu, mais parce qu'il se trouve dans ces familles un nombre d'enfants sensiblement plus élevé. »

Cette remarque de I. Nemčinova semble devoir être précisée. Sans doute, en l'absence en U.R.S.S., d'allocations familiales importantes, le revenu par personne tend à y être moins élevé — toutes choses égales d'ailleurs — dans les familles nombreuses. Toutefois, l'examen du tableau 18, ainsi que toute une série d'indications contenues dans ce rapport de l'Institut du Travail suggèrent l'intervention, concurremment au nombre d'enfants et de la branche d'industrie, d'un troisième facteur du niveau du revenu par personne dans les familles

étudiées : le lieu d'habitation, dont le rôle n'est pas signalé par I. Nemčinova.

L'influence de ce dernier facteur semble pouvoir être déterminée avec une relative précision. En effet, l'enquête d'Ivanovo n'ayant porté que sur des travailleurs des textiles — non étudiés dans les deux autres villes —, celle de Gorki ayant porté sur les travailleurs de la chimie et de la construction mécanique, et celle de Moscou sur la sidérurgie et la construction mécanique, la comparaison est possible entre les revenus par personne du groupe « construction mécanique » de Moscou et de Gorki.

Toutes les indications du rapport montrent que cette dernière ville est, parmi les trois étudiées, celle où l'évolution de la structure des dépenses se rapproche le plus de l'évolution dans le groupe où le revenu par personne est inférieur à 400 roubles. Cependant, le groupe « chimie » — étudié seulement à Gorki — a un revenu moyen relativement satisfaisant (cf. tableau 18). Par conséquent, le faible niveau moyen de l'ensemble des revenus des familles étudiées à Gorki ne peut s'expliquer que par la faiblesse relative des rémunérations du groupe « construction mécanique » de cette ville.

Pourtant (cf. tableau 18), le groupe « construction mécanique » n'est pas défavorisé par rapport aux autres, dans son ensemble. Si donc, le revenu moyen du groupe « construction mécanique » de Gorki est faible, celui des familles du même groupe à Moscou doit être particulièrement élevé. Ceci semble d'autant plus certain que le nombre des familles étudiées dans la sidérurgie — toutes installées à Moscou — n'est que de 15 alors que le rapport indique qu'au moins 39 familles ont fait l'objet d'une enquête dans la capitale.

A moins de supposer que les familles du groupe « construction mécanique » de Gorki sont particulièrement nombreuses, et que celles du même groupe à Moscou sont particulièrement restreintes, ce qui semble improbable — et contraire à toutes les règles de l'échantillonnage —, il faut admettre que dans cette même branche de la construction mécanique, les différences de rémunération sont assez sensibles entre Moscou et Gorki.

Du fait de la représentation particulièrement importante de Moscou dans l'échantillonnage proposé, c'est donc moins pour ses données en valeur absolue que pour l'évolution qu'il décrit que le rapport de l'Institut du Travail de l'U.R.S.S. mérite un examen attentif.

Jacques TRIVOUS.

Paris, septembre 1961.

ISKUSSTVO ET ARHITEKTURA S.S.S.R. : DEUX LIGNES DIVERGENTES

Depuis quelques années et surtout depuis le XX^e Congrès, on a pu noter, en U.R.S.S., l'existence d'une plus grande diversité de courants dans le domaine des lettres et des arts.

Sans doute les mots mêmes de « réalisme socialiste » et de partijnost' (esprit de parti) ne sont-ils pas mis en question. Il n'en existe pas moins, aujourd'hui, des tendances très diverses dont certaines marquent un contraste assez net avec les conceptions officielles en cours depuis 1936.

Dans la plupart des arts, on observe l'existence de plusieurs organes d'expression (revues, journaux, etc.) et qui représentent des courants différents...

L'étude qui suit veut marquer le décalage qu'il peut y avoir entre deux revues actuellement très diffusées, l'une consacrée à la peinture et à la sculpture, l'autre à l'architecture.

Les deux revues qui représentent le mieux la vie artistique en U.R.S.S. sont *Iskusstvo*, organe du Ministère de la Culture et de l'Union des artistes et *Arhitektura S.S.S.R.*, organe de l'Académie de Construction et d'Architecture et de l'Union des Architectes. Toutes deux sont copieuses et, la seconde surtout, bien présentées : bon papier, nombreuses reproductions en noir et en couleurs, celles-ci à gros grain, ternes, mais en grand progrès.

Nous nous proposons de donner une idée de leur riche contenu pour l'année 1960. Comme elles sont très différentes l'une de l'autre, leur comparaison est instructive pour qui recherche les signes et le sens d'une évolution¹.

Peinture et sculpture en 1960, selon Iskusstvo.

Iskusstvo ne se borne pas à enregistrer l'évolution de l'art : cette revue milite, et la doctrine, les discussions théoriques tiennent, en cette année 60, une

1. Honneur pour notre langue, la table des matières d'*Iskusstvo* est traduite en français, avec plus d'un contresens hélas ; celle de *Arhitektura S.S.S.R.*, en français, anglais et allemand, avec plus de soin.

place exceptionnelle. Quelques mots reviennent en leit-motiv : réalisme, *narodnost'*, *idejnost'*, *souremennost'*, *partijnost'*, *principal'nost'*. Ce sont les idées force qui nourrissent la plupart des éditoriaux et des interventions dans les tribunes de discussion.

Parcourons la collection. Deux articles dans le numéro 1 : l'un de Zimenko, « La source d'inspiration », invite les artistes à s'inspirer toujours plus de la glorieuse réalité soviétique contemporaine ; l'autre de Nikolaev, « L'Art et la Vie », rappelle l'importance de la « contemporanéité » et les œuvres qui illustrent l'article montrent une jeune kolkhoziennne, le cartable dans une main, des livres dans l'autre (J. Rozdrogin : *Sel'skaja učitel'nica* — 1959) ou des bûcherons bûcheronnant sur les chantiers de la centrale de Bratsk. L'éditorial du numéro 3 revient sur la question capitale de la *souremennost'* et sur la nécessité de relever rapidement le niveau « artistique-idéologique » des œuvres d'art. Le trait d'union est caractéristique. Apresjan, dans son étude sur « Lénine et la liberté de création », écrit que le problème ne peut être abordé que d'un point de vue de classe et d'un point de vue de parti. C'est Lénine qui a montré l'union dialectique de la liberté créatrice et de la direction du Parti. N. S. Khrouchtchev a rappelé en 1957 que la direction du Parti et de l'État ainsi que leur sollicitude envers l'art et les artistes garantissent l'essor et le succès de la culture soviétique. Quelques pages plus loin s'ouvre une discussion. Z. Azgur réaffirme la valeur du réalisme comme moyen de résoudre le problème de l'*idejnost'* et du *novatorstvo*. « L'année 1960, conclut-il, je ne la conçois pas autrement que comme une année de nouvelle victoire du réalisme socialiste. » B. Nikiforov réclame de son côté un enrichissement du contenu de la peinture de genre et de la peinture historique (cette distinction des genres, vieille comme l'Académie de Lebrun, et effacée partout ailleurs, reste en place en U.R.S.S.). Le public soviétique, explique-t-il, attend des artistes des toiles où soient dignement représentés des événements contemporains aussi capitaux que le XXI^e Congrès du P.C., S. Kantor reprend la question de la *souremennost'* en lui donnant ses dimensions historiques : l'art s'appuie depuis toujours sur la réalité contemporaine. Autrefois Velasquez, dans la *Reddition de Breda*, Delacroix dans la *Liberté sur les barricades*, hier Repin, aujourd'hui Grekov, Gerasimov, Ioganson témoignent de cette vérité (n° 5). Un ouvrier écrit à la revue (n° 6) : la vie offre aux artistes des thèmes innombrables, depuis le lancement des spoutniks jusqu'à la moindre usine, avec ses brigades communistes et ses travailleurs de choc. Un médecin déplore cependant le manque d'originalité de beaucoup de tableaux, dans lesquels, dit-il, la réalité est évoquée par le titre mais non par le contenu.

Le I^{er} Congrès des Peintres de la Fédération de Russie tenu au Kremlin en juin 1960 conclut ainsi sa résolution : « Le Congrès réaffirme avec une force nouvelle l'inébranlabilité des principes de *partijnost'*, *narodnost'*, réalisme » (n° 8). L'éditorial du numéro 9 répète encore : « le principal c'est la *souremennost'* ». Celui du numéro 11 réclame une critique « de principe ».

On voit donc que la vie artistique en U.R.S.S., du moins celle qui se reflète dans *Iskusstvo*, paraît entièrement sous la dépendance du corps de doctrine élaboré par Černyševskij, Stasov, Plehanov, Lénine et entré en vigueur, morceau par morceau, à partir de 1922 environ. Elle se réfère d'autre part à une certaine culture, qui prend ses coordonnées dans le passé pictural russe et dans la peinture européenne.

La peinture russe du passé, c'est essentiellement le mouvement des *Pere-dvižniki*, ces grands ancêtres du réalisme socialiste. L'histoire de la peinture pour le public soviétique — et pour une partie des rédacteurs d'*Iskusstvo* — ne se jalonne pas comme en Europe par les noms de Vinci, Rembrandt, David, Courbet, Manet, Cézanne, Matisse mais s'énonce, par une bifurcation à partir de Courbet : Courbet, Repin, Surikov, Servov, Grekov, Gerasimov. Repin

surtout est à l'honneur dans cette année 1960. Il est au centre de l'article de Zotov sur « la tradition du réalisme russe », c'est-à-dire sur les *Peredvižniki* (n° 3), et il est l'objet de trois études, l'une expliquant la genèse de ses fameux *Burlaki* (n° 6), l'autre de *La procession paysanne du gouvernement de Komsok*, la troisième enfin sur son séjour à Paris, et qui reproduit la belle toile vigoureuse, proche des pleinairistes français, du *Meeting au mur des fédérés, au Père-Lachaise* (n° 10).

Après Repin, Levitan est évoqué dans l'amitié qui l'unissait à Tchekhov (n° 1), et plus longuement par Rozental' qui commémore le centième anniversaire de la naissance de ce paysagiste mélancolique, et lui donne une place équivalente dans l'histoire du paysage russe à celle qu'ont occupée en Angleterre et en France Constable et Corot. Il est dommage, ajoute-t-il avec raison, qu'il ne soit guère étudié hors de l'U.R.S.S. et des pays socialistes.

Un intérêt de plus en plus grand se manifeste cependant sur ce qui reste pour nous les grands siècles de la peinture russe : les *xiv^e-xv^e* siècles. Rublev, dont c'était en 1960 le 600^e anniversaire, est magnifiquement honoré dans le numéro 9. Alpatov, dans un article remarquable, montre la signification russe, mais aussi européenne, du peintre de la *Trinité* : si on le compare à celle de Fra Angelico, cet autre moine et son contemporain, on mesure combien la spiritualité de Rublev est originale et profondément russe. Lebedev replace son œuvre dans l'école moscovite de la fin du *xiv^e* et du début du *xv^e* siècle, et Zotov dans la Russie de saint Serge et de Kulikovo.

Nous nous souvenons avoir visité la galerie Tret'jakov en 1959 : la merveilleuse salle des icônes au rez-de-chaussée était alors presque vide, tandis que la foule s'entassait au premier étage devant Kramskoj et Repin. Des études comme celles que nous venons de citer peuvent aider le public à aimer une partie négligée jusqu'ici du musée russe.

Dans l'ensemble, le musée occidental n'est pas hiérarchisé comme le nôtre, mais plutôt comme il l'était au temps de Taine et de Černyševskij. Les maîtres renaissants et classiques restent le modèle. Ce sont Raphaël, Le Titien, Rembrandt qu'avec Brullov et Repin, M. J. Kuril'ko invite les jeunes à étudier et à copier afin qu'ils ne les dépassent pas seulement par le contenu idéologique, mais aussi par la maîtrise. N. Volkov, à propos du coloris des vénitiens, écrit que le fondement de la peinture renaissante, comme de toute peinture réaliste en général, était et reste la représentation ; que l'emploi des couleurs n'était pas inspiré par le désir de trouver des effets de juxtaposition de couleur pure mais par le souci d'imiter la nature (n° 2).

Le 300^e anniversaire de Velasquez suscite plusieurs études, dont celle, érudite, de V. Kemenov sur les rapports de la mythologie et de la réalité dans les *Fileuses*. Le mythe ovidien d'Arachné ne serait ici que le prétexte de l'œuvre, conclut-il, qui reste avant tout réaliste (n° 8). Relevons encore les sérieuses mises au point sur Botticelli (n° 11), sur les débuts de la renaissance flamande (n° 5), sur Watteau (Kožina), sur les maîtres de Barbizon, traditionnellement admirés en Russie (E. Gajdukev), sur l'exposition d'art anglais, de Hogarth à Ben Nicholson, présentées avec compétence et sympathie par M^{me} Egorova (n° 9).

À lire *Iskusstvo*, on a l'impression que l'U.R.S.S., bien loin d'être une exception dans la peinture mondiale, une citadelle assiégée du réalisme socialiste, en est la métropole et que le réalisme rayonne bien au-delà des frontières, acculant à la défensive décadents et formalistes. On se flatte de l'énorme succès remporté par l'exposition itinérante d'art soviétique à New York, à Mexico, à Londres, on cite avec orgueil les appréciations chaleureuses marquées sur le cahier des visiteurs (n° 2). Sur l'art moderne aux États-Unis, deux études : l'une concerne les réalistes de la fin du *xix^e* siècle (n° 5), l'autre nous montre comment aujourd'hui les partisans du réalisme soutiennent vaillamment les assauts du forma-

lisme. En Angleterre, nous apprend V. Brodskij (n° 2), malgré la pression des autorités officielles et des grands éditeurs capitalistes, l'art progressif va de l'avant. Frans Masereel est donné en exemple de la gravure belge contemporaine. Lorsque Louis Aragon défend dans *Iskusstvo* la mémoire d'Henri Riou, la rédaction croit devoir, en appendice, mettre en garde le lecteur contre une interprétation abusive de certaines phrases sur le rôle positif du surréalisme.

Au Liban (n° 12), en Turquie (n° 7) existent aussi les deux lignes, les deux camps. S. Tjulgaev parle avec compréhension de cet art turc contemporain, réaliste à Ankara, formaliste à Istamboul, et donne quelques reproductions d'œuvres de cette dernière tendance, exceptionnels échantillons de la peinture moderne occidentale presque jamais reproduite.

Enfin l'U.R.S.S. est comme ceinturée de peintures sœurs : peinture bulgare, roumaine, coréenne, viet-namienne, très largement représentées dans *Iskusstvo*. Les Hongrois, les Tchèques sans parler des Polonais, semblent beaucoup moins avancés sur la voie du réalisme socialiste, ou peut-être l'ont-ils dépassé.

L'art russe actuel, appuyé d'un côté sur une orthodoxie esthétique et de l'autre sur un monde de valeurs culturelles bien définies, continue de produire dans le style créé par A.H.R.R. dans les années 20, par l'Union des Artistes dans les décennies suivantes. La perspective, le modelé, les règles de la composition, l'expression des visages sont enseignés selon les formules de l'ancienne Académie. N. Volkov s'élève contre la mode de la déformation (n° 10) : non seulement la déformation moderne, mais aussi celle des primitifs et des arts sauvages. Il attaque L. Venturi, car il ne comprend pas que l'on puisse, aujourd'hui, se sentir plus près d'Uccello que de Vinci. Le rythme, la ligne décorative ne peuvent prévaloir sur la richesse essentielle de l'œuvre : la ressemblance. S. Korovkevič (n° 11) apprend à analyser un tableau : il faut partir de l'idée centrale, du contenu — héroïsme de l'homme soviétique, dévouement à la patrie, paix et amitié entre les peuples, amour maternel — contenu qui s'incarne dans le sujet. Puis vient la mise en forme (*oformlenie*) qui est chargée d'exprimer le contenu. Une profonde connaissance de la vie du peuple est indispensable au critique comme au peintre.

Il n'est pas possible d'analyser toutes les œuvres reproduites dans *Iskusstvo*. Il y a eu en 1960 plusieurs rétrospectives : Sokolov-Seklja, « batailliste » et paysagiste soviétique ; Savickij, un peintre de la formation pré-révolutionnaire, animateur de l'A.H.R.R. en 1922 ; Žukov, portraitiste réaliste. Le numéro 4 est un hommage à Lénine, présenté par le premier secrétaire de l'Union des Artistes, S. Gerasimov, avec des articles d'Ovsjannikov (« Comment Lénine a orienté l'esthétique soviétique vers un resserrement des liens entre l'art et la vie, l'art et le peuple ») —, de Zimenko, qui traite du personnage de Lénine dans l'art, ou plutôt dans l'iconographie soviétique. Quelques œuvres récentes : Lénine au III^e Congrès du Komsomol, par un collectif de cinq peintres ; l'arrivée de Lénine à Petersbourg ; Lénine en conversation avec des paysans, etc. Le plus grand événement de l'année a été l'exposition « Russie soviétique » (nos 5 et suivants). Enfin une série d'expositions des républiques soviétiques : balte (n° 2), bouriate (n° 3), turkmène (n° 5), ossète, caucasienne (n° 12). Il est vain de vouloir appliquer toutes ces réalisations à nos critères esthétiques, puisqu'elles obéissent à d'autres critères, bien que quelques-unes soient même à nos yeux fort intéressantes, comme celles de Dejneka. Quelle que soit leur valeur artistique elles sont pour nous des témoignages précieux sur une mentalité. Elles reflètent des dispositions inconscientes du public russe, comme, pour ne prendre que cet exemple, cette extrême pudeur devant le nu. Elles incarnent quelques types idéaux : l'ouvrier bâtisseur, le soldat héroïque, la paysanne radieuse, l'enfant joyeux ont leur canon robuste, leurs masques, leurs gestes spécifiques : le front lumineux, les mâchoires énergiques, le regard perdu au loin, les jambes

écartées bien d'aplomb, le bras levé. Les dirigeants allient la bonhomie à une certaine majesté familière.

Ainsi, à regarder les choses de haut, rien n'a changé, ni la doctrine, ni le musée, ni le style. Pourtant nous croyons apercevoir, malgré la satisfaction idéologique partout proclamée, quelques signes d'inquiétude, quelques germes d'un renouveau.

La violence même de la polémique pourrait être l'un de ces signes : cette répétition inlassable des mots d'ordre de *souremennost'*, *idejnost'*, etc. A plusieurs reprises on prend à partie une tendance représentée par le peintre Nisskij. Ce paysagiste renommé, auteur d'une toile très connue (*Devant Moscou*, février 1957), serait partisan de débarrasser la peinture de la représentation du drame, de la psychologie, des rapports sociaux, tâche dont le cinéma pourrait à meilleur droit se charger. Le monde des formes, tel serait le domaine proprement pictural. Et comme nous ne voyons plus le monde comme nos grands-parents, mais « comme à travers la portière des automobiles », à cette nouvelle vision doit correspondre un nouveau langage pictural. On imagine que de telles théories ont rencontré une opposition d'autant plus forte qu'elles auraient la sympathie de maîtres reconnus comme Dejneka et Sarjan et de beaucoup de jeunes artistes. Ioganson (n° 6) s'inquiète de la tentation de céder à la stylisation et à la simplification de la forme. C'est ce qu'il appelle la « solution affichiste-décorative ». L'éditorial du numéro 11, « Pour une critique de principe bienveillante et passionnée », s'étonne avec plus de passion que de bienveillance que les dangereuses théories de l'*eskižnost'* (ou principe de l'esquisse), de l'*otryvočnost'* (ou principe du fragment) et de la *lakoničnost'* (ou laconisme) n'aient pas été suffisamment dénoncées par la critique récente.

D'autres articles frappent par la qualité opposée : le sérieux, la sympathie dans la critique. L'article de M^{me} Dimitrieva, « L'abstraction et les lois de l'art », est à cet égard digne de remarque. L'auteur juge que dans les meilleurs cas, comme chez Picasso, qu'elle semble ranger parmi les abstraits, l'abstraction n'est qu'une allusion appauvrie à ce que pourrait être une toile reflétant plus directement la réalité. Elle aborde avec franchise ce qu'elle considère comme les deux prémisses de l'abstraction : l'artiste exprime son moi intérieur et son rapport avec le monde mais non le monde lui-même ; la couleur pure peut agir sur le sentiment comme, dans la musique, les sons. Analogie fallacieuse, car la musique obéit à des lois, l'art abstrait refuse d'en reconnaître. C'est une voie de facilité. Celui qui prétend aimer une toile abstraite se ment à lui-même, ou est victime d'une perversion du goût, ou bien encore refuse, comme dans le conte d'Andersen, de reconnaître que le roi est nu. Le domaine de l'abstraction est la décoration ou l'art appliqué. Nous simplifions beaucoup une argumentation bien étayée, exempte de parti pris affectif, et qui peut servir d'amorce à un dialogue.

Autre présage favorable : alors que la plupart des écoles nationales ne présentent aucune originalité de style et que tel tableau d'un peintre turkmène n'a de turkmène que les yeux bridés des personnages et la présence de chameaux mais pour tout le reste semble une imitation consciencieuse de Ioganson ou de Gerasimov —, on peut remarquer une nette émancipation de l'école arménienne influencée certainement par Sarjan, ancien membre de la Rose Bleue — et, avec plus d'éclat encore, de la peinture azerbaïdjanaise.

Nous avons dit que le public soviétique restait étranger au relativisme occidental, qui permet d'aimer à la fois un masque du Bénin, un chapiteau roman, une vierge de Raphaël, et de pénétrer dans des systèmes de valeurs indépendants. Le monisme culturel russe est en train de prendre fin. Voici des ouvertures sur l'Asie, sur Hokuzaï et sur Boroboudour ; sur l'Afrique Noire et l'Amérique précolombienne avec les excellents articles de Lebedev (n° 6 et n° 10) ; sur la peinture mexicaine contemporaine, par Siqueiros et

Orozco (n° 4, n° 10) : utile confrontation avec une peinture également engagée, mais libre de tout académisme.

Donc, çà et là, quelques timides signes de dégel. La glace travaille. On entend parler ici de peinture soviétique moderniste, non figurative même, encore semi-clandestine². L'évolution va-t-elle se précipiter ? Reffermons *Iskusstvo*, manifestement tourné vers le passé, et ouvrons *Arhitektura S.S.S.R.*

Mutation de l'architecture.

Jusqu'en 1957, cette revue était le digne pendant d'*Iskusstvo*, comme l'Université ou l'hôtel Ukraine correspondait aux toiles du réalisme socialiste. Puis elle se transforme très vite. C'est un autre air que nous respirons dans la collection de 1960 : l'air de l'U.R.S.S. de demain.

Le numéro 1 donne le ton. L'éditorial traite des tendances actuelles de l'architecture dans les conditions d'industrialisation de la construction. Il s'agit avant tout de construire à toute vitesse, à la cadence actuelle, on le sait, de 2 200 000 logements par an. « Pour l'architecture soviétique — lisons-nous — novatrice par essence, l'emprunt non critique aux formes du passé est injustifié... Pour être rationnel dans les conditions soviétiques il est indispensable de créer des réalisations de notre temps. » Ingénieurs et architectes doivent collaborer. Dans ce même numéro on présente quelques projets de ce fameux Palais des Soviets, toujours en discussion, jamais construit. Les maquettes, ici, rivalisent de légèreté et d'audace, en contraste évident avec celles présentées dans la même revue en 1957, comme avec l'Université, cette pâtisserie babylonienne en face de quoi va s'élever un élégant palais de verre et d'aluminium, à la manière de Nervi. Plus loin des études : comparaisons des couvertures suspendues à Montivedeo et à Moscou ; les formes architecturales des bâtiments construits en éléments préfabriqués : l'auteur insiste sur l'adaptation à sa fonction, sur la dépendance qui doit être soulignée de la forme à la technique employée, sur l'emploi systématique des matériaux nouveaux, sur la synthèse nécessaire de la sculpture et de l'architecture. Enfin des projets d'étudiants ici reproduits permettent d'imaginer le modernisme de la pédagogie.

Nous n'essaierons pas de résumer *Arhitektura S.S.S.R.*, mais simplement de mettre en valeur les centres d'intérêt.

Nous sommes incompetent pour juger du plus important : le problème technique. Que dire des coques à doubles courbures comportant des génératrices linéaires (n° 9) ou des murs portants transversaux (n° 8) ? Nous relèverons seulement l'abondance des travaux concernant la construction en grande série et l'application des procédés industriels de mécanisation, et singulièrement à des préfabrications et aux montages par gros éléments (nos 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10). D'autre part le souci de rentabilité, du bas prix de revient et du raccourcissement des délais.

L'expérience de l'étranger est analysée, sans aucun parti pris d'hostilité, dans le but d'en retirer ce qui peut être utile pour l'U.R.S.S., compte tenu de ses conditions sociales et géographiques originales. Dans cet esprit sont examinés : une usine de Payerne (Suisse), qui prouve un intérêt assez nouveau pour l'esthétique industrielle (n° 2), le procédé Camus de préfabrication (n° 5), la pratique anglaise d'architecture « mixte » (*smešannyj*) qui juxtapose dans un même site des habitations de différents fonctionnels et esthétiques (immeuble-tour, immeuble en longueur), les réalisations finlandaises (n° 7) et tchécoslovaques (n° 8). Un architecte japonais expose comment son pays a réussi à construire

2. Reportage de J. Mirabini dans *Arts*, 1961, n° 839.

moderne sans renier les traditions du passé. Toutes ces études se distinguent par leur minutie, l'attention au détail, la liberté des jugements critiques, l'absence de rhétorique.

Les problèmes d'urbanisme, et particulièrement celui des grands ensembles, occupent une place considérable dans la revue. Il faut construire des villes neuves (villes de vacances, cités industrielles, cités scientifiques) ou agrandir et reconstruire des villes anciennes. Les problèmes sont, avec un dynamisme égal, ceux de l'Europe : assurer une bonne circulation, des transports rapides, une autonomie économique et culturelle, ménager des espaces verts. A regarder les plans et les maquettes, on reconnaît l'image familière pour les Européens, de ces morceaux de sucre, couchés ou debout, répartis dans un espace planté, avec au centre l'équipement scolaire, sportif et commercial. Type, on le voit, plus proche de Sarcelle-en-Brie que des *suburbs* américains avec leurs alignements de pavillons individuels. Le nouveau district sud-ouest de Moscou compte déjà 250 000 habitants, 21 écoles, 2 hôpitaux, 6 polycliniques, 63 magasins, etc. Or ce quartier tout neuf paraît déjà en retard sur les nouvelles conceptions urbanistiques (cf. n° 5). On lui reproche le trop grand éloignement du lieu de travail, la fidélité à l'alignement des immeubles le long d'une perspective, qui condamne les locataires au bruit, aux émanations d'essence, à la poussière, l'étude négligée des schémas de circulation et de transports. La nouvelle cité scientifique qui s'élève non loin de Novosibirsk semble encore d'avant-garde, mais pour combien de temps ?

L'aménagement du territoire fait l'objet de plusieurs travaux. Ju. Bočarov aborde par exemple la question de la ville optimum. Si l'on considère le coût de construction, la meilleure rentabilité des établissements industriels, universitaires, et sanitaires, une population de 180 000 à 250 000 habitants semble le plus avantageux et peut servir de base à une planification souple (n° 5).

Un article de G. Skubčenko montre à quel point *Arhitektura* pose le problème esthétique autrement qu'*Iskusstvo* (n° 10). Beaucoup de gens sont déroutés, par les nouvelles techniques architecturales et crient à la mort de l'art. L'architecture, disent-ils, n'a plus qu'une fonction utilitaire, n'a plus la valeur d'art qu'elle possédait au temps du Parthénon ou de Voronihin. C'est une erreur. On peut éviter d'imiter fâcheusement les modes occidentales, comme on le fit dans les années 20, éviter aussi ces pastiches d'architectures anciennes multipliés à une époque récente, qui grossissent démesurément les fonctions décoratives de l'architecture et aboutissent à d'insolubles contradictions avec les techniques nouvelles. Le Parthénon comme Notre-Dame de Paris, ont été précédés de tâtonnements. Laissons l'architecture nouvelle se décanter, nous ne pouvons la juger qu'avec recul. Le contenu, la fonction sociale des réalisations soviétiques suffiront à les distinguer des capitalistes malgré la ressemblance extérieure et la similitude de matériaux. Voici donc un programme judicieux et peu contraignant. On comprend la liberté des projets récents comme celui du nouveau palais des pionniers, à Moscou (n° 9). La symétrie sacrée est allégrement dédaignée, les ailes s'articulent capricieusement, des bâtiments se dispersent dans un parc ; un stade couvert se compose d'une simple feuille de béton repliée qui s'appuie au sol par des angles, comme dans notre palais de la Défense. Un cadre plein de jeunesse et de fantaisie.

Conjectures.

Le décor de la vie doit posséder une certaine cohérence. Le contraste entre l'architecture, libérée, et les autres arts, pétrifiés dans les vieux schémas, ne peut s'aggraver indéfiniment. Chaque fois que les deux branches divergentes entrent en contact, le désaccord est flagrant. Ces lourdes théories d'ouvriers de bronze

aux bras levés accablent beaucoup plus les lumineuses et légères structures de 1960 que les pesants pastiches néo-classiques d'hier. De là vient sans doute que certaines mosaïques actuelles sont plus gaies que les tableaux : dans le nouveau cadre, elles ont dû se dérider. Le projet de monument à Lénine, de Konenkov et Brodskij, comporte entre autres plusieurs étages d'escaliers monumentaux, huit mâts immenses, semblables à des minarets turcs, quelques groupes de statues-colosses brandissant des drapeaux, des chevaux cabrés, des personnages sonnant dans des buccins, un globe terrestre supporté par deux étages de cariatides et, perché tout en haut, Lénine le bras levé, adossé au drapeau flottant (n° 4). Quel effet cela va-t-il faire dans la ville transparente et aérée que bâtiront autour les architectes ? Le problème est très bien posé par E. Šmigelskaja (« De la synthèse de l'art monumental et de l'architecture », n° 11) : le décor classique a fait son temps, un art nouveau doit naître, et elle salue certaines œuvres comme la grande mosaïque *Russie* qui possède en effet d'indéniables qualités de simplicité et de monumentalité.

De proche en proche, la mutation de l'architecture se propage. Elle a déjà largement gagné l'art décoratif. Si nous consultons la collection de « Dekorativnoe Iskusstvo » (année 1960-1961), nous constatons la disparition des abat-jour à gland et des bronzes de style Barbedienne qui ébahissaient il y a peu de temps le voyageur occidental. A leur place des chaises en matière plastique, des banquettes parallélépipédiques, des céramiques aux formes simplifiées, des placards incorporés, bref le style scandinave international, bien adapté à la production de masse. Mais, encore une fois, quelle allure auront dans ces appartements modernes et dépouillés, les scènes de genres édifiantes et appliquées reproduites à satiété dans *Iskusstvo* ? Nous sommes peut-être maintenant en mesure de répondre à la question que nous nous posions tout à l'heure.

Il y a eu et il y a encore en U.R.S.S., depuis un demi-siècle au moins, des artistes bien décidés à rompre avec le monde des formes hérité du siècle passé. Mais ils n'ont jamais été admis, tolérés seulement entre 1907 et 1923, parce qu'ils n'étaient pas compris d'un public populaire pour qui, comme encore pour notre public populaire, le beau, c'était les équivalents russes des meubles des galeries Barbès, de l'hôtel de ville et de Jean Gabriel Domergue. Voici que la nécessité de l'industrialisation et de la construction de masse a bouleversé l'architecture. Des techniques, internationales par nature, ont amené avec elles un contenu culturel nouveau. Le décor d'une civilisation est en train de changer, pan par pan. C'est, dans ce domaine comme dans d'autres, un adieu au XIX^e siècle.

A. BESANÇON.

Paris, 1961.

LA CONTRIBUTION RÉCENTE DE L'ORIENTALISME SOVIÉTIQUE A L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFGHANISTAN

Au cours de ces dernières années, plusieurs ouvrages ou articles de revues publiés en Union Soviétique ont été consacrés à l'Afghanistan et portent notamment sur l'histoire de ce pays et sur son développement économique récent.

Voici une liste de ces travaux :

En ce qui concerne le xve siècle, M. R. Arunova a fait paraître un article intitulé : « K istorii narodnyh vystuplenij v gosudarstve Timuridov v XV v. » (Sur l'histoire des manifestations populaires dans l'état des Timourides au xve siècle), dans *Kraskie soobščeniya Instituta Vostokovedeniya* (Courtes communications à l'Institut d'Orientalisme), t. 37, Moscou, 1960, pp. 34-36. Dans cet article succinct, l'auteur donne des exemples de manifestations populaires causées par la lourdeur des impôts dans la principauté timouride de Hérat au xve siècle. M. R. Arunova se fonde sur des renseignements recueillis dans la chronique de Mu'inaddīn Isfizārī, le « Rauḍat al ḡannat fi tāriḫ madinat al Herāt ». Pour le xvie siècle nous avons l'étude de N. D. Mikluho-Maklaj : « Geratskoe vosstanie 1535-1536 gg. » (Le soulèvement de Hérat en 1535-1536), *Učenyje zapiski Leningradskogo gosudarstvennogo Universiteta*, t. 6, 1956.

Pour le xvie siècle nous avons également les travaux de G. Aslanov sur le mouvement religieux des « Rošānī ». Cet afghaniste soviétique a écrit un article : « Narodnoe dvizhenie Rošānī i ego otkraženie v Afganskoj literature XVI-XVII vv. » (Le mouvement national Rošānī et sa répercussion dans la littérature afghane des xvie-xvii siècles) paru dans *Sovetskoe vostokovedenie*, 1955, pp. 121-132. Les adeptes de la secte islamique Rošānīyā (illuminée), fondée par Bāyazīd 'Anṣarī (1525-1581), qui répandit ses croyances dans certaines tribus pouchtounes, luttèrent pour des raisons tant ethniques que religieuses, contre la domination des Grands Moghols de Delhi, descendants du conquérant turco-mongol Baber. G. Aslanov, qui est également l'auteur de l'article consacré aux Rošānī dans l'édition de 1955 de la *Bol'saja Sovetskaja Enciklopedija* (Grande Encyclopédie soviétique), voit dans les faits politiques qui se rattachent à la naissance de la secte Rošānīyā les débuts de la formation d'une nationalité afghane.

Pour le ^{xvii}e siècle, un article de S. Nestorovič : « Russkie putešestvenniki v Afganistane » (Les voyageurs russes en Afghanistan) (dans *Zvezda Vostoka*, Taškent, n° 3, 1958, pp. 158-160). Il s'agit des premiers voyageurs russes dans ce pays ; il y est fait mention de la visite à Balkh de Boris Pozuhin en 1644-1650 ainsi que du voyage de Mohammed Isup Kazimov et d'Ivan Sapkin, membres de l'ambassade russe qui se rendit à Boukhara en 1657 : le sujet est intéressant, car les voyageurs étrangers qui visitèrent au ^{xvii}e siècle des régions situées dans le territoire de l'actuel Afghanistan sont rares. Balkh dépendait alors du Khanat de Boukhara², lequel avait des relations à l'époque avec l'empire des grands Moghols. A. A. Semenov a traité de ces relations dans son article : « K voprosu o kul'turno-političeskikh svjazjah Buhary i « velikomogoľ'skoj » Indii v XVII v. » (Sur la question des liens culturels et politiques entre la Boukharie et l'Inde des Grands Moghols au ^{xvii}e siècle) contenu dans l'ouvrage *Materialy vtorogo soveščanija arheologov i etnografov Srednej Azii, 29 oktjabrja-4 nojabrja 1956 goda, Stalinabad* (Travaux du deuxième colloque des archéologues et ethnographes d'Asie Centrale, 28 octobre-4 novembre 1956, Stalinabad), Izd. Ak. Nauk, Moscou, 1959, pp. 7-19.

Dans cette étude, A. A. Semenov s'est notamment étendu sur les événements qui eurent lieu à Balkh en 1685, lorsque le souverain de Boukhara, Subhān Qulī Khān, mit en prison son fils Muḥammed Šiddiq, qu'il avait investi en 1683 de l'émirat de Balkh, mais qui ne l'avait pas aidé contre l'invasion des gens du Khanat de Khiva. L'auteur utilise, pour retracer ces événements, le *Tāriḫ-i-Muqīm Khānī*, chronique écrite par l'historien de Balkh Muḥammed Yusuf Munši, et dont le même A. A. Semenov a publié et préfacé la traduction sous le titre : « *Muḥammed Yusuf Munši : Muqīm Hanskaja istorija, perevod. s. tadžik. Predislovie primeč. i ukazateli A. A. Semenova* », Izd. Akad. Nauk. uzbekskoj S.S.R., 1956, Taškent (la préface de A. A. Semenov est aux pages 5-27 de l'ouvrage).

La ville de Balkh a donné lieu à un article d'A. D. Davydov : « Imenija medrese Subhan Kuli Hana v Balhe (po vakfnoj gramote XVII v.) » (Les domaines de la medresa de Subhān Qulī Khān à Balkh d'après une charte de waqf du ^{xvi}e siècle), paru dans *KSIV*, t. 37, Moscou, 1960, pp. 82-128. L'auteur y étudie une charte de waqf provenant des archives historiques centrales du gouvernement d'Ouzbékistan (fonds 323, document 1293 de ces archives) et montre le parti que l'on peut tirer de l'analyse d'un tel document pour la connaissance des problèmes agraires dans le nord de l'actuel Afghanistan au ^{xvii}e siècle. Cette étude est d'autant plus intéressante qu'aucun autre document de ce genre ne paraît avoir été jusqu'à présent utilisé pour l'histoire économique afghane ; cela tient, sans doute, à l'absence d'Archives Nationales en Afghanistan, mais aussi au fait que la suppression des waqfs et leur confiscation par l'état afghan, sous le règne de l'émir Abdurrahman, à la fin du ^{xix}e siècle, a dû amener la disparition de nombreuses chartes de waqfs en Afghanistan même.

A partir de la fin du ^{xvii}e siècle, et jusqu'à 1870, l'histoire de l'Afghanistan a fait l'objet d'un résumé dans l'ouvrage collectif *Novaja Istorija stran zarubežnogo vostoka* (*Histoire moderne des pays de l'orient étranger*) paru sous la direction d'I. M. Reisner et B. K. Rubcev à Moscou en 1952 (au tome I de l'ouvrage, pp. 388-409).

Ce n'est qu'au début du ^{xviii}e siècle que se créa, sous l'impulsion de chefs

2. A. A. Semenov a écrit sur l'administration du Khanat de Boukhara à cette époque l'ouvrage : *Očerĭk ustrojstva central'nogo administrativnogo upravlenija Buharskogo hanstva s pozdnějšego vremeni* (*Essai sur l'organisation administrative centrale du Khanat de Boukhara à l'époque moderne*), Stalinabad, Izd. Akad. Nauk Tadžik S.S.R., 1954.

féodaux locaux, l'état afghan qui est à l'origine de celui d'aujourd'hui. Le soulèvement de Mir Wais, chef du clan Hotaki de la tribu des Ghilzais, contre le gouverneur de Kandahar nommé par le Chah d'Iran Sultan Hussein, fut l'événement qui, en 1713, prépara cette création. Après une période d'expansion des Ghilzais, — correspondant à la conquête d'Ispahan par le fils de Mir Wais et à l'occupation de l'Iran par les Afghans (de 1722 à 1727) —, il y eut une réaction iranienne marquée par la domination de Nadir Chah sur l'Afghanistan. Puis une nouvelle dynastie afghane, celle des Sadozais Durrani (ou Durani), fondée par Ahmad Chah, développa l'état afghan, dont la capitale fut d'abord Kandahar, puis, à partir de 1774, Kaboul.

Sur les débuts du siècle, il convient tout d'abord de signaler l'article de M. R. Arunova : « Geratskoe vosstanie 1716-1732 gg. » (Le soulèvement de Hérat dans les années 1716-1732). Cet article a paru dans le recueil *Nezavisimyj Afganistan, 40 let nezavisimosti (L'Afghanistan indépendant, 40 années d'indépendance)*, Izdat. vostočnoj literatury, Moscou, 1958³, pp. 153-163. L'auteur retrace la période durant laquelle, avec la décadence de l'autorité des Séfévides iraniens, la ville de Hérat et la région environnante passèrent au pouvoir de la tribu afghane (pouchtoue) des Abdalis, ultérieurement appelés « Durrani »⁴, et plus spécialement à un clan de cette tribu, le clan Sadozai, dont le chef Zaman Khan eut pour fils le fondateur de la dynastie Sadozai Durani, Ahmad Chah. C'est à partir de l'époque considérée par M. R. Arunova que l'élément ethnique de la langue pouchtoue, dans son mouvement vers l'ouest, atteignit la région de Hérat, laquelle n'était peuplée jusque-là que par des populations iraniennes et turco-mongoles iranisées. Aussi la notion de « soulèvement » de Hérat doit-elle plutôt se comprendre dans la perspective d'une certaine « afghanisation » de cette ville, jusque-là restée dans l'orbite iranienne. Cet article est fondé sur des sources originales, en langue persane, encore peu connues jusqu'à présent.

M. R. Arunova a fait, d'autre part, paraître un compte rendu sur l'étude consacrée par l'écrivain afghan Abdurrauf ('Abdārauf) Benawa à l'histoire des Hotakis : ('Abdārauf Benawā, Hotakihā, Kaboul, 1330/1951). Son analyse figure sous le titre « Issledovanie po istorii Afgancev (o knige Abdurraufa Benawa « Hotaki ») » (Recherches sur l'histoire des Afghans, à propos du livre d'Abdurrauf Benawa sur les Hotakis) dans *KSIV*, t. 37 (Izd. Vost. Lit., Moscou, 1960), pp. 135-139. M. R. Arunova estime que le travail de Benawa a été le premier essai sur l'histoire politique des Hotakis et l'action de leurs chefs jusqu'en 1738, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Kandahar par Nadir Chah Afchar.

Les invasions successives de l'Iran par les Afghans et de l'Afghanistan par les armées de Nadir Chah ont donné lieu aux travaux suivants :

M. D. Mikluho-Maklaj, « Zavoevanie Irana Afgancami » (La conquête de l'Iran par les Afghans) (Kand. Dissertacia, Taškent, 1945).

I. M. Rejsner, « Padenie dinastii Sefevidov i našestvie Afgancev na Iran » (La chute de la dynastie des Séfévides et l'invasion des Afghans en Iran), *Doklady i Soobščeniya Istfaka MGU*⁵, Kn 10, Moscou, 1950.

M. D. Mikluho-Maklaj, « Iz istorii afganskogo vladychestva v Irane » (Sur l'histoire de la domination afghane en Iran), *Učenyje Zapiski LGU*, 1954, n° 79.

3. Indiqué plus loin en abrégé *Nez. Afg.*

4. La graphie Durani, généralement adoptée par les afghanistes soviétiques est plus exacte que celle, jusqu'ici traditionnelle, de Durrani. Nous l'emploierons dorénavant.

5. MGU indique l'université d'État de Moscou, tandis que LGU et SAGU indiquent respectivement les universités d'État de Léninegrad et d'Asie Centrale (à Taškent).

K. Z. Ašrafian, *Gosudarstvo Nadir Šah Afšara* (Le gouvernement de Nadir Chah Afchar), Moscou, 1958⁶.

Ju. V. Gankovskij, « Iz istorii osady Kandagara Nadir Šahom Afšarom v 1737-1738 gg. » (Sur l'histoire du siège de Kandahar par Nadir Chah Afchar en 1737-1738), dans *KSIV*, t. 37, Moscou, 1960, pp. 27-33. Dans cet article Ju. V. Gankovskij explique la reddition de Kandahar aux armées de Nadir Chah par les divisions existant parmi les tribus occidentales afghanes, et surtout entre les « Abdalis et les Ghilzais ». L'auteur voit aussi une cause de faiblesse du pouvoir des Ghilzais dans le fait que ceux-ci avaient mécontenté les populations non afghanes (Hazaras et Tadjiks) en n'allégeant pas les impôts qui pesaient sur elles et qui étaient restés aussi lourds qu'à l'époque du pouvoir de la dynastie des Séfévides.

Sur la campagne de Nadir Chah en Inde, qui fit suite à la conquête de l'Afghanistan par le souverain iranien, il faut signaler l'édition partielle de la chronique de Muḥammad Kāzim, le *Ta'riḫ-i-'ālamārā-i-Nādirī*. Cette édition porte le titre de *Nāme-Jn-'ālamārā-ji-Nādirī* (Miroukrašajuščaja Nadirova Kniga), t. 1, Izdanie teksta i predislavie M. D. Mikluho-Maklaja, dans *Pamjatniki literatury narodov Vostoka, Teksty*, Bolšaja serija XIII, Moscou, 1960.

Cette chronique qui contient de nombreux passages relatifs à la conquête de l'Afghanistan par Nadir Chah a été traduite en partie par P. Petrov. Cette traduction est parue sous le titre de *Muḥammad Kāzim, Pohod Nādir Šāha v Indiju. Izvečenie iz Ta'riḫ-i-'ālamārā-ji-Nādirī* (Muḥammad Kāzim. La campagne de Nadir Chah en Inde; extrait du *Ta'riḫ-i-'ālamārā-ji-Nādirī*), Moscou, 1961. P. Petrov a fait précéder l'ouvrage d'une préface (pp. 5-35 du livre) et a muni la traduction de notes explicatives. D'autre part, G. M. Petrov a donné la traduction d'un passage du deuxième tome de la chronique iranienne sous le titre de « Muḥammed Kazim Alamara-ji-Nadiri (Nadir-Name), fragment 2-go toma v perevode s persidskogo » (fragment du deuxième tome traduit du persan), dans *KSIV*, t. 38, Moscou, 1960, pp. 48-58.

M. R. Arunova a retrouvé dans les archives soviétiques un firman de Nadir Chah sur la prise de Kandahar en 1738 (voir M. R. Arunova, « Fermany Nadir Šaha Afšara (1736-1737) kak istoričeskij istočnik » (Les firmans de Nadir Chah Afchar comme sources historiques), *XXV Mežd. Kongress vostokovedov-doklady delegacii S.S.S.R.*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1960.

Sur la formation de l'état afghan et l'histoire de la dynastie Durani, l'historiographie soviétique a apporté, au cours de ces dernières années, d'importantes contributions grâce à la publication de plusieurs travaux documentés.

I. M. Rejsner, après avoir écrit un article : « Voznikovenie i raspad Duranskoj deržavy » (Naissance et décadence du pouvoir des Duranis) dans *Očerki po novoj istorii stran Srednego Vostoka* (Essai sur l'histoire nouvelle des pays du Moyen-Orient), recueil collectif, Moscou, 1951, rédigea un ouvrage d'ensemble : *Razvitie feodalizma i obrazovanie gosudarstva u Afgancev* (Le développement du féodalisme et la formation de l'état chez les Afghans), Moscou, 1954.

Ju. V. Gankovskij a repris les études d'I. M. Rejsner en faisant paraître un article : « Nezavisimoe Afganskoe gosudarstvo Ahmad Šaha Durani' i ego preemnikov 1747-1819 » (Le gouvernement indépendant d'Ahmad Chah Durani et de ses successeurs 1747-1819), dans *Nez. Afg.*, Moscou, 1958, pp. 164-179.

6. Les travaux faits par des historiens soviétiques sur l'histoire de l'Iran en 1956-1958 ont été passés en revue par L. M. Kulagina dans son article : « Kratkij obzor sovetскоj literatury po istorii Irana 1956-1958 » (Courte revue des travaux soviétiques sur l'histoire de l'Iran, 1956-1958), dans *KSIV*, t. 38, Moscou, 1960, pp. 86-98.

7. Cf. note 4.

Cet article, qui se fonde notamment sur des documents des « archives de la politique étrangère de Russie » complète sur certains points l'ouvrage, déjà cité, d'I. M. Rejsner, en précisant la structure gouvernementale de l'administration mise en place par la dynastie Sadozai, connue aussi sous le nom de dynastie Durani. Ju. V. Gankovskij constate que les institutions gouvernementales des Durani suivaient des modèles iraniens et moghols (de Delhi). Par ailleurs, il fait remonter la naissance de la notion d'état chez les Afghans à la constitution, au xvi^e siècle, des « principautés féodales » d'Akora et de Teri, dans le territoire de la tribu pouchtoue des Khattaks, à la frontière de l'Inde des grands Moghols, et il rappelle que les fils de Bāyazīd 'Anṣarī, le fondateur cité plus haut, de la secte Roṣāniyā, se qualifiaient de « padichahs des Afghans ».

Ju. V. Gankovskij a fait paraître, presque en même temps que l'article ci-dessus, un ouvrage intitulé *Imperija Durani (L'empire Durani)*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1958, dans lequel il traite notamment d'une manière détaillée du système des impôts et des finances de l'état Durani. Les questions relatives à l'organisation de l'armée des Duranis ont été reprises et développées par le même historien dans son article « Armija i voennaja sistema šahov Durani (1747-1819) », (L'armée et le système militaire des chahs Duranis) dans *Indija i Afganistan, očerki istorii i ekonomiki (Inde et Afghanistan, essais d'histoire et d'économie)*, ouvrage collectif, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1958, pp. 57-87. Des travaux afghans ont été consacrés à cette époque. L'un d'eux est passé en revue par Ju. V. Gankovskij, dans « Novaja Afganskaja rabota po istorii Šahov Durani » (Nouvelle contribution afghane sur l'histoire des chahs Duranis), article faisant partie du même ouvrage collectif *Indija i Afganistan*, pp. 284-290, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1958. Il s'agit du livre d'Azizuddin ('Aziz-āl-Dīn) Popalzai (Fofalzāi) sur Timour Chah, *Timur Šah Durani*, Kaboul, 1953.

Ju. V. Gankovskij note que si, auparavant, on ne connaissait que deux firmans d'Ahmad Chah ainsi que ceux de Chah Zaman et de Chah Choudja qui avaient été publiés dans le journal *Kabul* en 1317/1938, l'on dispose à présent, grâce à Azizuddin Popalzai de renseignements basés sur l'étude de neuf autres firmans d'Ahmad Chah et de ses successeurs. Par ailleurs, l'ouvrage de l'historien afghan Mīr Gholām Moḥammad Ghobar sur Ahmad Chah, *Ahmad-Šah Baba*, Kaboul 1322/1943, a été traduit en russe et sa traduction, parue sous le titre *Ahmad Šah osnovatel' Afganskogo gosudarstva (Ahmad Chah, fondateur de l'état afghan)*, Moscou, 1959, a été précédée d'une longue préface d'I. M. Rejsner dans laquelle cet auteur complète les données historiques apportées par Mīr Gholām Moḥammad Ghobar et les replace dans le cadre plus large de l'histoire de l'Asie Centrale au xviii^e siècle. L'œuvre de cet historien afghan a été analysée de façon détaillée, ainsi que les études citées ci-dessus de Ju. V. Gankovskij, dans *Central Asian Review*, vol. VIII, 1960, n^o 2, pp. 170-183.

Les relations de l'Afghanistan avec l'Inde au xviii^e siècle ont fait l'objet des travaux d'I. M. Rejsner : « Rol' Afgancev v Indii v XVIII veke » (Le rôle des Afghans en Inde au xviii^e siècle), dans *Učenyje zapiski Tihookeanskogo Instituta*, t. 11, Moscou-Léninegrad, 1949, de N. I. Semenova, « Afgano-Mahratskaja bor'ba za preobladanie v Indii i Panipatskaja bitva 1761 goda » (La lutte afghano-mahrette pour la prépondérance dans l'Inde et la bataille de Panipat en 1761), dans *Očerki po novoj istorii stran Srednego Vostoka (Essai sur l'histoire moderne des pays du Moyen-Orient)*, Moscou, 1951, et enfin Ju. V. Gankovskij, « Severo Zapadnaja Indija pod vlast'ju šahov Durani (nekotorye voprosy organizacii upravlenija indijskimi vilajetami) » (L'Inde du Nord-Est sous la domination des chahs Duranis. — Quelques questions sur l'organisation de l'administration dans les vilayets indiens), *KSIV*, t. 28, Moscou, 1958.

Quant aux relations entre la Russie et l'Afghanistan à la même époque, elles ont donné lieu à deux articles de Ju. V. Gankovskij. Le premier est intitulé :

« Missija Bogdana Aslanova v Aghanistan v 1764 g. » (La mission de Bogdan Aslanov en Afghanistan en 1764) et a paru dans *Sovetskoe vostokovedenie*, 1958, n° 2, pp. 82-87. Il relate d'après des documents d'archives inédits, la mission de Bogdan Aslanov qui avait été envoyé d'Astrakhan en Afghanistan en vue de sonder les intentions d'Ahmad Chah en ce qui concernait l'aide que l'émir afghan pourrait apporter aux Musulmans du Turkestan chinois contre les empereurs mandchous, lesquels avaient conquis Yarkand, Kachgar et Aqsou en 1758. En fait, arrivé à Hérat, Aslanov se rendit compte qu'Ahmad Chah était occupé par sa lutte contre les Sikhs et apprit que les dirigeants musulmans de Kachgar et de Yarkand, loin de recevoir aucune aide, avaient été assassinés par l'émir de Badakchan, Sultan Chah ; l'envoyé russe revint de sa mission sans avoir pu remplir ses instructions.

L'autre concernant l'histoire des relations commerciales entre l'Afghanistan et la Russie durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans *Problemy vostokovedenija*, 1959, n° 1. L'auteur y montre que des marchands russes commencèrent à faire du commerce en Afghanistan aux environs de 1750. Ils utilisaient des négociants de Boukhara et de Khiva comme intermédiaires pour vendre des produits manufacturés, plus chers que les produits anglais mais néanmoins appréciés, et acheter des tissus, de l'indigo, du lapis-lazuli ou d'autres pierres précieuses et des monnaies d'or.

Pour la fin du XVIII^e siècle, nous disposons de l'étude faite par G. A. Vološina, « Zib-i-Tarihha, maloizvestnyj istočnik po istorii Afganistana i Severo-Zapadnoj Indii » (Le « Zib-i-Tārikkhā », une source peu connue sur l'histoire de l'Afghanistan et de l'Inde du Nord-Ouest), et parue dans *Kratkie soobščeniia Instituta Narodov Azii*⁸, t. 42, Moscou, 1961, pp. 3-18. Le *Zib-i-Tārikkhā*, chronique écrite par Hussein 'Ali, historiographe afghan, était oubliée en Afghanistan et n'a été citée par aucun des historiens afghans contemporains. C'est que le seul exemplaire connu de cette chronique se trouve à la Bibliothèque de l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan. Quoique le *Zib-i-Tārikkhā* contienne des chapitres sur les règnes d'Ahmad Chah et de Timour Chah, il s'étend surtout sur le règne de Chah Zaman et constitue, en fait, une source de premier plan sur les événements qui se sont produits en Afghanistan entre 1793 et 1801. G. A. Vološina a constaté que Hussein 'Ali était parfois sévère à l'égard du comportement de tribus afghanes, mais elle ne paraît pas avoir aperçu que cela pourrait tenir au fait que, suivant toute vraisemblance, cet historiographe n'était pas de race afghane et qu'il devait être Kyzylbach (Qyzylbāš), donc chiite. L'article est muni de traductions de trois passages de la chronique : le premier contient le récit de la révolte du gouverneur de Balkh, l'ouzbek Kabad qui fut remplacé après son châtiment par un autre ouzbek Khudanazar. Ce dernier étant peu sûr, c'est un Afghan, Barkhurdar Khan Atchekzai, qui fut alors investi des fonctions de gouverneur de Balkh, dès lors dévolues à des Afghans. Le second passage traite d'un voyage de Timour Chah dans le territoire de Pechawar, tandis que le troisième raconte l'expédition de Chah Zaman à Kandahar après la retraite de Humayoun.

Pour la première moitié du XIX^e siècle, l'importance des travaux soviétiques n'atteint pas celle des ouvrages britanniques, consacrés, surtout au cours du siècle passé, à cette période qui vit l'expansion de la puissance coloniale anglaise jusqu'en Afghanistan et la première guerre anglo-afghane (1838).

Trois articles sont consacrés à ces événements : M. A. Babahodžaev, « Osvo-boditel'naja vojna narodov Afganistana protiv anglijskikh zahvatčikov v 1838-

8. Le titre *Kratkie soobščeniia Instituta Narodov Azii* (Courtes communications à l'Institut des peuples d'Asie) fut remplacé en 1961 par celui de *Kratkie soobščeniia Instituta Vostokovedenija*, KSIV.

1842 gg » (La guerre libératrice des peuples d'Afghanistan contre les envahisseurs anglais en 1838-1842), *K.D. Ist. Vostokoved.*, Moscou, 1955.

A. I. Sokolov, « Les intrigues britanniques en Afghanistan dans la première moitié du XIX^e siècle », dans *Trudy sredneaziatskogo gosudarstvennogo universiteta*^a (*Travaux de l'université d'état d'Asie Centrale*), novaja serija, n° LXVIII, Taškent, 1955.

N. A. Halfin, « Anglijskaja ekspancija v Afganistane i osvoboditel'naja bor'ba afganskogo naroda v pervoj polovine XIX veka » (L'expansion anglaise en Afghanistan et le combat libérateur du peuple afghan dans la première moitié du XIX^e siècle), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, pp. 180-218. Dans cet article basé sur l'analyse d'ouvrages britanniques ainsi que de sources russes contemporaines, N. A. Halfin donne comme « cause de l'effondrement des plans envahisseurs de la bourgeoisie anglais » le « caractère de masse, national, du mouvement de libération ».

N. A. Halfin a également traité de l'ensemble des relations de la Grande-Bretagne avec l'Afghanistan au XIX^e siècle (ainsi qu'au début du XX^e siècle) dans son ouvrage *Proval britanskoj agressii v Afganistane (XIX v.-načalo XX v.)* (*L'échec de l'agression britannique en Afghanistan — XIX^e siècle-début du XX^e siècle*), Moscou, 1959. Ce travail a été analysée par L. R. Gordon-Polonskaja et N. I. Semenova dans *Problemy vostokovedenija*, 1960, n° 5, pp. 174-176. Ces auteurs ont notamment critiqué N. A. Halfin pour avoir écrit qu'après la première guerre anglo-afghane les « colonisateurs anglais » avaient entrepris jusqu'à 1875 la préparation d'un nouvel assaut anglais ; or, c'est là, estiment-elles, oublier le fait que, durant la décennie suivant 1850, l'Angleterre soutint l'émir afghan, au moment de la guerre de Crimée, et l'aida à agrandir son état. Par ailleurs N. A. Halfin se voit reprocher de n'avoir pas assez tenu compte de nombreux travaux anglais de caractère biographique et de n'avoir pas cité certains des ouvrages historiques afghans. Un de ces ouvrages, celui de Sayyid Qacem Richtia (Sayyid Qasim Rištiyā), *Afghanistān dar qavan naždahom* (*L'Afghanistan au XIX^e siècle*), publié à Kaboul en 1329/1950-1951, a été traduit par L. N. Dorofeeva, M. K. Kurtina et Muhammad Rahim Khan, et a paru en traduction à Moscou sous le titre de : *Afganistan v XIX veke*, Izd. Inostrannoj Literatury, 1958, avec une préface de Ju. V. Gankovskij. Dans l'analyse qu'il a consacrée à cette étude historique afghane et qu'il a publiée dans *KSIV*, vol. 28, 1958, Ju. V. Gankovskij en loue l'auteur de ce que son ouvrage révèle des faits peu connus et « reflète son patriotisme et son hostilité au colonialisme et aux envahisseurs britanniques » ; toutefois il considère que Sayyid Qacem Richtia se serait contredit en affirmant que la première guerre anglo-afghane aurait été causée par le désir de la Grande-Bretagne de barrer une avance russe vers l'Inde, tout en considérant cette avance comme impossible.

La situation économique et agraire des régions frontières du Nord-Est de l'Inde peuplées de tribus « afghanes » (pouchtoutes), tant dans la première que la seconde moitié du XIX^e siècle, a donné lieu à trois études :

B. A. Romodin, « Social'no-ekonomičeskij stroj Jusufzajckih plemen v pervoj polovine XIX veka » (L'organisation sociale et économique des tribus You-soufzai dans la première moitié du XIX^e siècle), dans *Očerki po novoj istorii stran srednego vostoka*, Moscou, 1951.

L. R. Gordon, « Social'no-ekonomičeskij i obščestvennyj stroj afganskijh plemen Indii vo vtoroj polovine XIX-e veka » (L'organisation sociale, économique et communautaire des tribus afghanes de l'Inde dans la seconde moitié du XIX^e siècle), dans *Voprosy istorii*, 1950, n° 3, pp. 47-68.

9. Les *Trudy sredneaziatskogo gosudarstvennogo universiteta* seront indiqués en abrégé : *Trudy SAGU*.

Dans cet article, l'auteur estime qu'à la fin du XIX^e siècle les Afghans de l'Inde britannique n'avaient pas l'apparence d'une nation et qu'il fallut attendre les combats que ceux-ci menèrent contre les Anglais dans la dernière décennie du siècle et qui étaient liés avec le développement du « nationalisme féodalomonarchique afghan » pour trouver l'expression d'une lutte ayant déjà un aspect national.

L. R. Gordon-Polonskaja, « *Perežitki obščinnorodovogo stroja v social'no-ekonomičeskom razvitii Afgancev v XIX v.* » (Survivances de l'organisation des clans dans le développement social et économique des Afghans au XIX^e siècle), *XXV Mežd. Kongress vostokovedov-doklady delegacii S.S.S.R.*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1960.

Le problème de Hérat, tel qu'il se posa entre 1829 et 1863 a été étudié depuis quelques années par plusieurs historiens soviétiques et a donné lieu aux travaux suivants :

G. A. Ahmedžanov, *Geratskij placdarm v planah britanskoj agressii na srednem vostoce srednej Azii v XIX v.* (La place d'armes de Hérat dans les plans d'agression britannique au Moyen-Orient et en Asie Centrale), thèse, Taškent, 1955.

G. A. Ahmedžanov, « *Ekspansija britanskih imperialistov na Srednem Vostoke i ispol'zovanie imi geratskogo placdarma 60-70 gg XIX v.* » (L'expansion des impérialistes britanniques en Asie Centrale et l'utilisation par eux de la place d'armes de Hérat durant les années 60-70 du XIX^e siècle), *Trudy SAGU*, livre 14, t. XLIV, Taškent, 1957, pp. 47-90.

N. A. Hal'fin, *Tri Russkie missii (trois missions russes)*, Taškent, 1956.

A. Ja. Sokolov, « *Anglijskaja kolonial'naja politika v Afganistane v 50-60 gg XIX v.* » (La politique coloniale anglaise en Afghanistan durant les années 50-60 du XIX^e siècle), *Trudy SAGU*, livre 14, t. XLIV, Taškent, 1957, pp. 7-28.

P. P. Bušev, *Anglijskaja agressija v Irane 1855-1857 (L'agression anglaise en Iran — 1855-1857)*, thèse, Moscou, 1952.

Mais un ouvrage dépasse les autres par son ampleur :

P. P. Bušev, *Gerat i anglo-iranskaja vojna 1856-57 gg. (Hérat et la guerre anglo-iranienne des années 1856-57)*, Moscou, 1959. Cet ouvrage est intéressant par les indications données sur le rôle dévolu à Hérat par les Anglais dans leur avance vers l'Asie Centrale. Parlant de la nomination du major d'Arcy Todd à Hérat, Bušev écrit qu'il en fit « le point de départ de l'influence anglaise vers Khiva, Boukhara et Khoqand ».

Par ailleurs, P. P. Bušev estime que l'attaque de l'Angleterre contre l'Iran en 1856-1857 ne fut pas liée à la défense de l'indépendance de Hérat, comme les historiens anglais chercheraient à le soutenir. « La bourgeoisie britannique, assure-t-il, poursuivait une politique de renforcement et d'expansion de ses positions dans tout l'Orient, et spécialement en Afghanistan, Iran, Moyen-Orient, Chine. Le « conflit de Hérat » servit à masquer l'agression anglaise dans le Proche-Orient ; ce fut un bon prétexte pour le déclenchement de la guerre contre l'Iran. » Il donne dans son livre un certain nombre de citations extraites d'ouvrages, d'articles ou de lettres de Karl Marx et de Friedrich Engels, qui suivirent ces événements de près. Examinant à la fin de son ouvrage les sources russes consultées, Bušev s'insurge contre la « conception défensive » qui prévaut chez M. G. Rejser (M. G. Rejser, *Afganistan*, Moscou, 1946).

Cette « conception défensive » est celle suivant laquelle l'intervention britannique dans les affaires de Hérat était dominée par le souci de la défense de l'Inde. Or — et en ceci l'ouvrage de Bušev est une excellente mise au point — la thèse des historiens soviétiques paraît être à présent celle du danger entièrement fictif d'une menace russe sur l'Inde au cours du XIX^e siècle, cette « soi-disant menace » n'étant agitée que pour masquer des plans britanniques qui, eux, auraient été « agressifs » en direction de l'Asie Centrale. Il serait probable-

ment plus exact de constater que, quelles qu'aient été les modalités de l'action politique russe et anglaise dans cette région, l'Empire des Indes et l'Empire tsariste ont cherché l'un et l'autre à s'étendre, tandis que les émirs afghans ont finalement bénéficié de cet état de choses.

Hérat et sa région ont toujours suscité un grand intérêt chez les chercheurs soviétiques. On peut noter, à ce propos, d'après la *Bibliography of Russian Works on Afghanistan*, publiée par le Central Asian Research Centre, Londres, 1956, les travaux suivants :

A. A. Garrickij, « La ville de Hérat », dans *Vostok*, 1922.

N. Dneprovskij, « L'économie de la province de Hérat », dans *Biblioteka hlopkovogo dela (Bibliothèque de la section cotonnière)*, vol. 10, 1928.

A. A. Poljak, *Geratskaja provincija (La province de Hérat)*, thèse, Moscou, 1948.

Pour la période de 1870 à 1919, de nombreux travaux ont paru en U.R.S.S. : *Novaja Istorija stran zarubežnogo Vostoka (Histoire moderne des pays de l'Orient étranger)*, ouvrage collectif cité plus haut, paru sous la direction d'I. M. Reisner et B. K. Rubcev, Moscou, 1952. Le volume II comporte une vingtaine de pages (pp. 301-322) consacrées à l'Afghanistan.

A. Ja. Sokolov, *Vtoraja anglo-afganskaja vojna 1878-1880 gg., kak odin iz etapov anglijskoj agressii v Afganistan (La seconde guerre anglo-afghane de 1878-1880 considérée comme l'une des étapes de l'agression britannique en Afghanistan)*, thèse, Taškent, 1951.

M. A. Babahodžaev, « Anglijskaja agressivnaja politika v Afganistane i bor'ba afganskogo naroda za nezavisimost' v 70-e gody XIX veka » (La politique agressive anglaise en Afghanistan et le combat du peuple afghan pour l'indépendance durant les années 70 du XIX^e siècle), *N.A.*, 12, pp. 219-244. Cet article a trait à la seconde guerre anglo-afghane ; dans le compte rendu de cet article donné dans *Problemy Vostokovedenija* (n° 2, 1959), M. Arabadžjan fait remarquer que M. A. Babahodžaev n'a pas indiqué que l'expédition qui, durant cette guerre, fut menée par le général anglais Roberts de Kaboul sur Kandahar pour venir à la rescousse de la brigade britannique Burrows (qui avait été battue à Maiwandwal), ne put être menée à bout que grâce à l'appui de l'émir afghan Abdurrahman. Il rappelle que des émissaires de l'émir escortèrent le général Roberts et donnèrent à l'expédition de celui-ci la caution de leur souverain, sans quoi, affirme M. Arabadžjan, « le corps expéditionnaire du général Roberts aurait été exterminé en route ». On sait que c'est à la suite de cette campagne que le général Roberts reçut le titre de Lord Roberts of Kandahar.

L. R. Gordon-Polonskaja, « Le combat de l'Afghanistan contre l'agression britannique à la fin du XIX^e siècle », dans *Očerki po novoj istorii stran srednego vostoka*, recueil collectif, Moscou, 1951. Cet article, qui d'après le *Central Asian Review* (vol. VIII, n° 3, 1960, p. 311) aurait été écrit dès 1947, souligne qu'à l'époque considérée les tribus montagnardes de la région frontalière n'étaient pas plus désireuses d'accepter l'autorité de l'émir afghan Abdurrahman que celle de l'Empire britannique des Indes, et qu'en fait, à la fin du XIX^e siècle, elles dépendaient économiquement de l'Inde malgré leurs liens avec l'Afghanistan.

N. I. Semenova, *Zavoevanie Afgancami levoberež'ja Amu-Dar'i v 30-80 gg. XIX v. (La conquête par les Afghans de la rive gauche de l'Amou-Daria dans les années 1830-1880 du XIX^e siècle)*, Kand. Diss., Moscou, 1951.

F. H. Juldašbaeva, « Russko-afganskoe razgraničenie i usilenie anglijskoj agressii v Afganistane v Srednej Azii (1872-1890 gg.) » (La délimitation de la frontière russo-afghane et l'intensification de l'agression britannique en Asie Centrale et en Afghanistan, 1872-1880), dans *Trudy SAGU*, livre 9, t. LXVIII, Taškent, 1955. Ce travail, rédigé en partie grâce à des documents d'archives historiques d'état de la R.S.S. ouzbèke, indique que, tandis que l'émir afghan

Cher Ali (Šer 'Ali) avait demandé en 1869 l'appui du vice-roi des Indes, Lord Mayo, le futur émir afghan Abdurrahman, alors opposé à Cher Ali, alla de son côté en 1870 à Boukhara solliciter du gouverneur général russe Kaufman une aide, qui lui fut refusée.

P. S. Kotljarski, *Istoričeskij očerk afgano-russkikh otnošenij v 1870-1919 gg. po arhivnym dannym* (Essai historique sur les relations russo-afghanes de 1870 à 1919 d'après des données d'archives), thèse, Taškent, 1947.

N. A. Halfin, *Anglijskaja kolonial'naja politika na Srednem Vostoke v 70 gg. XIX v.* (La politique coloniale britannique en Asie Centrale dans les années 70 du XIX^e siècle), Izd. SAGU, Taškent, 1957. L'intérêt du livre de N. A. Halfin vient de ce que l'auteur ait utilisé des documents jusque-là non publiés et provenant des archives russes, et notamment en ce qui concerne la mission diplomatique de M. Stoletov à Kaboul en 1878¹⁰, laquelle — d'après l'auteur — fut un « prétexte commode » qui permit aux Anglais de commencer la deuxième guerre anglo-afghane. L'ouvrage de N. A. Halfin traite surtout de l'Afghanistan et des relations entre l'Angleterre et l'émir de Kachgar, Yakoub-Beg, ainsi que de la Haute-Birmanie. Il paraît insister sur la signification économique qu'auraient présentée à l'époque pour l'Angleterre des pays tels que l'Afghanistan et la Kachgarie, outre leur qualité de positions stratégiques aux abords de l'Inde.

N. A. Halfin s'étend, d'autre part, sur le « travail d'investigation et de sappe » de l'Angleterre en Turkménie ; mais c'est à cette époque que les Russes conquièrent l'oasis de Merv dans cette région, ce qui donna lieu à l'incident de frontière de Pandždeh avec l'Afghanistan en 1885 ; l'auteur cherche à montrer le caractère illusoire du « danger russe d'invasion de l'Inde » (cf. p. 519 la querelle que Bušev fait à Rejsner à ce sujet). Autre article de N. A. Halfin : « Le soulèvement d'Ishaq Khan dans le Turkestan du Sud et la position du tsarisme russe (en 1888) », *Trudy SAGU*, n° LXVIII, Taškent, 1955. Il s'agit d'un événement dont les historiens occidentaux ont peu parlé. Cependant, à l'époque, A. Galkin avait fait paraître dans le n° 4 du *Voennoy sbornik* (Recueil militaire) en 1889 un article sur cette rébellion de Mohammed Ishaq Khan (Muḥammad Ishāq Khān) ; petit-fils de l'émir Dost Mohammed et fils d'une Arménienne chrétienne, ce prince afghan était gouverneur des quatre provinces du Turkestan du Sud (Turkestan afghan), à savoir celles de Maimana, Mazar-i-Chérif, Koundouz et Tachkourgan. Soulevé contre l'autorité de l'émir Abdurrahman, il sollicita une aide russe qui lui fut refusée. Il y a là une situation qui rappelle les circonstances, étudiées dans l'article cité plus haut de F. G. Juldašbaeva, dans lesquelles Abdurrahman lui-même, avant de monter sur le trône, avait demandé l'aide de la Russie. Dans les deux cas, les historiens soviétiques prouvent que les autorités tsaristes refusèrent d'interférer dans les affaires intérieures afghanes.

La conquête du Kafiristan (devenu dès lors le Nouristan) par l'émir Abdurrahman en 1895-1896 est, avec d'autres faits historiques concernant cette région de l'Afghanistan, indiquée dans l'article de A. A. Poljak, « Nuristan (Kafiristan) », contenu dans *KSIV*, t. 33, Moscou, 1959, pp. 79-94. Cet article, plutôt géographique d'ailleurs, rappelle les renseignements obtenus sur le Nouristan par les agronomes soviétiques N. I. Vavilov et D. D. Bukinič lors de leur mission en octobre 1924 (c'est à la suite de cette mission que ces deux auteurs publièrent leur ouvrage *Zemledel'českij Afganistan*, Leningrad, 1929 — republié à Moscou, 1959 ; le chapitre v de ce livre, pp. 119-139, traite du Nouristan).

La question de la délimitation de la frontière entre l'Afghanistan et l'Iran dans la région du Séistan a donné lieu à l'étude de N. A. Halfin : « Iz istorii

10. Le journal de cette mission diplomatique, qui traversa l'Afghanistan et le Khanat de Boukhara en 1878-1879, fut publié par I. I. Javorskij à Saint-Pétersbourg en 1882-1883.

Seistanskogo voprosa — konec XIX-načalo XX v. » (Sur l'histoire de la question du Séistan, fin du XIX^e-début du XX^e siècle), *Trudy SAGU*, livre 9, t. LXVIII, Taškent, 1959.

Sur la période du règne de l'émir afghan Habibollah (1901-1919), on peut citer deux articles :

M. A. Babahodžaev, « Missija Nidermajera-Gentinga v Afganistane (1915-1916 gg.) » (La mission de Niedermayer-Henting en Afghanistan, 1915-1916). Il s'agit là de la mission allemande d'O. V. Niedermayer et de W. O. von Henting qui avait pour but de rallier aux côtés de la Turquie et des Empires centraux l'Afghanistan, tentative qui n'aboutit pas, car le pays était resté lié par traité à la Grande-Bretagne.

Halilolla Halili (Khalifollāh Khalīlī), « Mahmud Bek Tarzi » (Mahmoud Beg Tarzi), *Problemy vostokovedenija*, n° 2, 1959, pp. 156-157. L'article, dont l'auteur, écrivain contemporain afghan a, à la cour de Kaboul les fonctions officielles de « poète royal », est consacré à un personnage qui fut important, tant dans les domaines littéraire que politique. Il s'agit de Mahmoud Beg Tarzi, qui, durant le règne de l'émir Habibollah créa une presse afghane en publiant le journal *Serāḡ al Akhbār* (*Le flambeau des nouvelles*) et répandit les idées modernistes qu'il avait acquises durant son précédent séjour dans l'Empire ottoman où ces idées étaient déjà répandues. La période historique de la troisième guerre anglo-afghane (1919) et de la Révolution russe est traitée dans les ouvrages ou articles suivants :

Novejšaja istorija stran zarubežnogo vostoka (*Histoire contemporaine des pays de l'Orient étranger*), recueil publié sous la direction d'I. M. Rejsner, Moscou, 1954, comprend, aux pages 211-234 de son premier volume, qui couvre les années 1918 à 1919, une analyse de cette période.

R. T. Ahramovič, « Velikaja oktjabr'skaja revoljucija i utverždenie nacional'noj nezavisimosti Afganistana » (La Grande Révolution d'Octobre et le renforcement de l'indépendance nationale de l'Afghanistan), dans *Velikij Oktjabr'i narody Vostoka* (*La Grande Révolution d'Octobre et les pays d'Orient*), ouvrage collectif, Moscou, 1957, pp. 209-227. On doit rappeler ici que l'Union Soviétique fut le premier pays à reconnaître l'indépendance que la Grande-Bretagne avait accordée à l'Afghanistan.

L. R. Gordon-Polonskaja, « Vojna Afganistana za nezavisimost' i učastie v nej pograničnyh puštunskih plemen (1919-1921 gg.) » (La guerre de l'Afghanistan pour l'indépendance et la participation à celle-ci des tribus pouchtoutes frontalières (1919-1921)), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, pp. 245-269. L'auteur estime que la lutte des tribus pouchtoutes contre l'Angleterre fut un facteur essentiel en faveur de l'Afghanistan et contraignit le gouvernement anglais à « consentir à la reconnaissance de l'Afghanistan par le traité de paix signé à Kaboul le 22 novembre 1921 »¹¹. L. R. Gordon-Polonskaja est une spécialiste de l'histoire des tribus pouchtoutes et un article d'elle à ce sujet a été signalé plus haut ; elle avait également écrit, sous le nom de L. R. Gordon, un livre portant le titre de *Agrarnye otnošenija v Severo-Zapadnoj pograničnoj provincii Indii (1918-1939)*, (*Relations agraires dans la province frontière du Nord-Ouest de l'Inde de 1918 à 1939*), Moscou, 1953 (la province frontière du Nord-Ouest de l'Inde britannique était essentiellement peuplée de tribus pouchtoutes, ou « pathanes »).

M. A. Babahodžaev, *Vojna Afganistana za nezavisimost' v 1919 g. na osnove Afganskikh i Buharskikh dokumentov* (*La guerre de l'Afghanistan pour l'indépendance en 1919, d'après les documents afghans et boukhariens*), Moscou, 1960. Cet ouvrage s'appuie sur des documents d'archives de Boukhara pour souligner la menace qu'aurait fait peser, à cette époque, sur l'Afghanistan, l'attitude du

11. En réalité le traité de paix anglo-afghan de 1921 fut signé au mois d'octobre et le 22 novembre 1921 est la date de sa ratification à Caboul.

Khan de Boukhara, Sayyid 'Alīm, dont l'Angleterre, par l'intermédiaire du général Mallison, chef de la mission militaire britannique en Khorassan et Transcaucasie, recherchait l'appui contre l'émir de Kaboul. L'occupation de Merv par l'armée rouge le 23 mai 1919 mit fin à cette menace. M. Babahodžaev a obtenu également d'intéressantes précisions sur cette guerre anglo-afghane de 1919 au cours de ses interviews avec les deux oncles du roi d'Afghanistan, Chah Mahmoud Ghazi et Chah Wali Khan Ghazi, qui prirent part à cette guerre.

A. H. Babahodžaev, *Proval anglijskoj politiki v Srednej Azii (1917-1920 gg.) (L'échec de la politique anglaise en Asie Centrale, 1917-1920)*, Taškent, 1955.

A. H. Babahodžaev, *Proval anglijskoj antisovetskoj politiki v Srednej Azii i na Srednem Vostoke v period priznanija Sovetskogo gosudarstva de-fakto i de-jure (1921-1924) (L'échec de la politique antisoviétique anglaise en Asie Centrale et au Moyen-Orient durant la période de la reconnaissance de facto et de jure du gouvernement soviétique (1921-1924))*, Izd. Akademii nauk uzbekskoj S.S.R., 1957. Dans cet ouvrage, l'auteur s'étend notamment sur les réactions suscitées en Grande-Bretagne par l'établissement des relations diplomatiques entre l'Afghanistan et l'Union Soviétique. L'étude d'A. H. Babahodžaev a été passée en revue par A. A. Kuznecov dans *Sovetskoe vostokovedenie*, 1958, t. 4, pp. 175-176.

A. H. Babahodžaev, « Vojna Afganistana za nezavisimost' v 1919 g. » (La guerre d'indépendance de l'Afghanistan en 1919), *XXV Mežd. Kongress vostokovedov-doklady delegacii S.S.S.R.*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1960.

A. H. Babahodžaev, *Proval anglijskoj politiki v Srednej Azii v 1918-1924 (L'échec de la politique anglaise en Asie Centrale en 1918-1924)*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1961. Cette étude traite de l'ensemble de l'histoire de l'Asie Centrale à l'époque considérée.

Sur le règne du roi Amanollah, nous disposons d'une étude de R. K. Urmanova, « Reformy afganskogo pravitel'stva v 1919-1925 gg. » (La réforme du gouvernement afghan de 1919 à 1925), *Izv. Ak. Nauk uzbekskoj S.S.R.*, 1958, Serija obščestv., n° 2, pp. 65-75. Dans cette étude, l'auteur fait ressortir que les réformes faites entre 1919 et 1925 par l'émir, devenu ensuite roi, Amanollah, sapèrent la position des « éléments féodaux et firent apparaître un nouveau type social de propriétaire terrien et de marchand ».

La révolution de 1928-1929 n'a pas donné lieu à des travaux récents, cependant on peut rappeler ici qu'à l'époque où elle s'était produite, deux ouvrages avaient paru en Union Soviétique sur ce sujet, ceux de E. Šuan, *Vosstanie v Afganistane (Le soulèvement en Afghanistan)*, Léningrad, 1930 et de K. I. Sokolov-Strahov, *Graždanskaja vojna v Afganistane v 1928-1929 gg. (La guerre civile en Afghanistan en 1928-1929)*, Moscou, 1931. On peut citer également les articles de L. Narimanov, « Afganistan v ognе graždanskoj vojny » (L'Afghanistan dans le feu de la guerre civile), dans *Priboj*, 1929 et de V. Primakov, « Graždanskaja vojna v Afganistana », dans *Bol'shevik*, 1929, n° 3.

Sur le règne du roi Mohammed Nader Chah a paru l'article suivant :

N. I. Smirnov, « Vážnyj etap nezavisimogo razvitija Afganistana (Harakteristiki vnešnej i vnutrennej politiki pravitel'stva Mohammeda Nadir-Šaha) », (Une importante étape du développement indépendant de l'Afghanistan. Les caractéristiques de la politique extérieure et intérieure du gouvernement de Mohammed Nader Chah de 1929 à 1933), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, pp. 78-94. Cet article est consacré au règne du roi Nader, père du roi Mohammed Zaher, présentement régnant. N. I. Smirnov remarque dans cet article qu'un phénomène eut une « grande signification », à savoir les quelques progrès qui eurent lieu dans la structure sociale du pouvoir pendant la période du gouvernement de Mohammed Nader Chah, progrès caractérisés par une certaine participation de la bourgeoisie nationale au pouvoir politique et par la création de conditions permettant l'accroissement du rôle de la bourgeoisie dans la vie politique du pays.

Il ne semble pas que N. I. Smirnov ait une vue très nette des conditions sociales de l'Afghanistan. Ce que cet auteur paraît vouloir dire c'est que Mohammed Nader Chah fut un souverain soucieux du progrès. Mais la Constitution du 30 octobre 1931 restait une façade et le parlement n'avait pas — et n'a toujours pas — de poids politique ni même d'activité réelle en Afghanistan. D'autre part, ce que N. I. Smirnov appelle la « bourgeoisie » n'est rien autre que le clan royal (c'est-à-dire le groupe de personnes appartenant aux diverses branches de la vaste famille royale, dont le nom de clan est Mohammedzai, ou encore Barakzai). Ce que l'on peut constater, c'est que plusieurs des membres de cette famille royale, qui avaient commencé à faire des études à l'étranger — notamment en France — retournèrent en Afghanistan au temps du roi Nader Chah et représentèrent un facteur d'évolution, encore lente, des idées. Mais ce qui attire essentiellement l'attention de N. I. Smirnov, c'est l'apparition sous le règne de Nader Chah d'un capitalisme d'état, caractérisé par la création de compagnies d'état, ou monopoles, chargés de l'exportation et de l'importation des principaux produits de consommation. Ces compagnies d'état (en persan *širkāt*, sociétés) appartenaient à l'état, c'est-à-dire en fait à la famille royale, mais un riche commerçant de Hérat, Abdul Madjid Zabouli, qui n'appartenait pas à la famille royale, réussit à créer, au début du règne suivant, une banque, la « Banque Milli » (banque nationale), en principe privée, mais devenue en fait banque d'état ultérieurement. Il y eut là, en effet, ce qui peut être considéré comme l'annonce de l'apparition d'une « bourgeoisie nationale ». N. I. Smirnov donne des détails sur la formation des *širkāt* (sociétés d'état) et souligne le développement des échanges commerciaux entre l'Union Soviétique et l'Afghanistan au temps de Nader Chah. Ce souverain signa un traité de bon voisinage et de commerce avec l'Union Soviétique et N. I. Smirnov pense que l'achat, par l'Union Soviétique, de matières premières à l'Afghanistan à des taux fixes favorisa l'économie afghane, en évitant les fluctuations des prix qui étaient, ailleurs, la conséquence de la crise économique mondiale, laquelle se fit sentir aux environs de 1929. L'auteur remarque que la création des *širkāt* eut pour effet de rendre l'Afghanistan plus dépendant au point de vue économique.

N. M. Gurevič, *Vnešnjaja trgovlja Afganistana do vtoroj mirovoj vojny* (*Le commerce extérieur de l'Afghanistan jusqu'à la deuxième guerre mondiale*), Moscou, 1959, ouvre la voie aux études sur ce sujet jusqu'alors peu connu, les sources de documentation étant dispersées et souvent peu aisées à atteindre. On ne peut citer dans ce domaine, avant le travail de N. M. Gurevič, qu'un article de S. L. Zaščuk, « Vnešnjaja trgovlja Afganistana » (*Le commerce extérieur de l'Afghanistan*), dans *Narodnoje hozjaistvo Srednej Azii*, n°s 7 et 8, Taškent, 1928. N. M. Gurevič apporte sur la question du commerce extérieur afghan des statistiques notamment d'origine indo-britannique qui permettent d'en évaluer le volume à partir de la fin du XIX^e siècle et même d'avoir quelques notions sur l'importance de ce commerce au milieu du siècle dernier. Sur la période plus récente, depuis 1919 jusqu'à 1939, l'auteur fournit un grand nombre de données sur la « formation du capital commercial national » afghan, sur les revenus des douanes, l'établissement des *širkāt* (sociétés commerciales organisées en vue de l'import-export sous l'impulsion du gouvernement), et enfin apporte des détails sur les principaux commerçants afghans de l'époque, et sur leur chiffre d'affaires ainsi que celui des *širkāt*. Étant donné les difficultés inhérentes aux recherches scientifiques d'ordre économique concernant l'Afghanistan pour la période qui s'étend jusqu'aux toutes dernières années, l'ouvrage de M. Gurevič a une valeur de documentation de premier ordre.

Comme source de l'histoire de l'Afghanistan entre les deux guerres mondiales, nous disposons de la traduction, faite en russe par P. B. Zudin et parue à Moscou en 1960 sous le titre de *Šah Vali-moi vospominanija*, des mémoires que le maré-

chal Chah Wali Khan, frère du roi Mohammed Nader Chah¹², avait fait paraître à Kaboul en 1338/1959 sous le titre *Yāddāsthā-e-mān* (*Mes mémoires*). Cette haute personnalité afghane, qui fut ambassadeur de son pays en France, participa à la troisième guerre anglo-afghane en 1919 et aida activement son frère à conquérir le trône en 1929.

Pour l'ensemble de la période considérée et jusqu'à nos jours, la question des relations soviéto-afghanes a été traitée par L. B. Teplinskij, « Sovetsko-afganskije otnošenija za sorok let suščestvovanija nezavisimogo Afganistana » (Les relations soviéto-afghanes durant les quarante années d'indépendance réelle de l'Afghanistan), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, pp. 5-38. C'est là un exposé chronologique de ces relations, comprenant la liste des traités et accords conclus entre l'U.R.S.S. et son voisin de 1917 à octobre 1958.

La neutralité de l'Afghanistan en politique étrangère pendant la même période, a donné lieu à un article de V. K. Vasiliev, « Miroljubie — osnova vnešnej politiki Afganistana » (L'amour de la paix, base de la politique étrangère de l'Afghanistan), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, pp. 95-103. Cet article souligne notamment le fait qu'au cours de la deuxième guerre mondiale, le « Loy Jirga » (assemblée générale des représentants des tribus et de la population, correspondant à des États Généraux), réuni à Kaboul en novembre 1941, donna son accord à l'attitude neutre du pays.

Trois articles ont été récemment consacrés par des historiens soviétiques à l'histoire de l'Afghanistan durant la deuxième guerre mondiale. Ce sont les suivants :

R. T. Ahramovič, « K harakteristike vnešnej politiki Afganistana v načal' nyj period vtoroj mirovoj vojny 1939-1941 gg. » (Les caractéristiques de la politique étrangère de l'Afghanistan pendant la première période de la seconde guerre mondiale), dans *KSIV*, t. 37, Moscou, 1960, pp. 3-9. L'auteur, comme l'avait fait V. K. Vasiliev, fait ressortir la neutralité du pays à cette époque.

N. M. Gurevič, « Mežimperialističeskaja bor'ba v Afganistane v period vtoroj mirovoj vojny » (La lutte entre les impérialismes en Afghanistan durant la deuxième guerre mondiale), dans *KSIV*, t. 37, Moscou, 1960, pp. 44-52.

N. M. Gurevič, « Vnešnjaja trgovlja Afganistana v period vtoroj mirovoj vojny » (Le commerce extérieur de l'Afghanistan durant la deuxième guerre mondiale), dans *KSIV*, t. 33, Moscou, 1959, pp. 3-15. Ce dernier article forme une suite de l'ouvrage, indiqué plus haut, que le même auteur avait consacré à l'étude du commerce extérieur de l'Afghanistan entre les deux guerres mondiales.

A partir de 1946 et jusqu'à 1961, l'histoire contemporaine de l'Afghanistan a été traitée sous ses différents aspects (politique intérieure et relations extérieures notamment) dans le livre récemment paru de R. T. Ahramovič, *Afganistan posle vtoroj mirovoj vojny* (*L'Afghanistan après la deuxième guerre mondiale*), Izd. Vost. Lit., Moscou, 1961. Certaines indications sur l'évolution politique intérieure du pays avaient été données dans l'ouvrage d'I. Aleksandrov et R. Ahramovič, *Gosudarstvennyj stroj Afganistana* (*La structure gouvernementale de l'Afghanistan*), Moscou, 1956. La Constitution afghane est traitée dans *Konstitucii gosudarstv Bližnego i Srednego Vostoka* (*Les constitutions des gouvernements du Proche-Orient et du Moyen-Orient*), Moscou, 1956. En ce qui concerne l'économie du royaume afghan, telle qu'elle se présentait durant les années faisant suite à la deuxième guerre mondiale, plusieurs études ont paru en Union Soviétique, à savoir celles de :

N. G. Capenko, *Afganistan. Ekonomiko-geografičeskaja harakteristika* (*Afghanistan. Caractéristiques économique-géographiques*), thèse, Taškent, 1950.

¹². Si la prononciation iranienne du nom de ce souverain est Nadir Chah (d'où la transcription russe), la prononciation en persan de Kaboul est Nader Chah.

A. A. Poljak, le chapitre « Afganistan » consacré à l'économie du pays, dans l'ouvrage *Ekonomika i vnešnjaia torgovlja kapitalističeskikh stran* (Économie et commerce extérieur des pays capitalistes), Moscou, 1954.

R. T. Ahramovič, « K položenu remeslennogo proizvodstva v sovremennom Afganistane » (Sur la situation de l'artisanat dans l'Afghanistan contemporain), *Sovetskoe vostokovedenie*, 1955, n° 4, pp. 131-134. Cet article décrit la situation de l'artisanat, notamment d'après un rapport afghan datant de 1952.

M. G. Pikulin¹³, *Afganistan. Ekonomičeskij očerk* (Afghanistan. Esquisse économique), Taškent, 1956. Cet ouvrage fournit d'assez nombreux renseignements.

N. I. Černjahovskaja, « K karakteristike ekonomičeskoj politiki afganskogo pravitel'stva 1953-1957 » (Les caractéristiques de la politique économique du gouvernement afghan entre 1953 et 1957), dans *KSIV*, t. 33, Moscou, 1959, pp. 16-26. L'auteur dresse un tableau des préoccupations de ce gouvernement dans le domaine économique à l'époque qui a précédé l'instauration du premier plan quinquennal de développement afghan, dont l'exécution a commencé en 1957. Ce plan a été étudié par J. M. Golovin dans l'article : « Pjatiletnij' plan v perspektivi razvitija ekonomiki Afganistana » (Le plan quinquennal dans la perspective du développement économique de l'Afghanistan), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, Moscou, 1958, pp. 39-77. L'auteur y fournit des indications détaillées sur le développement de l'industrie afghane depuis 1951. Il considère que le caractère retardataire de l'agriculture afghane provient d'un système de possession du sol par de grands propriétaires et que, d'autre part, l'infime utilisation du sol par un paysannat ne disposant que de terres morcelées est un frein sérieux au développement du pays. De fait, il souligne que « le gouvernement afghan ne voit par la solution du problème agraire dans des réformes agraires radicales, mais dans une adaptation graduelle des conditions agraires aux besoins du développement capitaliste du pays ». L'Afghanistan est un pays où l'on trouve, suivant les régions, de grands domaines insuffisamment mis en valeur, et des propriétés parcellaires appartenant à une paysannerie indépendante mais à l'étroit sur des terres de mince dimension. Il faut ajouter qu'il y aurait dans certaines tribus des terres appartenant en propriété collective à celles-ci. On peut noter à ce propos que la question agraire en Afghanistan n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'une étude d'ensemble, et que l'on ne peut citer sur ce sujet que celle, limitée au Turkestan afghan, de P. Aleksejnikov, *Agrarnyj vopros v afganskom Turkestane* (La question agraire dans le Turkestan afghan), Moscou, 1933.

Avant d'écrire l'article qui vient d'être cité, J. M. Golovin avait rédigé les chapitres concernant la situation économique de l'Afghanistan dans les ouvrages collectifs : *Ekonomičeskoe položenie kapitalističeskikh stran v 1954 godu* (Situation économique des pays capitalistes en 1954), Moscou, 1955 ; *Ekonomičeskoe položenie kapitalističeskikh stran v 1955 godu*, Moscou, 1956 ; *Ekonomičeskoe položenie stran Azii, Afriki i Latinskoj Ameriki*, Moscou, 1957. Il a également collaboré pour la partie concernant l'Afghanistan dans l'ouvrage *Vnešnjaia torgovlja S.S.S.R. so stranami Azii, Afriki i Latinskoj Ameriki* (Le commerce extérieur de l'Union Soviétique avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine), Moscou, 1958.

J. M. Golovin a également écrit un article, « Nekotorye čerty razvitija promyšlennosti v Afganistane » (Quelques traits du développement de l'industrie en Afghanistan), dans *KSIV*, t. 33, Moscou, 1959, pp. 16-25. Il y a étudié les débuts de l'industrialisation du pays.

13. M. G. Pikulin est l'auteur d'un ouvrage sur les Béloutches, *Beludži*, Moscou, 1959. Habitant surtout le Béloutchistan et le sud-ouest de l'Iran, les Béloutches peuplent également le sud de l'Afghanistan.

Une comparaison entre le développement économique de l'Afghanistan et celui de l'Iran, pendant la période de 1954 à 1959 a été faite par A. Z. Arabadžjan dans l'article « Vnešnjaia politika i ekonomičeskoe razvitie Irana Afganistana » (La politique étrangère et le développement économique de l'Iran et de l'Afghanistan), dans *Problemy vostokovedeniia*, 1960, n° 3, pp. 42-54.

L'aide apportée par l'Union Soviétique à l'Afghanistan dans le domaine économique a fait l'objet d'un article de G. P. Georgiev, « Sovetskaja tehničeskaja pomošč' Afganistane » (L'aide technique soviétique à l'Afghanistan), dans *KSIV*, t. 37, Moscou, 1960, pp. 37-43. D'après l'auteur, les premières manifestations de cette aide technique remontent à 1927-1928, toutefois elle a pris une plus grande importance à partir de 1954 et s'est accrue depuis lors.

La question du Pouchtounistan a été traitée par A. M. D'jakov dans son ouvrage *Indija vo vremja i posle vtoroj mirovoj vojny* (L'Inde durant et après la deuxième guerre mondiale), paru à Moscou en 1952, puis plus récemment par les auteurs suivants :

R. T. Ahramovič, dans l'article « Novye javlenija v razvitii obščestvennoj mysli v Afganistane v svjazi s problemom Puštunistana » (Nouveaux aspects du développement des idées sociales en Afghanistan en relation avec le problème du Pouchtounistan), *Sovetskoe vostokovedenie*, 1958, n° 4, pp. 155-161. Cet article approuve le point de vue afghan sur la question et l'auteur estime que le Pouchtounistan doit former une entité nationale séparée du Pakistan et que les affinités ethniques et linguistiques du Pouchtounistan avec l'Afghanistan seraient de nature à amener une réunion entre les territoires de l'un et de l'autre.

Ju. V. Gankovskij, qui, dans un article sur la composition nationale du Pakistan de l'Ouest, paru dans *Pakistan, Istorija i ekonomika* (Pakistan, Histoire et économie), Moscou, 1959, cherche à prouver que les Pouchtous, les Béloutches, les Sindhis et les Pandjabis peuplant le Pakistan de l'Ouest forment quatre nations séparées.

N. A. Halfin, dans « Problema Puštunistana » (Le problème du Pouchtounistan), *KSIV*, vol. 35, 1959, pp. 35-48, a donné un résumé des développements historiques de la question telle qu'elle se pose à Kaboul.

L. B. Teplinskij a repris ce sujet dans « Problema Puštunistana vo vnešnej politike sovremennogo Afganistana » (Le problème du Pouchtounistan dans la politique étrangère de l'Afghanistan contemporain), *KSIV*, vol. 37, 1960, pp. 9-17.

La question pouchtoue étant tout d'abord de nature ethnique, il y a lieu d'indiquer ici que des indications sur l'ethnographie ont été fournies par S. I. Bruk dans « Etničeskij sostav naselenija Perednej Azii » (Composition ethnique de la population de l'Asie antérieure), dans *Sovetskaja Etnografija*, 1955, t. 2, ainsi que dans l'article que cet auteur a écrit sous le titre de « Etničeskij sostav i razmeščenie naselenija v Perednej Azii » (Composition ethnique et répartition du peuplement dans l'Asie antérieure), dans le recueil *Peredneaziatskij etnografičeskij sbornik*, t. I, Moscou, 1958, pp. 72-109 (ce recueil forme le volume XXXIX de la collection *Trudy Inst. Etnografii im. N. N. Mikluho-Maklaja*, novaja serija). D'autre part, l'ouvrage *Narody Perednej Azii* (Les peuples de l'Asie antérieure), paru à Moscou en 1957, contient sous la section « Narody Afganistana » des chapitres concernant différentes populations d'Afghanistan : *Afganci* (Les Afghans), par M. G. Aslanov (le terme d'« Afghans » au sens ethnique comprend ici les populations de langue pouchtoue ou « afghane » habitant tant en Afghanistan même, que dans le territoire pakistanais) ; *Hazara, Džemšidy, Kafiry* (Les Hazaras, les Djamchidis, les Kafirs — appelés aussi Nouristanis —), par E. G. Gafferberg ; *Hazara, jazyk i duhovneja kul'tura* (Les Hazaras, langue et culture) ; *Tadžiki* (Les Tadjiks), par N. A. Kisljakov ; les Ouzbeks et les Turkmènes, qui peuplent une partie du pays, y sont traités

respectivement par K. L. Zadyhina et G. P. Vasil'eva. Les Afghans du Béloutchistan ont été étudiés par A. Š. Šamansurova, « Afganskije plemena Pakistanskogo Beludžistana » (Les tribus afghanes du Béloutchistan pakistanais), *Sbornik rabot aspirantov Akad. Nauk. uzbeč. S.S.R.*, 1958, t. 2, pp. 203-221.

L'histoire du développement de l'instruction en Afghanistan a été étudiée avec attention en Union Soviétique. Le rapport qui avait été publié sur ce sujet par l'Unesco en 1952 a été passé en revue par R. T. Ahramovič, dans *KSIV*, t. 14, 1955. L'ouvrage paru à Kaboul sur cette question en 1336/1957 sous le titre *Ma'āref Afghānistān dar nīm qaran āhēr āz 1285 tā 1335* (L'instruction en Afghanistan durant le dernier demi-siècle de 1285/1906 jusqu'à 1335/1956) a, dans *KSIV*, t. 33, pp. 128-132, été analysé par T. I. Kuhtina, qui a relevé notamment les chiffres suivants : en 1939, il y avait dans le pays 312 établissements d'instruction de divers degrés (mais essentiellement écoles primaires) avec 1 507 enseignants et 50 000 élèves. Durant la période comprise entre 1941 et 1945, 15 écoles nouvelles seulement furent ouvertes. En 1956-1957, 30 professeurs européens ou américains recrutés par le gouvernement afghan enseignaient à l'Université de Kaboul.

T. I. Kuhtina a ensuite écrit un article sur le sujet « Razvitie prosveščeniia v nezavisimom Afganistane » (Le développement de l'instruction dans l'Afghanistan indépendant), dans *Nez. Afg. (op. cit.)*, Moscou, 1958, pp. 104-114. Dans cet article, l'auteur omet de noter l'apport effectif donné par des nations de l'Europe occidentale au développement de l'instruction en Afghanistan, et c'est ainsi qu'elle passe sous silence le fait que le lycée Amanié (Amāniyā), dénommé après 1929 lycée Esteqlal, fut créé à Kaboul en 1922 à la suite d'un accord avec la France, prévoyant que l'enseignement y serait donné en langue française par des enseignants français. D'autre part, le premier lycée de jeunes filles fondé dans la capitale afghane le fut grâce à des institutrices françaises. Par ailleurs, l'aide de l'Allemagne fédérale a été importante en ce qui concerne la création récente d'écoles d'enseignement technique en Afghanistan. T. I. Kuhtina note cependant qu'il y avait en 1925 environ 200 étudiants afghans en France et en Allemagne, et cela quelques années à peine après l'indépendance totale du pays, tandis qu'à l'époque il n'y avait que quelques étudiants afghans en Union Soviétique (à Moscou et à Taškent).

La même spécialiste de l'histoire de l'enseignement en Afghanistan a complété sa documentation générale sur le sujet et fait paraître l'ouvrage *Prosveščenie v nezavisimom Afganistane* (L'instruction dans l'Afghanistan indépendant), Moscou, 1960. T. I. Kuhtina y considère qu'au début du présent siècle l'émir Habibollah (qui régna de 1901 à 1919), ayant été obligé sous la pression britannique de lever les restrictions qui pesaient sur l'activité des marchands étrangers (essentiellement indiens), cela avait eu pour effet un accroissement forcé de l'importation de marchandises britanniques, d'où s'en serait suivi une diminution du développement de l'Afghanistan dans les domaines tant économiques que culturels. Ceci ne s'accorde pas, en ce qui concerne le domaine culturel, avec le fait, constaté par ailleurs par l'auteur, que c'est sous le règne de cet émir que fut créé, en 1903, le premier lycée du pays (le lycée « Habibiya »), puis en 1911 un « bureau de l'instruction » auquel furent attachés des experts étrangers venus de l'Empire ottoman. Dans son ouvrage qui a fait l'objet d'un compte rendu dans *Central Asian Review*, 1961, n° 3 (pp. 297-301), l'auteur a fourni des indications détaillées sur les programmes d'échanges universitaires existant entre l'Afghanistan et les États-Unis d'Amérique ; T. I. Kuhtina a mentionné d'autre part les relations culturelles de l'Afghanistan avec les trois pays d'Europe occidentale (à savoir l'Allemagne de l'Ouest, la France et la Grande-Bretagne) qui envoient des enseignants chacun dans un lycée différent de Kaboul et présentent au gouvernement afghan des professeurs pour l'Université de cette ville. L'auteur

indique qu'en 1958-1959 il existait dans le pays 465 écoles primaires rurales avec 23 949 élèves dont seulement 224 filles et 338 écoles primaires urbaines avec 117 370 élèves dont 12 022 filles ; en outre 29 écoles secondaires avaient 7 973 élèves dont 1 726 filles, 27 écoles professionnelles avaient 4 427 élèves ; l'Université de Kaboul comptait 151 professeurs et 1 503 élèves.

Quelques articles récents ont donné un exposé sur le progrès des recherches de caractère scientifique poursuivies dans certains domaines en Afghanistan depuis l'indépendance du pays. Ce sont les suivants :

A. D. Davydov, « Razvitie geologo-geografičeskikh znanij v nezavisimom Afganistane » (Le développement des sciences géologiques et géographiques dans l'Afghanistan indépendant), dans *KSIV*, t. 33, 1959, pp. 63-79. L'auteur a également écrit « K izučeniju vodnyh resursov Afganistana dlja nužd sel'skogo hozjaistva » (Étude des ressources hydrauliques de l'Afghanistan nécessaires à l'économie rurale), dans *KSIV*, t. 33, 1959, pp. 69-78.

A. M. Mandelstam, « O nekotoryh rezul'tatah rabot Francuzskoj arheologičeskoj misii v Afganistane » (Sur quelques résultats des travaux de la mission archéologique française en Afghanistan), *Sovetskaja Arheologija*, t. 21, 1954, pp. 417-429.

M. R. Arunova, « O nekotoryh obščih rezul'tatah arheologičeskikh raskopok v Laškargahe » (Sur quelques résultats essentiels des recherches archéologiques faites à Lachkargah), dans *KSIV*, t. 33, 1959, pp. 87-94. Cet article, consacré en principe aux fouilles de Lachkargah (Laškargāh), faites par la « délégation archéologique française en Afghanistan », s'étend sur l'ensemble des travaux de recherche poursuivis au cours de ces dernières années par les archéologues français, MM. Daniel Schlumberger, André Maricq, Marc Le Berre et Jean-Marie Casal.

C'est en 1946 qu'avaient été exposés pour la première fois, dans un article scientifique en langue russe, les travaux de la délégation archéologique française qui portaient alors sur le site de Begram. Ils l'avaient été par le directeur même de la délégation, M. R. Ghirshman, dans l'article « Raskopki Francuzskoj arheologičeskoj delegacii Begrame (Afganistan) », dans *Kratkie soobščeniia Instituta istorii material'noj kul'tury* (Courtes communications à l'Institut d'histoire de la culture matérielle), Moscou-Léninegrad, 1946, t. 13, pp. 10-16. Jusqu'à présent les seules missions archéologiques ayant travaillé en Afghanistan ont été, avec la délégation française, une mission italienne ainsi que, mais pour peu de temps, une mission américaine au Séistan. S'il n'y a pas eu de missions soviétiques de cette nature en ce pays, cependant deux articles font mention des données archéologiques de la région du nord de l'Afghanistan ou de celle de Ghazni. Ce sont ceux de V. M. Masson, « Problema drevnej Baktrii i novyj arheologičeskij material » (Le problème de la Bactriane ancienne et le nouveau matériel archéologique), *Sovetskaja Arheologija*, 1958, n° 2, et A. A. Džafarova, « Redkie bronzovyje izdelija vremeni Gaznevidov iz kollekcii Kabul'skogo muzeja » (Des bronzes rares de l'époque des Ghaznévides existant dans la collection du musée de Kaboul), dans *KSIV*, t. 37, 1960, pp. 129-134.

* * *

Outre les ouvrages et articles concernant des sujets particuliers qui ont été indiqués ci-dessus, il a été publié en Union Soviétique depuis 1946 plusieurs livres traitant de l'Afghanistan en général. Quatre d'entre eux portent le même titre, *Afganistan*. Ce sont d'abord ceux écrits par M. G. Rejsner (Moscou, 1946), I. M. Rejsner (Moscou, 1948), et P. B. Boškarev (dans la série *U Karty mira* — sur la carte du monde — *Geografiz*, Moscou, 1953). Plus récemment, le quatrième ouvrage du même nom, paru à Moscou en 1957, a, d'après son titre, pour auteur Muhammed Ali. C'est en fait une traduction d'un livre écrit en anglais

sur l'Afghanistan et écrit par Mohammad Ali (ou Mohammed Ali) qui avait fait paraître sur ce sujet plusieurs volumes, notamment *Progressive Afghanistan*, Lahore, 1933. Si le livre de M. G. Pikulin, cité plus haut, et paru à Taškent en 1956, porte aussi le titre d'*Afganistan*, son sous-titre (*Ekonomičeskij očerok*) en fait un volume plutôt spécialisé, comme on l'a vu, dans la description de l'économie du pays. Par contre, *Naš sosed Afghanistan (Notre voisin, l'Afghanistan)*, écrit par I. M. Rejsner et R. T. Ahramovic, et paru à Moscou en 1956, est un tableau général des différentes questions relatives au royaume voisin de l'Union Soviétique. On peut citer également ici l'article sur l'Afghanistan paru dans la *Bol'saja Sovetskaja Enciklopedija (Grande Encyclopédie soviétique)*, 2^e éd., t. 3, 1950. Mais l'œuvre la plus récente et la plus complète qui donne une vue détaillée des différents aspects du pays est l'important volume de 502 pages intitulé *Sovremennyyj Afghanistan*¹⁴ (*L'Afghanistan contemporain*) et paru en 1960 à Moscou à l'Izdatel'stvo Vostočnoj Literatury (Éditions Orientales), sous les auspices de l'Institut d'Orientalisme de l'Académie des Sciences d'Union Soviétique. Le comité de rédaction du livre, dirigé par N. A. Dvorjankov, avait pour membres M. G. Aslanov, R. T. Ahramović, G. F. Girs, N. M. Gurevič, T. I. Kuhtina, A. A. Poljak, I. M. Rejsner. Les spécialistes qui ont rédigé les divers chapitres de l'ouvrage sont, avec l'indication des sujets traités par eux, les suivants : I. Aleksandrov (Organisation du gouvernement), M. R. Arunova (Monuments historiques, musées), R. T. Ahramović (Organisation du gouvernement, histoire, historiographie, chronologie), M. A. Babahodžaev (Histoire, chronologie), V. M. Beljaev (Musique), E. A. Beljaev (Religion), G. F. Girs (Presse, littérature, études philologiques, théâtre, sports, liste des publications périodiques parues en Afghanistan depuis 1919), I. M. Golovin (Commerce extérieur avec tableaux statistiques, comprenant notamment une liste des principales compagnies d'exportation créées par l'état afghan depuis 1934), E. N. Darskij (Beaux-Arts), N. A. Dvorjankov (Langues d'Afghanistan, théâtre), A. A. Džafarova (Musées), L. N. Dorofeeva (Langues d'Afghanistan, littérature, et un chapitre sur la transcription en russe des noms de personnes, des noms de lieux et des termes géographiques afghans), G. P. Ežov (Transports et communications), Y. K. Efremov (Géographie physique), V. K. Kuz'min (Chronologie), M. K. Kurkin (Divisions administratives), T. I. Kuhtina (Enseignement), L. I. Mirošnikov (Cinéma), A. A. Poljak (Vues générales sur l'économie, artisanat rural, industrie, population), G. Rauf (Poids et mesures employés en Afghanistan), V. A. Romodin (Histoire, chronologie), G. P. Rybalko (Finances), M. H. Saringuljan (Bibliothèques), V. P. Cybul'skij (Calendrier afghan), A. I. Černyj (Santé publique), I. A. Šeptunov (Radio) ; les trois cartes (générale, orographique et administrative) ont été dressées par A. D. Davydov, G. P. Ežov, J. K. Efremov et par T. I. Kuhtina, qui a d'autre part dressé les tables des noms de personnes, des termes locaux, des institutions, organisations et périodiques, des noms de lieux et désignations géographiques et ethniques. L'ouvrage comprend notamment un exposé de l'histoire de l'Afghanistan, qui figure aux pages 210-283, et qui a été réédité par R. T. Ahramović avec la collaboration de M. A. Babahodžaev ; d'autre part, R. T. Ahramović est aussi l'auteur d'un chapitre sur la science historique en Afghanistan. Il ne s'y étend pas sur les historiens afghans des siècles passés et cite seulement ceux de la période succédant à l'indépendance du pays, à partir de la parution de l'ouvrage de Khalilī Afghān sur les monuments ancien de Hérat (*Āthar-e-Herāt*, Hérat, 1309/1930-1931). Pourtant la bibliographie assez étendue qui figure à la

14. *Sovremennyyj Afghanistan* était également le titre d'un article de F. Trutko, paru dans le n° 3 de la revue *Voennaja Mysl'*, en 1921, ainsi que du livre de V. A. Gurko-Krjažin paru à Moscou en 1929 sous les auspices du « Musée de la culture orientale » (Muzej vostočnoj kul'tury).

fin du livre fait mention du *Serāḡ al tawārīkh* (*Le flambeau des chroniques*), ouvrage sur l'histoire afghane composé par ordre de l'émir Habibollah au début du siècle et qui avait donné lieu à une étude de A. A. Semenov, « Svetil'nik istorii, serāḡ al tawārīh, istorija Afganistana, sostavlenaja po povelenuju i pri bližajšem učasťi afganskogo emira Habibully-Hana » (*Le flambeau des chroniques, Serāḡ al tawārīkh, histoire de l'Afghanistan, composé par ordre et avec le concours immédiat de l'émir afghan Habibollah Khan*), parue dans *Izvestija Turkestarskogo otdela Russkogo geografičeskogo obščestva*, t. XVII, Taškent, 1925.

Dans le chapitre indiqué, R. T. Ahramovič considère que « les travaux des archéologues français, qui poursuivaient leurs recherches en Afghanistan en accord avec la convention franco-afghane de 1922 »¹⁵, exercèrent une influence significative sur la formation des vues des historiens érudits afghans », et ajoute que « dans la période initiale du développement de la science historique en Afghanistan les érudits afghans furent fréquemment influencés par les conceptions diverses existant dans l'historiographie bourgeoise, y compris des conceptions de fieffés réactionnaires ». L'influence de l'« orientalisme bourgeois anglais » fut beaucoup plus profonde ; le concept de la « défense de l'Inde » nécessitée par la « menace russe », qui avait été élaboré par les « apologistes du colonialisme britannique », « pénétra dans les pages de nombreux travaux d'auteurs afghans ». Après la deuxième guerre mondiale, l'historiographie afghane fut, d'après R. T. Ahramovič, influencée par « le développement de l'opinion publique bourgeoise nationale. On voit apparaître une tendance à surmonter les théories colonialistes « orientales » de l'historiographie bourgeoise de l'Occident et à définir les conceptions essentielles de l'état d'esprit bourgeois-national. Cet état d'esprit, quoiqu'il donne fréquemment naissance à des vues franchement chauvines¹⁶ sur l'histoire du pays, n'en contrainst pas moins les érudits afghans à mettre en accusation le colonialisme ; il peut donc être mis au nombre des phénomènes de caractère anti-impérialiste ».

* * *

Dans le domaine de la contribution des historiens soviétiques apportée à la connaissance de l'histoire de l'Afghanistan au cours de ces dernières années, il faut encore noter l'édition d'un texte historique persan *Ta'riḡh-i-Badakhšan* (*Histoire du Badakhchan*), édité, sous forme de reproduction photographique du texte original, par A. N. Boldyrev ; il a paru dans le cadre des travaux de la section de philologie iranienne de la Faculté orientale de l'Université de Leningrad (« Istorija Badakhšana » — Izdatel'stvo Leningradskogo Universiteta, 1959). Ce document comprend une partie écrite par Sang Muḡammad Badakhši pour la période comprise entre 1657-1658 et 1808-1809 et une autre par Faḡl'Ali Beg Surkhāfsar pour la période ultérieure s'étendant jusqu'à 1907. Sur l'histoire de la province du Badakhchan (qui a donné lieu à un article de T. Abaeva, « Afganskij Badakhšan » (*Le Badakhchan afghan*), *Sbornik rabot aspirantov Akad. Nauk uzb. S.S.R., otd. obščestv. Nauk*, n° 2, Taškent, 1958, pp. 59-66) des données importantes figuraient déjà dans l'ouvrage de l'auteur afghan Bourhaneddin Kochkaki (Burhānaldīn Koškakī), *Rāhnāmā-e-Qataghan wa Badakhšan* (*Guide du Kataghan et du Badakhchan*), Kaboul, 1925 ; traduction russe d'A. A. Semenov, sous le titre *Kattagan i Badakhšan*, parue à Taškent, 1926. Cet ouvrage, qui est jusqu'à présent le seul du genre dans lequel des provinces afghanes aient été décrites par un auteur afghan d'une façon détaillée, fut la seconde source historique

15. Convention franco-afghane du 9 septembre 1922 portant concession du privilège des fouilles archéologiques en Afghanistan au gouvernement français.

16. « Otkrovenno šovinističeskije vzgljady. »

afghane traduite en russe, la première ayant été les mémoires de l'émir Abdurrahman, traduites au début du siècle (*Abdurrahman Han, avtobiografija*, vol. I et II, Saint-Petersbourg, 1902). On peut souhaiter que d'autres sources historiques qui intéressent l'histoire afghane et qui se trouvent dans des bibliothèques ou des archives soviétiques soient également publiées. Certaines seraient, sans aucun doute, d'un grand intérêt. C'est le cas pour le *Muntakhab al tawārikh*, chronique dont l'existence a été signalée dans une communication faite à l'occasion du XXV^e Congrès international des Orientalistes par V. A. Romodin sous le titre de « Nekotorye istočniki po istorii Fergany i Kokandskogo hanstva (XVI-XVII vv.) v rukopisnyh sobranijah Leningrada » (Quelques sources sur l'histoire du Khanat de Ferghana et de Khoqand aux XVI^e et XVII^e siècles existant dans les collections de manuscrits de Léninegrad), — XXV *Mežd. Kongress vostočovedov-doklady delegacii S.S.S.R.*, Moscou, Izd. Vost. Lit., 1960. Écrit en 1842-1843 par Muḥammad Hakīm Khān ben Sayyid Ma'sūm Khān, qui appartenait à une famille de dignitaires du Khanat de Khoqand, le *Muntakhab al tawārikh* contient des indications intéressantes sur le séjour que fit à Boukhara, lors de la première guerre anglo-afghane (en 1838-1842), l'émir de Kaboul Dost Mohammed que le chroniqueur rencontra en ces circonstances et avec lequel il put s'entretenir sur les événements survenus en Afghanistan. Il y a sans doute un certain nombre de textes historiques concernant l'Afghanistan dans les archives ou bibliothèques soviétiques et il y aurait lieu de consulter à ce sujet notamment le *Catalogue des manuscrits orientaux de l'Académie des Sciences de la R.S.S. ouzbèke* (voir *Sobranie vostočnyh rukopisej Akad. Nauk uzbekskoj S.S.R.*, Taškent, t. I, 1952 ; t. II, 1954 ; t. III, 1955 ; t. IV, 1957). Ce catalogue a été dressé sous la direction d'A. A. Semenov qui a également donné une description des manuscrits orientaux de la bibliothèque de l'Université d'Asie Centrale à Taškent : *Opisanie tadžikskih, persidskikh, arabskikh i tjurkskikh rukopisej fundamental'noj biblioteki Sredneaziatskogo gosudarstvennogo Universita im. V. I. Lenina* (Description des manuscrits tadjiks, persans, arabes et turcs de la bibliothèque d'Asie Centrale V. I. Lénine), Taškent, Izd. SAGU, 1956 vyp. 2. Il existe en tout cas dans plusieurs bibliothèques (bibliothèque Saltikov-Ščedrin, de l'Institut d'orientalisme de Léninegrad, de l'Institut d'orientalisme de Taškent) de nombreux manuscrits persans ou turcs provenant de Hérat et datant du XV^e siècle, époque où cette ville eut une école célèbre d'enlumineurs et de calligraphes¹⁷.

* * *

Avant 1945, les travaux soviétiques concernant l'histoire de l'Afghanistan étaient relativement peu nombreux. Parmi ces ouvrages on peut citer ici, A. A. Garrickij, *Istorija i naselenie Afganistana* (Histoire et population de l'Afghanistan), Taškent, 1923 et I. Edje, *Afganistan, ego prošloe i nastojaščee* (Afganistan, son passé et son présent). A ceci s'ajoute le fait que des livres ou des articles d'information générale sur le pays ont fait mention sous une forme plus ou moins résumée d'événements historiques qui s'y sont produits. Ces livres sont les divers ouvrages parus sous le même et simple titre d'*Afganistan* et écrits par N. I. Obručev (Saint-Petersbourg, 1868), I. Oranovskij (Saint-Petersbourg, 1895), A. E. Snesev (Moscou, 1921), Larisa Rejsner (Moscou et Léninegrad, 1925), E. Vejdt (Moscou, 1927), I. M. Rejsner (Moscou, 1929), A. Gurevič

17. Des reproductions de ces calligraphies ont été données dans l'ouvrage récemment paru, *Hudožestvennoe pis'mo kalligrafoj Irana, Srednej Azii i Afganistana* (L'écriture artistique des calligraphes d'Iran, du Moyen-Orient et d'Afghanistan), Izd. Vost. Lit., Moscou, 1961.

(Moscou, 2^e éd., 1930), A. V. Staniševskij (Moscou, 1940), ou des titres tels que *Afganistan i sopredel'nye strany* (L'Afghanistan et les pays voisins), par S. N. Južakov, 1885 ; *Afganskij vopros* (La question afghane), par P. A. Rittih, Saint-Petersbourg, 1905 ; *Afganistan, Sbornik statej* (Recueil d'articles publiés par la « Vserossijskaja Associacija vostokovedenija » — Association orientaliste de toute la Russie — à Moscou en 1923 ou 1924), *Srednij Vostok, Persija, Afganistan, Zapadnij Kitaj* (Le Moyen-Orient, la Perse, l'Afghanistan, la Chine de l'Ouest), par D. Smorgoner, Moscou, 1925 ; *Nezavisimyj Afganistan* (L'Afghanistan indépendant), par I. M. Rejsner, Moscou, 1929 ; *Afganistan, ego reformy i ih političeskoe značenie dlja Vostoka* (L'Afghanistan, ses réformes et leur signification politique pour l'Orient), Moscou, 1929 ; *Sovremennyj Afganistan* (L'Afghanistan contemporain), par V. A. Gurko-Krjažin, Moscou, 1929 ; *Iran, Afganistan i Sin'cian. Politiko-ekonomičeskie očerki* (Iran, Afghanistan et Sinkiang, esquisse politico-économique), Moscou, 1936. Quant aux articles, on peut citer, avant 1945, ceux qui parurent dans diverses revues soviétiques sous le titre d'« Afganistan », ainsi ceux rédigés par Sventickij, Pogorelov, Eberg, Malajev, etc.¹⁸.

L'historiographie soviétique sur l'Afghanistan fait l'objet d'un article de V. A. Romodin, « Iz istorii izučenija Afgancev i Afganistana v Rossii » (L'histoire de l'étude des Afghans et de l'Afghanistan en Russie) contenu dans l'ouvrage collectif *Očerki po istorii Russkogo vostokovedenija* (Essais sur l'histoire de l'orientalisme russe), Moscou, 1953, ainsi que d'une communication faite par N. A. Hal fin au XXV^e Congrès international des Orientalistes tenu à Moscou du 9 au 16 août 1960, sous le titre de « Problema razvitija afganskogo gosudarstva v XVIII-XX vv. v sovetskoj istoriografii » (La question du développement de l'autorité gouvernementale afghane du XVIII^e au XX^e siècle dans l'historiographie soviétique), *XXV Mežd. Kongress vostokovedov-doklady delegacii S.S.S.R.*, Izd. Vost. Lit., Moscou, 1960.

* *

L'essor remarquable des études sur l'histoire de l'Afghanistan en Union Soviétique depuis 1956 ne manquera pas d'attirer l'attention des historiens d'autres pays sur l'intérêt que présente cette histoire. Le développement des recherches historiques en Afghanistan même qui s'est poursuivi sous la direction efficace de M. Aḥmad 'Alī Kohzād, président de la Société d'histoire d'Afghanistan, doit permettre d'espérer la mise au jour et la publication de nouveaux documents historiques, ainsi que l'organisation de dépôts d'archives. A côté de ces sources historiques qui se trouvent dans le pays, d'autres, qui n'ont pas toutes été utilisées, sont hors de l'Afghanistan, principalement en Inde, en Angleterre, et en Union Soviétique. Le dépouillement de ces dernières a été commencé par les historiens soviétiques qui ont ainsi apporté une très utile contribution à la connaissance de l'Afghanistan dans le domaine de l'histoire moderne et contemporaine.

H. J. DE DIANOUS.

Paris, octobre 1961.

18. Voir *Bibliography of Russian Works on Afghanistan*, Central Asian Research Centre, Londres, 1956.

Le Gérant : Louis VELAY.

Annales

*Économies Sociétés
Civilisations*

Revue trimestrielle fondée en 1929 par
LUCIEN FEBVRE & MARC BLOCH

Comité de direction :

FERNAND BRAUDEL GEORGES FRIEDMANN
CHARLES MORAZÉ

Secrétaire du Comité :
PAUL LEUILLIOT

Secrétaire de la Rédaction :
ROBERT MANDROU

Sommaire du n° 2 de 1962 — Mars-Avril

W. HENSEL
L. LECIEJEWICZ
et S. TABASZYNSKI

*En Pologne médiévale : L'Archéologie au
service de l'Histoire.*

ALAIN BESANÇON

*La dissidence de la peinture russe (1860-
1922).*

R. LALUE et
P. MARTHELOT

La répartition de la population tunisienne.

ÉTUDES, HISTOIRE ET CARTOGRAPHIE

DOCUMENTS ET PROBLÈMES, DÉBATS ET COMBATS

ENQUÊTES, NOTES CRITIQUES, COMPTES RENDUS

Rédaction : 20, rue de la Baume, PARIS-VIII^e - ELY. 92-08

Administration : LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Bd St-Michel, PARIS-V^e

Compte de chèques postaux : Paris, N° 1671

Abonnements : France et Union française, 29 NF; Étranger, 35 NF

Le numéro de 208 pages : 6 NF

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DIVISION DES AIRES CULTURELLES

COLLOQUES ET CONGRÈS

1. PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE. Contributions et Communications. Stockholm, Août 1960. 594 pp. textes en français, anglais, allemand, italien, espagnol. Nombreux graphiques.
35,00 NF
2. LES ORIGINES DES VILLES POLONAISES DU MOYEN-ÂGE. P. Francastel éditeur. 1961. Nombreux plans. 30 photographies.
35,00 NF
3. L'HISTOIRE ET SES INTERPRÉTATIONS. Entretiens autour d'Arnold Toynbee sous la direction de Raymond Aron. (Cerisy-la-Salle, juillet 1958). 1961. 238 pp.
15,00 NF

SOCIÉTÉ ET IDÉOLOGIES

Deuxième Série : DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

1. ALFRED ROSMER : Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale. De Zimmerwald à la Révolution russe. 1959. 252 pp. 30,00 NF
2. MAXIMILIEN RUBEL : Karl Marx devant le Bonapartisme. 1960. 165 pp. 12,50 NF
3. ALEXANDRE BENNIGSEN ET CHANTAL QUELQUEJAY : Les Mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie. Tome I : Le « Sultangaliévisme » au Tatarstan. Préface de Roger Portal. 1960. 285 pp. 1 frontispice et 2 cartes. 22,00 NF

ÉTUDES SUR L'ÉCONOMIE ET LA SOCIOLOGIE
DES PAYS SLAVES

1. CZESLAW BOBROWSKI : Formation du système soviétique de planification. 1956. 92 pp. 11,25 NF
2. ROBERT SMITH : The origins of farming in Russia. 1959. 198 pp. 12 pl. 2 cartes. 32,00 NF
3. LOUIS GREYFIÉ DE BELLECOMBE : Les conventions collectives de travail en Union Soviétique. 1958. 172 pp. 15,00 NF
4. HENRI CHAMBRE : L'aménagement du territoire en URSS. Introduction à l'étude des régions économiques soviétiques. 1959. 250 pp. 30,00 NF
5. STEVAN K. PAVLOWITCH : Anglo-Russian rivalry in Serbia. 1837-1839. 1961. 208 pp. 29,00 NF